



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)  
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 15 JUIN 1963

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 15, 1963

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le *mercredi* à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,  
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 5 mai 1962.

1515 — 1-52-0

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on *Wednesday*, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,  
Queen's Printer.

Parliament Buildings,  
Quebec, May 5, 1962.

1515 — 1-52-0

## Lettres patentes

### A. H. Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1963, constituant en corporation: George Irwin Harris, 5728, avenue West-luke, Côte-St-Luc, Judah Lyon Wolofsky, 4165, avenue Esplanade, tous deux avocats, et Barbara Shapiro, secrétaire, épouse séparée de biens d'Irving Shapiro, 4750, avenue Plamondon, app. 14, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « A. H. Construction Corp. », avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nomi-

## Letters Patent

### A. H. Construction Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Irwin Harris, 5728 West-luke Ave., Côte-St-Luc, Judah Lyon Wolofsky, 4165 Esplanade Ave, both advocates, and Barbara Shapiro, secretary, wife separate as to property of Irving Shapiro, 4750 Plamondon Ave., Apt. 14, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "A. H. Construction Corp.", with a capital stock divided into 100 shares having no nominal or par value

nale ou au pair et 500 actions privilégiées de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$1,000.

Le siège social de la compagnie sera 1563, rue McGregor, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1643-63 — 1169/117

**A-I-Rent-A-Tool Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Moe Vasko, 6255, Place Northcrest, Montréal, Paul Shinoff, 5763, ave. Glenarden, tous deux vendeurs, Jack Shayne, 5781, rue Melling, tous deux de Côte-St-Luc, et Seymour Machlovitch, 3445, Côte-des-Neiges, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à louer des outils, sous le nom de « A-I-Rent-A-Tool Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1566-63 — 1168/23

**All-Con Precast Products Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1963, constituant en corporation: André Perreault, 4353, Girouard, Montréal, Rémi Geoffrion, 227, Langlois, Varennes, et Guy Roy, 545, Lallemand, St-Jean, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce du ciment et de ses sous-produits, sous le nom de « All-Con Precast Products Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 350 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 50, rue Laflamme, St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 1554-63 — 1168/33

**Andersen Lake Mines Limited  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1963, constituant en corporation: Pierre-Jacques Guay, Michael Dennis et Hubert Sénécal, avocats, 901, carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

and 500 preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$1,000.

The head office of the company will be at 1563 McGregor Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1643-63 — 1169/117

**A-I-Rent-A-Tool Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Moe Vasko, 6255 Northcrest Place, Montreal, Paul Shinoff, 5763 Glenarden Ave., both salesmen, Jack Shayne, 5781 Melling St., both of Côte-St-Luc, and Seymour Machlovitch, 3445 Côte-des-Neiges, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on a tool rental business, under the name of "A-I-Rent-A-Tool Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 5,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1566-63 — 1168/23

**All-Con Precast Products Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Perreault, 4353 Girouard, Montreal, Rémi Geoffrion, 227 Langlois, Varennes, and Guy Roy, 545 Lallemand, St-Jean, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in cement and its by-products, under the name of "All-Con Precast Products Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 350 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 50 Laflamme St., St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 1554-63 — 1168/33

**Andersen Lake Mines Limited  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre-Jacques Guay, Michael Dennis and Hubert Sénécal, advocates, of 901 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

Prospecter et explorer pour la recherche de mines et minéraux, sous le nom de « Andersen Lake Mines Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de \$100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1035-63 — 1169/1

#### Barclay Bowling and Billiard Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Larry Beausoleil, restaurateur, 5, rue Denis, Montréal-Est, Dominique Manella, entrepreneur, 5707, rue Mallet, et Raymond Couillard, courtier, 5036, boul. St-Laurent, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Barclay Bowling and Billiard Ltd. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3590, rue Barclay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

890-63 — 1168/93

#### Best Value Merchandising Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Lawrence Capelovitch, 4460, chemin Souvenir, Martin Gross, 1105, Ridgewood Dr., tous deux de Chomedey, et Donald Hahamovitch, 5764, avenue Smart, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles, marchandises et biens-meubles faits, en tout ou en partie, de textile, cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, synthétique, plastique, fourrure, verre, tissus ou tout autre matériel ou produit, sous le nom de « Best Value Merchandising Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1790-63 — 1169/57

#### Bohémier Néon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Andersen Lake Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$100,000, divided into 100,000 common shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1035-63 — 1169/1

#### Barclay Bowling and Billiard Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Larry Beausoleil, restaurant-owner, 5 Denis St., Montreal-East, Dominique Manella, contractor, 5707 Mallet St., and Raymond Couillard, broker, 5036 St. Lawrence Blvd., the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Barclay Bowling and Billiard Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 3590 Barclay St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

890-63 — 1168/93

#### Best Value Merchandising Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence Capelovitch, 4460 Souvenir Rd., Martin Gross, 1105 Ridgewood Dr., both of Chomedey, and Donald Hahamovitch, 5764 Smart Ave., Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles, merchandise and moveables made, in whole or in part, of textiles, leather, rubber, metal, wood, paper, synthetics, plastic, fur, glass, fabrics or any other material or product, under the name of "Best Value Merchandising Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1790-63 — 1169/57

#### Bohémier Néon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Jacques Bohémier, commerçant, Jeannine Roy Bohémier, ménagère, épouse dudit Jacques Bohémier, tous deux de 600, 5e rue, St-Antoine-des-Laurentides, Guy Lapierre, commerçant, Madeline Ladouceur Lapierre, ménagère, épouse dudit Guy Lapierre, ces deux derniers de 407, rue Gauthier, St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits et sous-produits du néon et du plastique, sous le nom de « Bohémier Néon Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 600, 5e rue, St-Antoine-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 1222-63 — 1168/94

**Bomil Clothing Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1963, constituant en corporation: Ezra Leithman, c.r., Fred Kaufman, Sidney Leithman et Harvey Yarosky, avocat, 1255, carré Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires et vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Bomil Clothing Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1451-63 — 1169/4

**Bonavista Construction Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Manuel Shacter, 155, avenue Dorval, Dorval, Leo Rosentzweig, 4805, chemin Circle, Montréal, Stanley Taviss, 7114, Fielding, Montréal, William Levitt, 5020, St. Kevin, Montréal, et Arthur Marcovitch, 5211, avenue Rosedale, Montréal, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Bonavista Construction Co. Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1806-63 — 1168/95

bearing date the 16th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Bohémier, trader, Jeannine Roy Bohémier, housewife, wife of the said Jacques Bohémier, both of 600, 5th St., St-Antoine-des-Laurentides, Guy Lapierre, trader, Madeline Ladouceur Lapierre, housewife, wife of the said Guy Lapierre, the two latter of 407 Gauthier St., St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products and by-products of neon and plastic, under the name of "Bohémier Néon Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 600, 5th St., St-Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 1222-63 — 1168/94

**Bomil Clothing Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ezra Leithman, q.c., Fred Kaufman, Sidney Leithman and Harvey Yarosky, advocates, of 1255 Phillips Square, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Bomil Clothing Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 29th day of March, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1451-63 — 1169/4

**Bonavista Construction Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Manuel Shacter, 155 Dorval Ave., Dorval, Leo Rosentzweig, 4805 Circle Rd., Montreal, Stanley Taviss, 7114 Fielding, Montreal, William Levitt, 5020 St. Kevin, Montreal, and Arthur Marcovitch, 5211 Rosedale Ave., Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Bonavista Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1806-63 — 1168/95

**Boulevard Furniture Show Room Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Allan B. Frank, Henry L. Silverstone, avocats, et Henry S. Pesner, syndic, tous trois de 4 est, Notre-Dame, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, nouveautés en ameublement de toutes descriptions et appareils domestiques, sous le nom de « Boulevard Furniture Show Room Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3541, Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1689-63 — 1169/5

**Branord Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Justine Landry, 861, Calixa-Lavallée, Denise Nadeau, 862, 8e ave. Thérèse des Rivières, 517, St-Cyrille, ouest, toutes trois secrétaires, Pierre LaRue, avocat, 815, Lévis, tous quatre de Québec, et Jacques Delisle, avocat, 2031, Richer, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Branord Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 4,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2700, boul. Laurier, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

1590-63 — 1168/90

**Bromere Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Gérard Couillard, entrepreneur, Coaticook, William G. Blackwood, surveillant, 43, Parkland, Valois, et Homer M. Blackwood, ingénieur, Knowlton, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble, sous le nom de « Bromere Company Limited », avec un capital total de \$45,000, divisé en 450 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Knowlton, comté de Brome, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

437-63 — 1169/112

**Boulevard Furniture Show Room Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan B. Frank, Henry L. Silverstone, advocates, and Henry S. Pesner, trustee, all three of 4 Notre-Dame East, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, furniture novelties of every description and household appliances, under the name of "Boulevard Furniture Show Room Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3541 Van Horne, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1689-63 — 1169/5

**Branord Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Justine Landry, 861 Calixa-Lavallée, Denise Nadeau, 862, 8th Ave., Thérèse des Rivières, 517 St-Cyrille West, all three secretaries, Pierre LaRue, advocate, 815 Lévis, all four of Quebec, and Jacques Delisle, advocate, 2031 Richer, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Branord Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 600 common shares of a par value of \$10 each and 4,400 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 2700 Laurier Blvd., Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

1590-63 — 1168/90

**Bromere Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Couillard, contractor, Coaticook, William G. Blackwood, supervisor, 43 Parkland, Valois, and Homer M. Blackwood, engineer, Knowlton, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Bromere Company Limited", with a total capital stock of \$45,000, divided into 450 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Knowlton, county of Brome, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

437-63 — 1169/112

**Camclair Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Bernard Gardner, avocat, 412, chemin Northcote, Rosemère, Gabriel Glazer, avocat, 5850, ave. Souart, Montréal, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, 4840, rue Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Étudier, faire des recherches, analyser, dessiner des plans et préparer des rapports en ce qui concerne l'aménagement de la cité, de la campagne, de la métropole et de la région, sous le nom de « Camclair Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1440, rue Towers, chambre 100, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1593-63 — 1168/35

**Cameo Ladies Wear Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Sam Knecht, 4947, ave. Mayfair, Samuel Zeesman, 4350, rue St. Kevin, tous deux marchands, et Max Isidore Sigler, avocat, 2850, ave. Willowdale, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements prêts à porter pour dames et articles se rapportant à ceux, sous le nom de « Cameo Ladies Wear Co. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1598-63 — 1168/25

**Carrières Montmagny, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Paul Dolan, notaire, rue St-Jean-Baptiste, St-Thomas, comté de Montmagny, Georges Hébert, notaire, 86, rue de la Gare, et Denise Caron, sténographe, 3, rue St-Augustin, ces deux derniers de Montmagny, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières de toutes sortes, sous le nom de « Carrières Montmagny, Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$50 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 1724-63 — 1169/7

**Camclair Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Gardner, advocate, 412 Northcote Rd., Rosemère, Gabriel Glazer, advocate, 5850 Souart Ave., Montreal, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, 4840 Bourret St., Montreal, for the following purposes:

To make a study and to do research, analyse, draw plans and give reports in connection with city, rural, metropolitan and regional planning, under the name of "Camclair Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 1440 Towers St., Suite 100, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1593-63 — 1168/35

**Cameo Ladies Wear Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sam Knecht, 4947 Mayfair Ave., Samuel Zeesman, 4350 St. Kevin St., both merchants, and Max Isidore Sigler, advocate, 2850 Willowdale Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a ladies' ready-to-wear business and matters incidental thereto, under the name of "Cameo Ladies Wear Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1598-63 — 1168/25

**Carrières Montmagny, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Dolan, notary, St-Jean-Baptiste Street, St-Thomas, county of Montmagny, Georges Hébert, notary, 86 de la Gare Street, and Denise Caron, stenographer, 3 St-Augustin Street, the two latter of Montmagny, for the following purposes:

To operate quarries of all kinds, under the name of "Carrières Montmagny, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$50 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 1724-63 — 1169/7

**Cartierville Roofing Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1963, constituant en corporation: J.-Claude Bureau, avocat, 12365, Crevier, Marcel Hamelin, notaire, 12086, boulevard L'Acadie, et Claudette Boisvert, secrétaire, 10142, St-Firmin, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs couvreurs, sous le nom de « Cartierville Roofing Co. Ltd. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

1595-63 — 1169/59

**Century Food Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Leslie Greenberg, marchand, 4511, 9e Rue, Chomedey, Saul Morris, notaire, 4852, Isabella, Montréal, et Albert Greenberg, marchand, 1090, promenade Dover, Chomedey, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Century Food Products Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3860, Sabrevois, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1600-63 — 1168/96

**Cie de Gestion Universelle Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1963, constituant en corporation: François Boisclair, 336, rue Hall, St-Lambert, Jean-Louis Lamoureux, 8178, Wiseman, et Yvon Brizard, 6538, Louis-Hébert, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (« holding »), sous le nom de « Cie de Gestion Universelle Ltée », avec un capital divisé en 58,000 actions classe « A » de \$5 chacune et en 2,000 actions classe « B » sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$39,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

1634-63 — 1169/114

**Cartierville Roofing Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Claude Bureau, advocate, 12365 Crevier, Marcel Hamelin, notary, 12086 L'Acadie Boulevard, and Claudette Boisvert, secretary, 10142 St-Firmin, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in roofing, under the name of "Cartierville Roofing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

1595-63 — 1169/59

**Century Food Products Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 9th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leslie Greenberg, merchant, 4511, 9th Street, Chomedey, Saul Morris, notary, 4852 Isabella, Montreal, and Albert Greenberg, merchant, 1090 Dover Drive, Chomedey, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Century Food Products Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 3860 Sabrevois, Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1600-63 — 1168/96

**Cie de Gestion Universelle Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Boisclair, 336 Hall St., St-Lambert, Jean-Louis Lamoureux, 8178 Wiseman, and Yvon Brizard, 6538 Louis-Hébert, the two latter of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Cie de Gestion Universelle Ltée", with a capital stock divided into 58,000 class "A" shares of \$5 each and 2,000 class "B" shares of no par value, and the amount with which the company will begin its operations is \$39,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

1634-63 — 1169/114

**Courchesne, Larose Transport Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, 394, avenue Hawthorne, Longueuil, Jeanne Le Sieur, 10537, rue Berri, Laurence Ostiguy, 6250, 44e avenue, Ghislaine Breton, 3375, Maplewood, et Fernande Rainville, 3375, Maplewood, ces quatre dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Courchesne, Larose Transport Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1455, rue Bercy, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 1726-63 — 1169/10

**Cowansville Country Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1963, constituant en corporation sans capital-actions: J. Eugene David, Granby, Lawrence Perry, tous deux comptables, François Brault, pharmacien, Dr Julien Beaudry, dentiste, tous trois de Sweetburg, et Garth Dean, imprimeur, Cowansville, pour les objets suivants:

Exploiter et posséder un terrain de golf et un club-de « Curling », sous le nom de « Cowansville Country Club Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1739-63 — 1169/64

**Crown Leather Garment Mfg. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1963, constituant en corporation: Louis Freedman, c.r., 6608, chemin Nice, Côte-St-Luc, Irwin Aaron Frankel, c.r., 635, ave. Algonquin, Mont Royal, et Hershie Frankel, 3110, ave. Linton, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de « Crown Leather Garment Mfg. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4354, boul. St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

**Courchesne, Larose Transport Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, 394 Hawthorne Avenue, Longueuil, Jeanne Le Sieur, 10537 Berri Street, Laurence Ostiguy, 6250, 44th Avenue, Ghislaine Breton, 3375 Maplewood, and Fernande Rainville, 3375 Maplewood, the four latter secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Courchesne, Larose Transport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1455 Bercy Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 1726-63 — 1169/10

**Cowansville Country Club Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: J. Eugene David, Granby, Lawrence Perry, both accountants, François Brault, pharmacist, Dr. Julien Beaudry, dentist, all three of Sweetburg, and Garth Dean, printer, Cowansville, for the following purposes:

To operate and own a golf course and curling club, under the name of "Cowansville Country Club Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1739-63 — 1169/64

**Crown Leather Garment Mfg. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Freedman, q.c., 6608 Nice Road, Côte-St-Luc, Irwin Aaron Frankel, q.c., 635 Algonquin Ave., Mount Royal, and Hershie Frankel, 3110 Linton Ave., Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Crown Leather Garment Mfg. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4354 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 14e jour de mai 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 750-63 — 1167/133

#### Daigle Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Joseph O. Daigle, 553, Fontaine Bleau, Jacques-Cartier, Alcide Forgues, tous deux marchands, et Mme Alcide Forgues, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alcide Forgues, ces deux derniers du chemin de la Montagne, St-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et appareils électriques, sous le nom de « Daigle Furniture Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1585-63 — 1167/134

#### Darwin Paintings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Donald W. Seal, 5790, ave. Northmount, Montréal, Gary Moscovitz, 2170, Scott, St-Laurent, tous deux avocats, et Rossalie Bevis, secrétaire, fille majeure, 5535, chemin de la Reine Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de travaux artistiques, sculptures, peintures, dessins, gravures, sous le nom de « Darwin Paintings Ltd. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8101, Des Vendéens, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1718-63 — 1169/11

#### Date-Line Juniors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Jack Greenstein, 4804, Côte-des-Neiges, app. 9, Montréal, Henry Nevard, 4377, avenue Westmount, Westmount, David Wood, 337, avenue Roslyn, Westmount, et William Aaron, 555, avenue Cardinal, St-Laurent, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires pour dames et enfants, sous le nom de « Date-Line Juniors Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 750-63 — 1167/133

#### Daigle Furniture Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph O. Daigle, 553 Fontaine Bleau, Jacques-Cartier, Alcide Forgues, both merchants, and Mrs. Alcide Forgues, housewife, wife separate as to property of the said Alcide Forgues, the latter two of de la Montagne Road, St-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To deal in furniture and electrical appliances, under the name of "Daigle Furniture Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Hubert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1585-63 — 1167/134

#### Darwin Paintings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald W. Seal, 5790 Northmount Ave., Montreal, Gary Moscovitz, 2170 Scott, St-Laurent, both attorneys, and Rossalie Bevis, secretary, fille majeure, 5535 Queen Mary Rd., Montreal, for the following purposes:

To deal in art work, sculptures, paintings, drawings and pictures, under the name of "Darwin Paintings Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 8101 Des Vendéens, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1718-63 — 1169/11

#### Date-Line Juniors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Greenstein, 4804 Côte-des-Neiges, Apt. 9, Montreal, Henry Nevard, 4377 Westmount Avenue, Westmount, David Wood, 337 Roslyn Avenue, Westmount, and William Aaron, 555 Cardinal Avenue, St-Laurent, all four advocates, for the following purposes:

To deal in women's and children's wearing apparel, under the name of "Date-Line Juniors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$10 each and 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1697-63 — 1168/97

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1697-63 — 1168/97

**Diazo Reproduction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Geneviève Gaudet, 10597, St-Denis, Jacqueline Leclair, 1139, boul. St-Joseph, et Lorraine Larrivée, 3333, chemin Ste-Catherine, toutes trois secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de photographie commerciale et de reproduction de documents, d'images ou d'autres choses, sous le nom de «Diazo Reproduction Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 1623-63 — 1169/13

**Diazo Reproduction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Geneviève Gaudet, 10597 St. Denis, Jacqueline Leclair, 1139 St. Joseph Blvd., and Lorraine Larrivée, 3333 St. Catherine Road, all three secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as commercial photographers, and to reproduce documents, pictures and other things, under the name of "Diazo Reproduction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 1623-63 — 1169/13

**Diormica Placage Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Léopold Dionne, manufacturier, 177, Cousineau, Pont-Viau, Pierre Lachapelle, 8483, Clark, Montréal, et Réjean Lavallée, 11411, Éthier, Montréal-Nord, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de «Diormica Placage Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-François, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 1504-63 — 1168/38

**Diormica Placage Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léopold Dionne, manufacturer, 177 Cousineau, Pont-Viau, Pierre Lachapelle, 8483 Clark, Montreal, and Réjean Lavallée, 11411 Éthier, Montreal-North, the two latter accountants, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Diormica Placage Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-François, county of Laval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 1504-63 — 1168/38

**École de Haute Coiffure André & Joseph Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Isidore Buller, avocat, 454 ouest, rue Jarry, Montréal, Joseph P. Miller, avocat et Lorraine Miller, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Joseph P. Miller, et dument autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers le 120, 90e Avenue, LaSalle, pour les objets suivants:

Exploiter des écoles d'arts et métiers pour coiffeurs, manicuristes et barbiers, sous le nom

**École de Haute Coiffure André & Joseph Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isidore Buller, advocate, 454 Jarry Street West, Montreal, Joseph P. Miller, advocate, and Lorraine Miller, secretary, wife separate as to property of the said Joseph P. Miller, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 120, 90th avenue, LaSalle, for the following purposes:

To operate schools for the arts and trades of hairdressers, manicurists and barbers, under the

de « École de Haute Coiffure André & Joseph Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1571-63 — 1168/98

#### Les Édifices Champlain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Théo Genest, agent d'immeubles, Mme Madeleine Dion Genest, ménagère, épouse séparée de biens dudit Théo Genest, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 342, 8e rue, Québec, et Laurent P. Bolduc, avocat, 2056, chemin Ste-Foy, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Édifices Champlain Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

1672-63 — 1169/16

#### Electrophysical Instruments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1963, constituant en corporation: John F. Roch, 5622, avenue Hudson, Côte-St-Luc, Rodolphe Michaud, 251, Dubord Crescent, Dorval, tous deux hommes d'affaires, et Maurice Chevalier, avocat, 275 ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machines, machinerie, pièces d'icelles, accessoires, instruments, dispositifs, approvisionnements, attaches et équipement, sous le nom de « Electrophysical Instruments Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5622, avenue Hudson, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1674-63 — 1169/17

#### Evoy Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1963, constituant en corporation: David G. Gibb, 207, avenue Morrison, Mont Royal, Edgar Lefebvre, 425, rue Walnut, St-Lambert, tous deux notaires, Gérard Gravel,

name of "École de Haute Coiffure André & Joseph Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1571-63 — 1168/98

#### Les Édifices Champlain Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Théo Genest, real estate agent, Mrs. Madeleine Dion Genest, housewife, wife separate as to property of the said Théo Genest, and duly authorized by him for these presents, both of 342, 8th St., Quebec, and Laurent P. Bolduc, advocate, 2056 Ste-Foy Road, Quebec, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Les Édifices Champlain Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

1672-63 — 1169/16

#### Electrophysical Instruments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John F. Roch, 5622 Hudson Ave., Côte-St-Luc, Rodolphe Michaud, 251 Dubord Crescent, Dorval, both businessmen, and Maurice Chevalier, advocate, 275 St. James St. West, Montreal, for the following purposes:

To deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Electrophysical Instruments Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5622 Hudson Ave., Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1674-63 — 1169/17

#### Evoy Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David G. Gibb, 207 Morrison Ave., Mount Royal, Edgar Lefebvre, 425 Walnut St., St-Lambert, both notaries, Gérard Gravel, advocate, 377 Montée

avocat, 377, Montée des Trente, Beloeil, et Suzanne De Blois, sténographe, fille majeure, 11, rue Rodrigue, Châteauguay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Evoy Investments Inc. », avec un capital total de \$750,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1583-63 — 1169/18

**Fashion-Plate Manufacturing Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Saul Miller, administrateur, Rachel Berlind Miller, ménagère, épouse dudit Saul Miller, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 5614, avenue Eldridge, et Thelma Miller, ménagère, fille majeure, 7448, chemin Kingsley, app. 504, tous trois de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de « Fashion-Plate Manufacturing Co. Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1694-63 — 1169/19

**Fred's Trailers Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Charles F. Walsh, marchand, Alma J. Vose, technicien de laboratoire, tous deux de 443, 32e Avenue, LaSalle, et Douglas H. G. Holt, vendeur, 1212 avenue Rolland, Verdun, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, de leurs pièces et accessoires, et agir comme garagistes, sous le nom de « Fred's Trailers Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 443, 32e Avenue, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1587-63 — 1168/29

des Trente, Beloeil, and Suzanne De Blois, stenographer, spinster of the full age of majority, 11 Rodrigue St., Châteauguay, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Evoy Investments Inc.", with a total capital stock of \$750,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$100 each and 2,500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 630 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1583-63 — 1169/18

**Fashion-Plate Manufacturing Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Saul Miller, executive, Rachel Berlind Miller, housewife, wife of the said Saul Miller, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 5614 Eldridge Avenue, and Thelma Miller, housewife, fille majeure, 7448 Kingsley Road, apt. 504, all three of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Fashion-Plate Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10 each and 750 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1694-63 — 1169/19

**Fred's Trailers Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles F. Walsh, merchant, Alma J. Vose, laboratory technician, both of 443, 32nd Avenue, LaSalle, and Douglas H. G. Holt, salesman, 1212 Rolland Avenue, Verdun, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their parts and accessories and to carry on the business of garage-keepers, under the name of "Fred's Trailers Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 443, 32nd Avenue, LaSalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1587-63 — 1168/29

**G.G. Holdings Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1963, constituant en corporation: James Andrews Grant, Mary Elizabeth Spracklin et Helen Xenos, secrétaires, célibataires, tous trois de 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de «G.G. Holdings Limited», avec un capital total de \$50,100, divisé en 10 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 2601, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162

1624-63 — 1169/22

**Samuel Gabe Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Barbara Joyce Hopkins, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Judith Elizabeth Brown, épouse séparée de biens de Richard Edward Brown, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Anita Dunn, fille majeure et usant de ses droits, toutes trois secrétaires, 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises, articles et produits composés, en tout ou en partie, de textile, synthétique, plastique, produits chimiques, produits d'animaux, produits végétaux, produits minéraux, produits de la forêt et sous-produits d'iceux, sous le nom de «Samuel Gabe Inc.», avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 2,500 actions catégorie «B» d'une valeur au pair de \$1 chacune et 45,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162

1690-63 — 1169/72

**Gala Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Jacques Duceppe, surveillant de travaux, 395, carré Terrebonne, Ste-Thérèse, Rosaire Duceppe, manufacturier, 3524, rue De Lorimier, Lise Fradet, ménagère, épouse séparée de biens de Robert Fradet, 6297, Iberville, et Yvonne Bourdon, ménagère, veuve non remariée de Paul Bourdon, 5639, Cartier, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

**G.G. Holdings Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Andrews Grant, Mary Elizabeth Spracklin and Helen Xenos, secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "G.G. Holdings Limited", with a total capital stock of \$50,100, divided into 10 common shares of a par value of \$10 each and 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Suite 2601, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1624-63 — 1169/22

**Samuel Gabe Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Barbara Joyce Hopkins, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Judith Elizabeth Brown, wife separate as to property of Richard Edward Brown, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Anita Dunn, fille majeure et usant de ses droits, all three secretaries, of 1010 St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise composed, in whole or in part, of textiles, synthetics, plastics, chemicals, animal products, vegetable products, mineral products, forest products or the by-products thereof, under the name of "Samuel Gabe Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$1 each, 2,500 class "B" shares of a par value of \$1 each and 45,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1690-63 — 1169/72

**Gala Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Duceppe, supervisor of works, 395 Carré Terrebonne, Ste-Thérèse, Rosaire Duceppe, manufacturer, 3524 De Lorimier St., Lise Fradet, housewife, wife separate as to property of Robert Fradet, 6297 Iberville, and Yvonne Bourdon, housewife, unmarried widow of Paul Bourdon, 5639 Cartier, the three latter of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'épiciers, sous le nom de « Gala Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7427, 8e ave, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 1417-63 — 1168/100

**General Building Applicators Ltd.**  
**Les Applicateurs Généraux**  
**en Bâtiment Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Hyman Charney, 6292, avenue De Vimy, Robert Gervais, 5638, 11e avenue, tous deux décorateurs, et Paul Terrault, gérant, 8940, blvd St-Laurent, app. 1, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs, constructeurs, peintres, plâtriers et décorateurs, sous le nom de « General Building Applicators Ltd.—Les Applicateurs Généraux en Bâtiment Ltée », avec un capital total de \$5,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1788-63 — 1169/73

**Gianni and Gino**  
**Construction Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11819, Frigon, Montréal, Albert Malouf, conseil en loi de la Reine, 1100, Marlboro, Mont Royal, Yvan Macerola, 2090, Place Étienne-Brûlé, Montréal, tous trois avocats, et Jacqueline Lapointe, secrétaire, 749, avenue Stuart, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce dans le domaine de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Gianni and Gino Construction Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1994 est, rue Sauvé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1608-63 — 1168/102

**Gilbern Sales Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

To carry on business as grocers, under the name of "Gala Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 7427, 8th Ave., St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162 1417-63 — 1168/100

**General Building Applicators Ltd.**  
**Les Applicateurs Généraux**  
**en Bâtiment Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hyman Charney, 6292 De Vimy Ave., Robert Gervais, 5638, 11th Avenue, both decorators, and Paul Terrault, manager, 8940 St. Lawrence Blvd., Apt. 1, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of contractors, builders, painters, plasterers and decorators, under the name of "General Building Applicators Ltd.—Les Applicateurs Généraux en Bâtiment Ltée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 250 common shares of a par value of \$10 each and 250 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1788-63 — 1169/73

**Gianni and Gino**  
**Construction Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, 11819 Frigon, Montreal, Albert Malouf, Queen's Counsel, 1100 Marlboro, Mount Royal, Yvan Macerola, 2090 Place Étienne-Brûlé, Montreal, all three advocates, and Jacqueline Lapointe, secretary, 749 Stuart Avenue, Outremont, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Gianni and Gino Construction Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1994 Sauvé Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1608-63 — 1168/102

**Gilbern Sales Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1963, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Bernard Gillman, vendeur, Shirlee Gillman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bernard Gillman, et dument autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4680, avenue Bouchette, et Melvin Gillman, marchand, 5135, rue Clark, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits bruts et d'articles manufacturés, de quelque nature que ce soit, sous le nom de « Gilbern Sales Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4680 avenue Bouchette, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1638-63 — 1168/103

#### Gloria Hosiery Mills (1963) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Harry Blanshay, 4946, avenue Grosvenor, Montréal, Israel Edward Blanshay, 5634, avenue Greenwood, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Beatrice Demetre, secrétaire, fille majeure, 5623, avenue Woodbury, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bas et de marchandises en tricot de toutes sortes, sous le nom de « Gloria Hosiery Mills (1963) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$5 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1738-63 — 1169/21

#### Guaranteed Laundry & Dry Cleaning Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Jason Ruby, avocat, 2860, avenue Ekers, Montréal, Anne Gertin, 4980, Maplewood, Montréal, Betty Gold, 5565, Adalbert, Côte-St-Luc, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Louise Williams, réceptionniste, fille majeure, 3765, St. Kevin, Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et louer des lessiveuses automatiques, machines à nettoyer, sècheuses, machines à filer et autres machines et appareils fonctionnant au moyen de monnaie ou autrement, sous le nom de « Guaranteed Laundry & Dry Cleaning Equipment Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions catégorie « A » sans droit de vote de \$1 chacune, 5,000 actions catégorie « B » avec droit de vote de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées à \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Gillman, salesman, Shirlee Gillman, housewife, wife separate as to property of the said Bernard Gillman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4680 Bouchette Avenue, and Melvin Gillman, merchant, 5135 Clark Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in raw products and manufactured articles of whatsoever nature, under the name of "Gilbern Sales Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4680 Bouchette Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1638-63 — 1168/103

#### Gloria Hosiery Mills (1963) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harry Blanshay, 4946 Grosvenor Avenue, Montreal, Israel Edward Blanshay, 5634 Greenwood Avenue, Côte-St-Luc, both advocates, and Beatrice Demetre, secretary, spinster of the age of majority, 5623 Woodbury Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in hosiery and knitted goods of all kinds, under the name of "Gloria Hosiery Mills (1963) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$5 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1738-63 — 1169/21

#### Guaranteed Laundry & Dry Cleaning Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jason Ruby, advocate, 2860 Ekers Avenue, Montreal, Anne Gertin, 4980 Maplewood, Montreal, Betty Gold, 5565 Adalbert, Côte-St-Luc, both secretaries, filles majeures, and Louise Williams, receptionist, fille majeure, 3765 St. Kevin, Montreal, for the following purposes:

To own and rent automatic washing machines, cleaning machines, dryers, spinners and other machines and equipment whether coin operated or operated otherwise, under the name of "Guaranteed Laundry & Dry Cleaning Equipment Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 class "A" non-voting shares of \$1 each, 5,000 class "B" voting shares of \$1 each and 5,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1669-63 — 1168/104

**Gueymard et Fils Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Daniel Morris, 4502, Lacombe, Irving Halperin, 4827, Kent, tous deux avocats, de Montréal, et Ernest Rashkovan, notaire, 5647, Melling, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Gueymard et Fils Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 99, rue Pratt, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 1696-63 — 1168/105

**Importations Eldorado Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1963, constituant en corporation: J.-Édouard Fleury, comptable, 124, rue St-Laurent, Chicoutimi-Nord, Madeleine Drapeau, secrétaire, célibataire, 154, rue Racine, est, et Alain Gaudreault, comptable, 225, rue Price, est, ces deux derniers de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de « Importations Eldorado Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 1380-63 — 1168/99

**Industrial Site Maintenance Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, 144, chemin Finchley, Hampstead, Irwin S. Brodie, 7521, chemin Mountbatten, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 4720, avenue Dupuis, app. S-5, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce concernant l'entretien de site pour industrie, commerce, institution et résidence, sous le nom de « Industrial Site Maintenance Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1669-63 — 1168/104

**Gueymard et Fils Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Morris, 4502 Lacombe, Irving Halperin, 4827 Kent, both advocates, of Montreal, and Ernest Rashkovan, notary, 5647 Melling, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Gueymard et Fils Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 99 Pratt St., Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162 1696-63 — 1168/105

**Importations Eldorado Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Édouard Fleury, accountant, 124 St-Laurent St., Chicoutimi-North, Madeleine Drapeau, secretary, spinner, 154 Racine St. East, and Alain Gaudreault, accountant, 225 Price St. East, the two latter of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Importations Eldorado Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162 1380-63 — 1168/99

**Industrial Site Maintenance Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Theodore H. Polisuk, 144 Finchley Rd., Hampstead, Irwin S. Brodie, 7521 Mountbatten Rd., Côte-St-Luc, both advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 4720 Dupuis Ave., Apt. S-5, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of industrial, commercial, institutional and residential site maintenance, under the name of "Industrial Site Maintenance Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1599-63 — 1168/30

### Inscoor Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1963, constituant en corporation: George Suhanic, ingénieur, 2, rue Poliquin, Sorel, Jean T. Auer, courtier en fonds mutuels, 2070, rue St-Luc, chambre 105, Montréal, et Thadeus A. Winek, ingénieur, 7493, rue Bannon, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'ensembliers pour l'installation de meubles de bureau et fournitures, outillage et machinerie dans des édifices nouveaux et d'autres déjà existants, sous le nom de « Inscoor Limited », avec un capital total de \$25,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1601-63 — 1168/40

### Janet's Originals (1963) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Ezra Leithman, c.r., Sidney Leithman et Harvey Yarosky, avocats, 1255, Carré Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de « Janet's Originals (1963) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1507-63 — 1169/23

### Laiterie St-Jovite Ltée St-Jovite Dairy Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Gilles Léonard, laitier, Bernadette Labrosse Léonard, ménagère, épouse commune en biens dudit Gilles Léonard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Gaétan Léonard, commis, tous trois de St-Jovite, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes, lait et autres produits alimentaires, sous le nom de « Laiterie St-Jovite Ltée — Ste-Jovite Dairy

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1599-63 — 1168/30

### Inscoor Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Suhanic, engineer, 2 Poliquin St., Sorel, Jean T. Auer, mutual fund broker, 2070 St. Luke St., suite 105, Montreal, and Thadeus A. Winek, engineer, 7493 Bannon St., LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of co-ordination for the installation of office furniture and furnishings, equipment and machinery into new and existing office buildings, under the name of "Inscoor Limited", with a total capital stock of \$25,000, divided into 25,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1601-63 — 1168/40

### Janet's Originals (1963) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ezra Leithman, q.c., Sidney Leithman and Harvey Yarosky, advocates, of 1255 Phillips Square, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Janet's Originals (1963) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1507-63 — 1169/23

### Laiterie St-Jovite Ltée St-Jovite Dairy Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Léonard, dairyman, Bernadette Labrosse Léonard, housewife, wife common as to property of the said Gilles Léonard, and duly authorized by him for these presents, and Gaétan Léonard, clerk, all three of St-Jovite, for the following purposes:

To carry on business dealing in fruit, vegetables, milk and other food products, under the name of "Laiterie St-Jovite Ltée — St-Jovite

Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

1423-63 — 1168/106

**Laurentian-Ungava Outfitters Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1963, constituant en corporation: A. Barnett Maclaren, 270, chemin Buchan, John M. Bogie, 495, chemin Lansdowne, et Douglas Pickering, 27, Ossington, tous trois administrateurs, d'Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Entreprendre une organisation de fournisseurs de commodités pour la chasse et la pêche, sous le nom de « Laurentian-Ungava Outfitters Ltd. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Schefferville, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162

1712-63 — 1169/77

**Leewill Caterers Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1963, constituant en corporation: William Dawson, homme d'affaires, Lee Dawson, ménagère, épouse dudit William Dawson, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Carol Davis, opérateur IBM, célibataire, tous trois de 6880A avenue Chester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'approvisionnement en alimentation, sous le nom de « Leewill Caterers Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6880A avenue Chester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162

1450-63 — 1166/91

**Leslie Cut Glass Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Basil Danchyshyn, 6612, rue Des Érables, Gabriel Glazer, 5850, avenue Souart, tous trois avocats, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, 4840, rue Bourret, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de verre et tous les procédés s'y rapportant, sous le nom de « Leslie

Dairy Ltd. », with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Jovite, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162

1423-63 — 1168/106

**Laurentian-Ungava Outfitters Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: A. Barnett Maclaren, 270 Buchan Road, John M. Bogie, 495 Lansdowne Road, and Douglas Pickering, 27 Ossington, all three business executives, of Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on any outfitter organization for fishing and hunting facilities, under the name of "Laurentian-Ungava Outfitters Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Schefferville, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1712-63 — 1169/77

**Leewill Caterers Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Dawson, businessman, Lee Dawson, housewife, wife of the said William Dawson, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Carol Davis, IBM operator, spinster, all three of 6880A Chester Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as food caterers, under the name of "Leewill Caterers Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 6880A Chester Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1450-63 — 1166/91

**Leslie Cut Glass Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Rd., Rosemère, Basil Danchyshyn, 6612 Des Érables St., Gabriel Glazer, 5850 Souart Ave., all three advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, 4840 Bourret St., the latter three of Montreal, for the following purposes:

To deal in glass and all processes in connection therewith, under the name of "Leslie Cut Glass

Cut Glass Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20 actions ordinaires de \$100 chacune et 380 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 177 est, avenue des Pins, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1683-63 — 1169/79

#### La Maison André Legault Ameublement Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1963, constituant en corporation: André Legault, 10878, Clark, Claude Surprenant, 4422, Christophe-Colomb, et Jean Toupin, 3076, rue Maplewood, tous trois vendeurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « La Maison André Legault Ameublement Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

1555-63 — 1168/108

#### Marché Gingras Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Maurice M. Goulet, avocat, 2985, rue Maplewood, Cécile M. Bernier, secrétaire, 5441, 9e avenue, tous deux de Montréal, et Wilfrid Tanguay, inspecteur d'assurances, 670, rue Pigeon, Belœil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers bouchers, sous le nom de « Marché Gingras Ltée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de la valeur au pair de \$1 chacune et en 900 actions privilégiées de la valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 302, rue Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

1631-63 — 1169/26

#### Mary's & Normand's Institute Inc. Institut Mary & Normand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1963, constituant en corporation: Fernand Beauregard, 6435, Pie IX, Richard Dorais, 6820, 45e avenue, et Hendrik Kooiman, 8225, Champagnieur, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20 common shares of \$100 each and 380 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 177 Pine Ave. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1683-63 — 1169/79

#### La Maison André Legault Ameublement Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Legault, 10878 Clark, Claude Surprenant, 4422 Christophe-Colomb, and Jean Toupin, 3076 Maplewood St., all three salesmen, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "La Maison André Legault Ameublement Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

1555-63 — 1168/108

#### Marché Gingras Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice M. Goulet, advocate, 2985 Maplewood Street, Cécile M. Bernier, secretary, 5441, 9th Avenue, both of Montreal, and Wilfrid Tanguay, insurance inspector, 670 Pigeon Street, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché Gingras Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 302 Main Street, Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

1631-63 — 1169/26

#### Mary's & Normand's Institute Inc. Institut Mary & Normand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Beauregard, 6435 Pie IX, Richard Dorais, 6820, 45th Avenue, and Hendrik Kooiman, 8225 Champagnieur, all three lawyers, of Montreal, for the following purposes:

Exercer leur art et adresse comme esthéticiens et exploiter à cette fin, des postes de commerce, sous le nom de « Mary's & Normand's Institute Inc.—Institut Mary & Normand Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1254-63 — 1168/42

**Merico Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Harry Blanshay, Israel Edward Blanshay, avocats, et Beatrice Demetre, secrétaire, fille majeure, tous trois de 901, rue Bleury, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Merico Limited », avec un capital total de \$65,000, divisé en 100 actions ordinaires catégorie « A » de \$10 chacune, 400 actions privilégiées catégorie « B » de \$20 chacune et 2,800 actions privilégiées catégorie « C » de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 315-63 — 1168/43

**Metropolitan Import Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Abraham Feiner, 4052, ave. Wilson, Isidore R. Prazoff, 2304, rue Piché, tous deux de Montréal, et Albert Marcus 1063, boul. Mont Royal, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et marchandises, fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux et d'articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, eaux gazeuses, livres et périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilettes et parfums, sous le nom de « Metropolitan Import Co. Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1789-63 — 1169/28

To exercise their art and skill as aestheticians and to operate places of business for that purpose, under the name of "Mary's & Normand's Institute Inc.—Institut Mary & Normand Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 1,700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1254-63 — 1168/42

**Merico Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harry Blanshay, Israel Edward Blanshay, advocates, and Beatrice Demetre, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 901 Bleury Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Merico Limited", with a total capital stock of \$65,000, divided into 100 class "A" common shares of \$10 each, 400 class "B" preferred shares of \$20 each and 2,800 class "C" preferred shares of \$20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 315-63 — 1168/43

**Metropolitan Import Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Feiner, 4052 Wilson Ave., Isidore R. Prazoff, 2304 Piché St., both of Montreal, and Albert Marcus, 1063 Mount Royal Blvd., Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To deal in articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Metropolitan Import Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1789-63 — 1169/28

**I. Miller Shirts Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Seymour Miller, administrateur, 5630, avenue Eldridge, Norma Bernstein Miller, ménagère, épouse dudit Seymour Miller, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 5630, avenue Eldridge, et Ida Rosenberg, ménagère, veuve de feu Israel Miller, 7448, chemin Kingsley, tous trois de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « I. Miller Shirts Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162

1693-63 — 1169/29

**J. Montemurro (1963) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Geneviève Gaudet, 10597, St-Denis, Montréal, Jeanne Valentine, 2361, Madison, Montréal, Yvette Racicot, 2372, Lafontaine, Montréal, Françoise Cloutier, 1650, avenue Énard, Montréal, et Lorraine Larrivée, 3333, chemin Ste-Catherine, Outremont, toutes cinq secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épicerie, bouchers et marchands généraux, sous le nom de « J. Montemurro (1963) Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 850 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et 7,500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162

1455-63 — 1168/111

**Montreal-Nord Flush Door Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1963, constituant en corporation: André Forget, industriel, 3644, Sabrevois, André Lavigneur, comptable, 5611, Jules-Auclair, tous deux de Montréal-Nord, et Raymond Gauthier, mécanicien, Morin Heights, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « Montreal-Nord Flush Door Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

**I. Miller Shirts Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Miller, executive, 5630 Eldridge Ave., Norma Bernstein Miller, housewife, wife of the said Seymour Miller, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 5630 Eldridge Ave., and Ida Rosenberg, housewife, widow of the late Israel Miller, 7448 Kingsley Rd., all three of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "I. Miller Shirts Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10 each and 750 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1693-63 — 1169/29

**J. Montemurro (1963) Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Geneviève Gaudet, 10597 St-Denis, Montreal, Jeanne Valentine, 2361 Madison, Montreal, Yvette Racicot, 2372 Lafontaine, Montreal, Françoise Cloutier, 1650 Énard Ave., Montreal, and Lorraine Larrivée, 3333 chemin Ste-Catherine, Outremont, all five secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of grocers, butchers and general merchants, under the name of "J. Montemurro (1963) Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 750 common shares of a par value of \$10 each, 850 class "A" preferred shares of a par value of \$100 each and 7,500 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1455-63 — 1168/111

**Montreal-Nord Flush Door Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Forget, industrialist, 3644 Sabrevois, André Lavigneur, accountant, 5611 Jules-Auclair, both of Montreal-Nord, and Raymond Gauthier, mechanic, Morin Heights, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of doors, windows and other openings, under the name of "Montreal-Nord Flush Door Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

1618-63 — 1169/31

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162

1618-63 — 1169/31

**Motel de la Source Argentée Inc.  
Silver Springs Motel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Albert Grenier, industriel, Marie-Paule Lacroix Grenier, ménagère, épouse commune en biens dudit Albert Grenier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 26, rue St-Philippe, Victoriaville, et Émile Lacroix, commerçant, St-Romain, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Motel de la Source Argentée Inc.—Silver Springs Motel Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

1580-63 — 1168/112

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Grenier, industrialist, Marie-Paule Lacroix Grenier, housewife, wife common as to property of the said Albert Grenier, and duly authorized by him for these presents, both of 26 St-Philippe Street, Victoriaville, and Émile Lacroix, trader, St-Romain, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Motel de la Source Argentée Inc.—Silver Springs Motel Inc.," with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1963:

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162

1580-63 — 1168/112

**Motel Jacques Cartier (1963) Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Benjamin Shulman, avocat, 625, chemin Côte St-Antoine, Montréal, Sara Routtenberg, comptable agréé, 6360, Mountain Sight, Montréal, et Hyman Singer, marchand, 115, Linwood Crescent, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un motel et restaurant, sous le nom de « Motel Jacques Cartier (1963) Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera a/s M. Benjamin Shulman, avocat, 5757, avenue Decelles, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162

1552-63 — 1168/45

**Motel Jacques Cartier (1963) Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Benjamin Shulman, advocate, 625 Côte St-Antoine Rd., Montreal, Sara Routtenberg, chartered accountant, 6360 Mountain Sight, Montreal, and Hyman Singer, merchant, 115 Linwood Crescent, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of a motel and restaurant, under the name of "Motel Jacques Cartier (1963) Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be c/o Mr. Benjamin Shulman, advocate, 5757 Decelles Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1552-63 — 1168/45

**National Coffee Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, conseil en loi de la Reine, 574, Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 4918, Mayfair, Montréal, et Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, ingrédients, et machines distributrices pour

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Sidney Kaufman, Queen's Counsel, 574 Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 4918 Mayfair, Montreal, and Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in foods, food ingredients and dispensing machines for same, under the name of "Na-

iceux, sous le nom de « National Coffee Club Inc. », avec un capital total de \$3,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1670-63 — 1168/116

#### Nielsen Research Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Christian Nielsen, administrateur, 10677, rue London, Montréal-Nord, Annette April, avocat, célibataire, 418 ouest, avenue des Pins, Montréal, et Eva Johansen, secrétaire, célibataire, 2208, St. Matthew, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Nielsen Research Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1576-63 — 1168/114

#### Normandie Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Jacques Guérin, 193, boul. Beaconsfield, Beaconsfield, Bernard Taillefer, 5595, rue Marcel-Monette, Montréal-Nord, tous deux avocats, et Gaétane Richer, secrétaire, fille majeure, 5603, ave Coolbrook, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Normandie Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10802, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

1605-63 — 1168/115

#### North Star Engineering Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Marvin Rosenhek, 335, ave. Grenfell, Mont Royal, Clarence Rosenhek, 3435, rue Drummond, tous deux avocats, et Frederick Milz, manufacturier, 5748, boul. Décarie, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

tional Coffee Club Inc.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1670-63 — 1168/116

#### Nielsen Research Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Christian Nielsen, executive, 10677 London St., Montreal North, Annette April, lawyer, spinster, 418 Pine Avenue West, Montreal, and Eva Johansen, secretary, spinster, 2208 St. Matthew, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Nielsen Research Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1576-63 — 1168/114

#### Normandie Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent, bearing date the 11th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Guérin, 193 Beaconsfield, Blvd., Beaconsfield, Bernard Taillefer, 5595 Marcel-Monette St., Montreal-North, both advocates, and Gaétane Richer, secretary, fille majeure, 5603 Coolbrook Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Normandie Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10802 St. Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

1605-63 — 1168/115

#### North Star Engineering Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marvin Rosenhek, 335 Grenfell Ave., Mount Royal, Clarence Rosenhek, 3435 Drummond St., both advocates, and Frederick Milz, manufacturer, 5748 Décarie Blvd., the latter two of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer des produits du génie, en métal, en plastique, en matière synthétique et en bois, sous le nom de "North Star Engineering Products Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5748, boul. Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1663-63 — 1168/47

To manufacture engineering, metal, plastic, synthetic and wood products, under the name of "North Star Engineering Products Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 5748 Décarie Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1663-63 — 1168/47

**Papineau Development Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Lou Tannenbaum, avocat, Beverley Woolgar, secrétaire, fille majeure, et Miriam Bernard secrétaire, fille majeure, tous trois de 210 ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Papineau Development Corp. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1613-63 — 1167/122

**Papineau Development Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lou Tannenbaum, advocate, Beverley Woolgar, secretary, fille majeure, and Miriam Bernard, secretary, fille majeure, all three of 210 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Papineau Development Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1613-63 — 1167/122

**Pâtisserie Rialto Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Marcia Shetzen, Claire Legacé, toutes deux secrétaires, célibataires, et Earl H. Drymer, avocat, tous trois de 132, ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pain, gâteaux, pâtisserie et de tous produits alimentaires provenant de la boulangerie, sous le nom de « Pâtisserie Rialto Ltée », avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1641-63 — 1168/118

**Pâtisserie Rialto Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcia Shetzen, Claire Legacé, both secretaries, spinsters, and Earl H. Drymer, advocate, all three of 132 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in bread, cakes, pastry and all articles of food produced by baking, under the name of "Pâtisserie Rialto Ltée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1641-63 — 1168/118

**Perfect Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, 3455, Côte-des-Neiges, Mortimer Constantine, 3462, Shuter, tous deux de Montréal, et Jack Shayne, 5781, avenue Melling, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

**Perfect Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Machlovitch, 3455 Côte-des-Neiges, Mortimer Constantine, 3462 Shuter, both of Montreal, and Jack Sayne, 5781 Melling Ave., Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Perfect Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1706-63 — 1169/83

#### Perl's & Friedman Photos Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Lawrence Capelovitch, 4460, chemin Souvenir, Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, tous deux de Chomedey, Saul Handelman, 4972, avenue Borden, tous trois avocats, et Leonard Sabloff, étudiant en droit, 3045, avenue Brighton, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de photographes, sous le nom de « Perl's & Friedman Photos Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6295, avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1665-63 — 1168/49

#### Plomberie Antoine St-Onge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Antoine St-Onge, homme d'affaires, Jeanne Vaillancourt St-Onge, ménagère, épouse dudit Antoine St-Onge, tous deux de 267, 126e rue, Shawinigan-Sud, et Louis-Georges Pellerin, employé de bureau, 1130, rue Lévis, Shawinigan, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie Antoine St-Onge Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 267, 126e rue, Shawinigan-Sud, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

1717-63 — 1168/120

#### Au Printemps Chaussures Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Aron Znaimer, gérant, Helen Znaimer,

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Perfect Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 2,500 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1706-63 — 1169/83

#### Perl's & Friedman Photos Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence Capelovitch, 4460, Souvenir Rd., Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, both of Chomedey, Saul Handelman, 4972 Borden Ave., all three advocates, and Leonard Sabloff, law-student, 3045 Brighton Ave., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of photographers, under the name of "Perl's & Friedman Photos Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 6295 Victoria Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1665-63 — 1168/49

#### Plomberie Antoine St-Onge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antoine St-Onge, businessman, Jeanne Vaillancourt St-Onge, housewife, wife of the said Antoine St-Onge, both of 267, 126th St., Shawinigan-South, and Louis-Georges Pellerin, office employee, 1130 Lévis St., Shawinigan, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Plomberie Antoine St-Onge Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 267, 126th St., Shawinigan-South, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

1717-63 — 1168/120

#### Au Printemps Chaussures Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Aron Znaimer, manager, Helen Znaimer, housewife, wife sepa-

ménagère, épouse séparée de biens dudit Aron Znaimer, et Sam Schneider, gérant, tous trois de 4881, avenue Kent, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures, sous le nom de « Au Printemps Chaussures Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7367, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1695-63 — 1168/92

**Provincial Chemicals Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1963, constituant en corporation: Norman N. Genser, c.r., 4850, Côte-St-Luc, Montréal, Sydney Phillips, 5616, avenue Palmer, Côte-St-Luc, tous deux avocats et Gladys Kobalenko, secrétaire, fille majeure, 1419, avenue Rolland, Verdun, pour les objets suivants:

Faire le commerce de cires, substances chimiques, teintures, ciments, minéraux, fluides pour freins, superphosphates, savons, fertilisateurs, pigments, peintures, vernis, polis, mordants, huiles, acides, charbon, coke, goudron, produits et dérivés d'icelui, tourbe, produits d'icelle, caoutchouc, marchandises et produits d'icelui, accessoires pharmaceutiques, préparations chimiques et médicinales, sous le nom de « Provincial Chemicals Ltd. », avec un capital total de \$253,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 2,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1512-63 — 1167/124

**Provincial Landscape Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 820, rue Abbott, Julius Briskin, c.r., 134, chemin Finchley, tous deux avocats, et Claire Culhane, secrétaire, célibataire, 2199, ave. Harvard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de paysagistes, paveurs et marchands de pierre, sous le nom de « Provincial Landscape Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$10 chacune et 750 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1692-63 — 1168/121

rate as to property of the said Aron Znaimer, and Sam Schneider, manager, all three of 4881 Kent Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in footwear, under the name of "Au Printemps Chaussures Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 7367 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1695-63 — 1168/92

**Provincial Chemicals Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Norman N. Genser, q.c., 4850 Côte-St-Luc, Montreal, Sydney Phillips, 5616 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, both attorneys, and Gladys Kobalenko, secretary, spinster of the full age of majority, 1419 Rolland Avenue, Verdun, for the following purposes

To deal in waxes, chemicals, dye-stuffs, cements, minerals, brake fluid, superphosphates, soaps, fertilizers, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, oils, acids, coal, coke, coal-tar, coal-tar products and derivatives, peat, peat products, rubber, rubber goods and products, pharmaceutical supplies, chemical and medicinal preparations, under the name of "Provincial Chemicals Ltd.", with a total capital stock of \$253,000, divided into 1,000 class "A" shares of a par value of \$1 each, 2,000 class "B" shares of a par value of \$1 each and 2,500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1512-63 — 1167/124

**Provincial Landscape Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Yanofsky, 820 Abbott St., Julius Briskin, q.c., 134 Finchley Road, both advocates, and Claire Culhane, secretary, spinster, 2199 Harvard Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of landscapers, pavers and stone merchants, under the name of "Provincial Landscape Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 250 common shares of \$10 each and 750 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1692-63 — 1168/121

**Publico Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Gabriel Gaudry, avocat, René Paquet, étudiant en droit, et Jacques Lapointe, avocat, tous trois de 71, St-Pierre, Québec, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers en publicité, sous le nom de « Publico Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 610, rue Montmartre, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

3162-o

1709-63 — 1169/86

**Quarry Hill Orchids Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Georges-Henri Dureault, c.r., avocat, Christiane Rochette Dureault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Georges-Henri Dureault, et dument autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 60, rue Elgin, et Micheline Maheu, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 385, rue Cartier, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pépiniéristes et fleuristes, sous le nom de « Quarry Hill Orchids Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à R. R. No 4, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

3162

1565-63 — 1168/122

**Quebec Quality Food Service Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, 984, Mont St-Denis, Jules Bernatchez, 910, Belvédère, tous deux avocats, de Québec, et André Sanfaçon, comptable, 478, 80e rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'aliments et de produits alimentaires, sous le nom de « Quebec Quality Food Service Co. Ltd. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

3162

1509-63 — 1168/123

**Publico Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gabriel Gaudry, advocate, René Paquet, student-at-law, and Jacques Lapointe, advocate, all three of 71 St. Peter, Quebec, for the following purposes:

To act as publicity advisors, under the name of "Publico Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 610 Montmartre St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

1709-63 — 1169/86

**Quarry Hill Orchids Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-Henri Dureault, q.c., advocate, Christiane Rochette Dureault, house-keeper, wife contractually separate as to property of the said Georges-Henri Dureault, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 60 Elgin Street, and Micheline Maheu, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 385 Cartier Street, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on the business of nursery-men and florists, under the name of "Quarry Hill Orchids Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at R. R. No. 4, Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1565-63 — 1168/122

**Quebec Quality Food Service Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sydney Lazarovitz, 984 Mont St-Denis, Jules Bernatchez, 910 Belvédère, both advocates, of Québec, and André Sanfaçon, accountant, 478, 80th Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

To deal in food and food products, under the name of "Quebec Quality Food Service Co. Ltd.", with a total capital stock of \$150,000 divided into 7,500 common shares of \$10 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1509-63 — 1168/123

**Rama Realty Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Zwi Kafri, agent d'immeubles, Edward Samuel Berger, avocat, et Martha Bent, secrétaire, fille majeure, tous trois de 159 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Rama Realty Co. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1589-63 — 1168/7

**Restaurant Belle-Ville Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Ernest Bégin, menuisier, Madeleine St-Pierre Bégin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ernest Bégin, et dûment autorisée par lui aux fins des présents, tous deux de 561, rue Commerciale, St-David, et Claude Bégin, industriel, Rond-Point, Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme aubergistes, sous le nom de « Restaurant Belle-Ville Inc. », avec un capital total de \$49,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-David, comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 1782-63 — 1169/88

**The Rite Twenty Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Sydney Salmanovitch, conducteur de taxi, 3103, rue St-Charles, Charles Williams, 575, blvd Laurentien, tous deux de St-Laurent, Michael Bacher, 4622, avenue Bouchette, tous deux vendeurs, Myer Cutler, expéditeur, 4879, avenue Dornal, et Nat Mendel, marchand, 5406, rue Hutchison, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « The Rite Twenty Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

**Rama Realty Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Zwi Kafri, realtor, Edward Samuel Berger, advocate, and Martha Bent, secretary, fille majeure, all three of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Rama Realty Co.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 9,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1589-63 — 1168/7

**Restaurant Belle-Ville Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest Bégin, joiner, Madeleine St-Pierre Bégin, housewife, wife separate as to property of the said Ernest Bégin, and duly authorized by him for these presents, both of 561 Commerciale St., St-David, and Claude Bégin, industrialist, Traffic Circle, Lévis, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Restaurant Belle-Ville Inc.", with a total capital stock of \$49,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-David, county of Lévis, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162 1782-63 — 1169/88

**The Rite Twenty Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sydney Salmanovitch, taxi operator, 3103 St-Charles St., Charles Williams, 575 Laurentian Blvd., both of St-Laurent, Michael Bacher, 4622 Bouchette Ave., both salesmen, Myer Cutler, shipper, 4879 Dornal Ave., and Nat Mendel, merchant, 5406 Hutchison St., the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "The Rite Twenty Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 2,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 19e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1737-63 — 1169/33

**Riverway Park of Quebec Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, 4918, avenue Mayfair, Montréal, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney Sederoff, 80, Crestwood, Montréal Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Riverway Park of Quebec Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 16e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1667-63 — 1168/53

**Roxana Lingerie Mfg. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Michael Awada, George Bey, avocats, et Anna Bey, secrétaire, célibataire, tous trois de 635 ouest, Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de « Roxana Lingerie Mfg. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 22e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1680-63 — 1169/89

**J. & R. St. Jacques Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Raoul St-Jacques, marchand, Emma Levesque St-Jacques, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Raoul St-Jacques, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 190, Lasalle, Jean St-Jacques, marchand, et Jeannette Cormier St-Jacques, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean St-Jacques, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 145, Lasalle, tous quatre de Bourlamaque, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties, et faire affaires comme

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 19th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1737-63 — 1169/33

**Riverway Park of Quebec Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Roy Hoffman, 4918 Mayfair Avenue, Montreal, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Riverway Park of Quebec Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 16th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province,*

3162-o 1667-63 — 1168/53

**Roxana Lingerie Mfg. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Awada, George Bey, advocates, and Anna Bey, secretary, spinster, all three of 635 Dorchester West, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Roxana Lingerie Mfg. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 22nd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1680-63 — 1169/89

**J. & R. St. Jacques Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raoul St-Jacques, merchant, Emma Levesque St-Jacques, housewife, wife contractually separate as to property of the said Raoul St-Jacques, and duly authorized by him for these presents, both of 190 Lasalle, Jean St-Jacques, merchant, and Jeannette Cormier St-Jacques, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean St-Jacques, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 145 Lasalle, all four of Bourlamaque, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobile vehicles, their accessories and parts, and to act

garagistes, sous le nom de « J. & R. St. Jacques Inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 1516-63 — 1169/35

**Saradan Holding Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Irving Halperin, avocat, 4827, avenue Kent, Montréal, Daniel Morris, avocat, 4502, Lacombe, Montréal, et Ernest Rashkovan, notaire, 5647, Melling, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Saradan Holding Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$50 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 900 actions privilégiées catégorie « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9220 Ouest, Saraguay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1609-63 — 1168/55

**Société de Construction R.M. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Roger Dagenais, commerçant, 26, 28e ave. Bois-des-Filion, Maurice Varin, industriel, 11275, Omer-Héroux, Montréal-Nord, et Raoul Laforte, gérant, 7422, Chambord, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Société de Construction R.M. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 1540-63 — 1168/125

**Soro Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Nathan A. Levitzky, avocat, 17 Normandy Dr., Mont Royal, Anna Cohen, 4170, avenue Linton, Montréal, et Madeleine Iknejian, 7145, 7e Avenue, St-Michel, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

as garagemen, under the name of "J. & R. St. Jacques Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 1516-63 — 1169/35

**Saradan Holding Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Halperin, advocate, 4827 Kent Avenue, Montreal, Daniel Morris, advocate, 4502 Lacombe, Montreal, and Ernest Rashkovan, notary, 5647 Melling, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Saradan Holding Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of \$50 each, 1,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 900 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 9220 Gouin Boulevard West, Saraguay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1609-63 — 1168/55

**Société de Construction R.M. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Dagenais, trader, 26, 28th Ave., Bois-des-Filion, Maurice Varin, industrialist, 11275 Omer-Héroux, Montreal-North, and Raoul Laforte, manager, 7422 Chambord, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate, under the name of "Société de Construction R.M. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 1540-63 — 1168/125

**Soro Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levitzky, advocate, 17 Normandy Dr., Mount Royal, Anna Cohen, 4170 Linton Avenue, Montreal, and Madeleine Iknejian, 7145, 7th Avenue, St-Michel, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Soro Investment Corp. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune et 4,500 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162

1785-63 — 1169/92

### Sqworms Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Alfred Joseph Bowden, marchand, 148, chemin Côte St-Antoine, Westmount, A. Arnold Lechter, 5764, avenue Blossom, Côte Ste-Luc, et Samuel J. Smiley, 4555, avenue Michel-Bibaud, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vers, vairons, écrevisses, grenouilles, et toutes sortes d'amorces vivantes ou traitées ou préservées utilisées dans la pêche et autres produits des mers, rivières et lacs, sous le nom de « Sqworms Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162

910-63 — 1164/77

### Stanley's Bargain Store Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Stanley Devine, marchand, 2302, rue Mantha, St-Laurent, Sidney Cutler, 6255, Place Northerest, Montréal, et Moe Ackman, 3128, 3e Rue, Chomedey, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires pour dames, sous le nom de « Stanley's Bargain Store Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162

1666-63 — 1168/60

### Station de Service Fortin Inc. Fortin Service Station Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1963, constituant en corporation: George Bey, Michael Awada, avocats, Paul Tardi, étudiant en droit, et Anna Bey,

To act as an investment company, under the name of "Soro Investment Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$1 each and 4,500 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1785-63 — 1169/92

### Sqworms Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred Joseph Bowden, merchant, 148 Côte St-Antoine Road, Westmount, A. Arnold Lechter, 5764 Blossom Avenue, Côte-St-Luc, and Samuel J. Smiley, 4555 Michel-Bibaud Avenue, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in worms, minnows, crawfish, frogs and all manner of live or processed or preserved bait used in or about the catching of fish and other products of the seas, rivers and lakes, under the name of "Sqworms Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

910-63 — 1164/77

### Stanley's Bargain Store Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanley Devine, merchant, 2302 Mantha St., St-Laurent, Sidney Cutler, 6255 Northerest Place, Montreal, and Moe Ackman, 3128, 3rd Street, Chomedey, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in ladies' wearing apparel, under the name of "Stanley's Bargain Store Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1666-63 — 1168/60

### Station de Service Fortin Inc. Fortin Service Station Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Bey, Michael Awada, advocates, Paul Tardi, student at law, and Anna Bey, secretary, spinster, all

secrétaire, célibataire, tous quatre de 635 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules-automobiles, leurs pièces et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Station de Service Fortin Inc. — Fortin Service Station Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1763-63 — 1169/93

**Stemic Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Theodore H. Shapiro, 5175, chemin de la Côte-St-Luc, Earl H. Drymer, 5045, ave. Borden, tous deux de Montréal, et Joseph Shapiro, c.r., 3733, Le Boulevard, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Stemic Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1370-63 — 1168/61

**Sutwin Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Walter Sutterlin, 227, blvd d'Youville, Châteauguay, Paul Windisch, 12, Sunny Acres, Baie-d'Urfé, tous deux administrateurs, Norman N. Genser, c.r., 4850, chemin Côte St-Luc, Montréal, et Sydney Phillips, 5616, Palmer, Côte-St-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Sutwin Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 1,500 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 276 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1735-63 — 1169/95

**Sylviana Holdings Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

four of 635 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their parts and accessories and to carry on the business of garage-keepers, under the name of "Station de Service Fortin Inc. — Fortin Service Station Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 1,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1763-63 — 1169/93

**Stemic Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Theodore H. Shapiro, 5175 Côte St-Luc Rd., Earl H. Drymer, 5045 Borden Ave., both of Montreal, and Joseph Shapiro, q.c., 3733 The Boulevard, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Stemic Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1370-63 — 1168/61

**Sutwin Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Walter Sutterlin, 227 d'Youville Blvd., Châteauguay, Paul Windisch, 12 Sunny Acres, Baie-d'Urfé, both executives, Norman N. Genser, q.c., 4850 Côte St-Luc Rd., Montreal, and Sydney Phillips, 5616 Palmer, Côte-St-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Sutwin Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 class "A" shares of a par value of \$1 each, 1,500 class "B" shares of a par value of \$1 each and 3,750 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 276 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1735-63 — 1169/95

**Sylviana Holdings Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1963, constituant en corporation: James Andrews Grant, avocat, Mary Elizabeth Spracklin et Helen Xenos, secrétaires, célibataires, tous trois de 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de «Sylviana Holdings Limited», avec un capital total de \$50,100, divisé en 10 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 2601 ouest, 1155, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162

1625-63 — 1169/36

### T.S. Furniture Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Lou Tannenbaum, avocat, Beverley Woolgar et Miriam Bernard, secrétaires, filles majeures, tous trois de 210 ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés en ameublement, sous le nom de «T.S. Furniture Mfg. Ltd.», avec un capital total de \$30,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,250 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8470, 10e Avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162

1682-63 — 1168/119

### Taman Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, avocat, 5703, Eldridge, Côte-St-Luc, Ethel Saunders, épouse séparée de biens de Frank Saunders, 5150, Décarie, app. 6, et Anne Goldenblatt, fille majeure, 4895, avenue Walkley, app. 12, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de «Taman Realities Inc.», avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162

1691-63 — 1169/37

bearing date the 11th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Andrews Grant, advocate, Mary Elizabeth Spracklin and Helen Xenos, secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Sylviana Holdings Limited", with a total capital stock of \$50,100, divided into 10 common shares of a par value of \$10 each and 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Suite 2601, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1625-63 — 1169/36

### T.S. Furniture Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lou Tannenbaum, advocate, Beverley Woolgar and Miriam Bernard, secretaries, filles majeures, all three of 210 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, under the name of "T.S. Furniture Mfg. Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 750 common shares of \$10 each and 2,250 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 8470, 10th Avenue, St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1682-63 — 1168/119

### Taman Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur I. Bronstein, advocate, 5703 Eldridge, Côte-St-Luc, Ethel Saunders, wife separate as to property of Frank Saunders, 5150 Décarie, apt. 6, and Anne Goldenblatt, spinster of the full age of majority, 4895 Walkley Avenue, apt. 12, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Taman Realities Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1691-63 — 1169/37

**Techno-Sales Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Stanley Kowles, 6609, avenue du Parc, app. 26, Mike Pawlus, tous deux marchands, et Irene Suchodolska, marchande, épouse commune en biens dudit Mike Pawlus, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers de 495, rue Alexis Nihon, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'enduits protecteurs et produits connexes, peinture et fournitures de peinture, y compris peintures à l'huile et à l'eau, vernis, nettoyeurs, térébenthine, huiles et ingrédients d'icelles, sous le nom de « Techno-Sales Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera chambre 207, 5803, chemin Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1676-63 — 1169/96

**To-To Pizzeria (Lachine) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Salvatore Alibrando, 6409, rue Hurteau, Domenico Merulla, 6440, rue Laurendeau, et Antonio Abate, 6281, rue Dumas, tous trois restaurateurs, d'Émard, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « To-To Pizzeria (Lachine) Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1653-63 — 1168/126

**Albéric Tremblay Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Rosaire Beaulé, 44, Leslie Gault, Jean-Roch Boivin, 8960, St-Urbain, tous deux avocats, et Paule Lamontagne, secrétaire, veuve non remariée de François Gobeil, 2615, Beaubien, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits vitaminés, ingrédients protéiques et minéraux pour les fins de consommation animale, sous le nom de « Albéric Tremblay Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

**Techno-Sales Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanley Kowles, 6609 Park Avenue, apt. 26, Mike Pawlus, both merchants, and Irene Suchodolska, trader, wife common as to property of the said Mike Pawlus, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 495 Alexis Nihon Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of protective coatings and allied products, paint and paint supplies, including oil and water paints, varnishes, cleansers, turpentine, oils and ingredients thereof, under the name of "Techno-Sales Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Suite 207, 5803 Côte-des-Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1676-63 — 1169/96

**To-To Pizzeria (Lachine) Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Salvatore Alibrando, 6409 Hurteau St., Domenico Merulla, 6440 Laurendeau St., and Antonio Abate, 6281 Dumas St., all three restaurateurs, of Émard, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "To-To Pizzeria (Lachine) Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1653-63 — 1168/126

**Albéric Tremblay Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Beaulé, 44 Leslie Gault, Jean-Roch Boivin, 8960 St-Urbain, both advocates, and Paule Lamontagne, secretary, unmarried widow of François Gobeil, 2615 Beaubien, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in vitaminized products, protein and mineral ingredients for animal consumption, under the name of "Albéric Tremblay Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 18e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 1562-63 — 1169/38

#### U.M. & M. Financial of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1963, constituant en corporation: David Goodman, 11, chemin Lyncroft, Hampstead, B. Robert Benson, 652, ave. Lansdowne, Westmount, tous deux avocats, et Eleanor Johnson, secrétaire, fille majeure, 5020, ave. Clanranald, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance, sous le nom de « U.M. & M. Financial of Canada Ltd. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 19e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1636-63 — 1169/20

#### Unitex Watch Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, 17, Normandy Dr., Mont Royal, Anna Cohen, 4170, avenue Linton, Montréal, et Madeleine Iknejian, 7145, 7e avenue, St-Michel, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, oeuvres d'art, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de « Unitex Watch Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal, district de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 23e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 1786-63 — 1169/107

#### Universal Cooler (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Gilles Hébert, avocat, 22, de Barcelone, Candiac, Jacqueline Matte, 8390, rue Drolet, et Rose-Aimée Poudrette, 2194, rue Sherbrooke, est, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 18th day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 1562-63 — 1169/38

#### U.M. & M. Financial of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Goodman, 11 Lyncroft Road, Hampstead, B. Robert Benson, 652 Lansdowne Ave., Westmount, both advocates, and Eleanor Johnson, secretary, fille majeure, 5020 Clanranald Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a finance company, under the name of "U.M. & M. Financial of Canada Ltd.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 50,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 19th day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1636-63 — 1169/20

#### Unitex Watch Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, 17 Normandy Dr., Mount Royal, Anna Cohen, 4170 Linton Ave., Montreal, and Madeleine Iknejian, 7145, 7th Avenue, St-Michel, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products thereof, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, work of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Unitex Watch Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 23rd day of April, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1786-63 — 1169/107

#### Universal Cooler (Montreal) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Hébert, advocate, 22 de Barcelone, Candiac, Jacqueline Matte, 8390 Drolet St., and Rose-Aimée Poudrette, 2194 Sherbrooke St. East, the two latter secretaries, of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Universal Cooler (Montreal) Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

1664-63 — 1168/127

**Universal Import Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Morris Chaikelson, 5162, ave. Isabella, Arthur Shulman, 3445, ave. Ridgewood, Gregory Charlap, 2990, rue Soissons, tous trois de Montréal, et Max Slapack, 5562, ave. Glencrest, Côte-St-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, produits et articles de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Universal Import Co. Ltd. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie « A » de \$10 chacune et 10,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5717 rue Wolsely, Côte-St-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1597-63 — 1168/63

**Viger Construction Corp.  
La Corporation de Construction Viger**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Bernard Robert Benson, avocat, 652, avenue Lansdowne, Westmount, Eleanor Johnson, 5020, avenue Clanranald, Nessie Borland, 1433, rue Tower, et Sylvia Vineberg, 3455, Côte-des-Neiges, ces trois dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « Viger Construction Corp.—La Corporation de Construction Viger », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions catégorie « A », d'une valeur au pair de \$1 chacune, 10,000 actions, catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions catégorie « C », d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1646-63 — 1169/39

To carry on business as a transport company, under the name of "Universal Cooler (Montreal) Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

1664-63 — 1168/127

**Universal Import Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morris Chaikelson, 5162 Isabella Ave., Arthur Shulman, 3445 Ridgewood Ave., Gregory Charlap, 2990 Soissons St., all three of Montreal, and Max Slapack, 5562 Glencrest Ave., Côte-St-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To deal in merchandise, products and articles of all kinds and descriptions, under the name of "Universal Import Co. Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each, 1,000 class "A" preferred shares of \$10 each and 10,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 5717 Wolsely Street, Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1597-63 — 1168/63

**Viger Construction Corp.  
La Corporation de Construction Viger**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Robert Benson, advocate, 652 Lansdowne Avenue, Westmount, Eleanor Johnson, 5020 Clanranald Avenue, Nessie Borland, 1433 Tower Street, and Sylvia Vineberg, 3455 Côte-des-Neiges, the latter three secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Viger Construction Corp.—La Corporation de Construction Viger", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 class "A" shares of a par value of \$1 each, 10,000 class "B" shares of a par value of \$1 each and 2,000 class "C" shares of par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1646-63 — 1169/39

**Waterloo Holding Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1963, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Hilliard Ginsberg, 3459, rue Drummond, Gabriel Glazer, 5850, rue Souart, tous trois avocats, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, 4840, rue Bourret, ces trois dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Waterloo Holding Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 390 ouest, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

1500-63 — 1168/65

**Waterloo Holding Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, Hilliard Ginsberg, 3459 Drummond Street, Gabriel Glazer, 5850 Souart Street, all three advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, 4840 Bourret Street, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Waterloo Holding Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 390 Ontario Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

1500-63 — 1168/65

**Lettres patentes supplémentaires****ABC Advisers Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 avril 1963, à la compagnie « RF Advisers Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour d'août 1956, changeant son nom en celui de « ABC Advisers Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

12459-56 — 1169/52

**Association des Constructeurs  
de Routes du Québec  
Quebec Road Builders Association**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 mars 1963, à la corporation « Quebec Road Builders Association », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 22 février 1944, changeant son nom en celui de l'« Association des Constructeurs de Routes du Québec — Quebec Road Builders Association ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

1809-44 — 1168/68

**Balaton Club**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er avril 1963, à la corporation « Budapest Home Association Inc. »,

**Supplementary Letters Patent****ABC Advisers Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "RF Advisers Ltd.", incorporated by letters patent dated the 29th day of August, 1956, changing its name to that of "ABC Advisers Ltd."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

12459-56 — 1169/52

**Association des Constructeurs  
de Routes du Québec  
Quebec Road Builders Association**

Notice is hereby given that, under provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Quebec Road Builders Association", incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated February 22, 1944, changing its name into that of "Association des Constructeurs de Routes du Québec — Quebec Road Builders Association".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

1809-44 — 1168/68

**Balaton Club**

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Budapest Home Association Inc.", incorporated under

constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 21 avril 1955, changeant son nom en celui de « Balaton Club ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 10630-55 — 1168/128

**Jacques Boisclair Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 avril 1963, à la compagnie « St-Jérôme Auto Ltée », constituée par lettres patentes en date du 25 mars 1959, changeant son nom en celui de « Jacques Boisclair Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 11839-59 — 1169/41

**Canadian Hoechst Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 avril 1963, à la compagnie « Canadian Hoechst Ltd. », augmentant son capital de \$450,000 à \$2,300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,850,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 10446-62 — 1168/12

**Capital Consultant Associates Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 mars 1963, à la compagnie « Fleet Sales Limited », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de juillet 1962, 1° changeant son nom en celui de « Capital Consultant Associates Limited », 2° diminuant son capital de \$40,000 à \$5,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,750 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,750 actions privilégiées de \$10 chacune; 3° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 13182-62 — 1168/129

**Les Chantiers Gagnon, Limité**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 mai 1963, à la compagnie « Les Chantiers Gagnon, Limité », augmentant son capital de \$250,000 à \$550,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 30,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Part III of the said Act of the Quebec Companies Act by letters patent dated April 21, 1955, changing its name into that of "Balaton Club".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 10630-55 — 1168/128

**Jacques Boisclair Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "St-Jérôme Auto Ltée", incorporated by letters patent dated March 25, 1959, changing its name into that of "Jacques Boisclair Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 11839-59 — 1169/41

**Canadian Hoechst Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Canadian Hoechst Ltd.", increasing its capital from \$450,000 to \$2,300,000, the additional capital stock being divided into 1,850,000 common shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 10446-62 — 1168/12

**Capital Consultant Associates Limited**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Fleet Sales Limited", incorporated by letters patent dated the 30th day of July, 1962, 1. changing its name to that of "Capital Consultant Associates Limited", 2. reducing its capital from \$40,000 to \$5,000, the capital stock annulled being divided into 1,750 common shares of \$10 each and 1,750 preferred shares of \$10 each; 3. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 13182-62 — 1168/129

**Les Chantiers Gagnon, Limité**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Chantiers Gagnon, Limité", increasing its capital stock from \$250,000 to \$550,000, the additional share capital being divided into 30,000 common shares of \$10 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 6 mai 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 4624-43 — 1169/109

#### Columbia Electric Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 avril 1963, à la compagnie « Columbia Electric Limited », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 10 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 3583-45 — 1168/131

#### Consolidated Plywood Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 avril 1963, à la compagnie « Consolidated Plywood Corporation », 1° réduisant son capital-actions à \$110,000 à \$10,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,000 actions catégorie « A » de \$10 chacune; 2° augmentant son capital-actions de \$10,000 à \$500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 9,800 actions ordinaires de \$50 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 3 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162 12528-51. — 1168/132

#### Cook Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 avril 1963, à la compagnie « Cook Construction Inc. », constituée par lettres patentes en date du 17 décembre 1962, 1° changeant son nom en celui de « Cook Construction Ltée »; 2° diminuant son capital de \$3,000 à \$2,000, le capital-actions annulé étant divisé en 100 actions privilégiées de \$10 chacune; 3° augmentant son capital de \$2,000 à \$110,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 800 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 18 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 14291-62 — 1168/69

#### Custom Built Homes Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 février 1963, à la compagnie « Custom Built Homes Corporation », 1° réduisant son capital-actions de la somme de \$9.46; 2° subdivisant et convertissant 4,510 actions ordinaires sans valeur au pair en 445,390 actions catégorie « A » de \$0.23 chacune et 4,510

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 6th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162 4624-43 — 1169/109

#### Columbia Electric Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Columbia Electric Limited », modifying certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 10th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 3583-45 — 1168/131

#### Consolidated Plywood Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Consolidated Plywood Corporation », 1. reducing its capital from \$110,000 to \$10,000, the capital stock annulled being divided into 1,000 class « A » shares of \$100 each; 2. increasing its capital from \$10,000 to \$500,000, the additional capital stock being divided into 9,800 common shares of \$50 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 3rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 12528-51 — 1168/132

#### Cook Construction Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Cook Construction Inc. », incorporated by letters patent dated December 17, 1962, 1. changing its name to « Cook Construction Ltée »; 2. reducing its capital stock from \$3,000 to \$2,000, the cancelled share capital being divided into 100 preferred shares of \$10 each; 3. increasing its capital stock from \$2,000 to \$110,000, the additional share capital being divided into 800 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 18th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162 14291-62 — 1168/69

#### Custom Built Homes Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Custom Built Homes Corporation », 1. reducing its capital by the sum of \$9.46; 2. subdividing and converting 4,510 common shares without par value into 445,390 class « A » shares of \$0.23 each and 4,510 class « B » common shares of \$0.23 each; 3.

actions ordinaires catégorie « B » de \$0.23 chacune; 3° subdivisant 18,820 actions privilégiées de \$5 chacune en 94,100 actions privilégiées de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1837-35 — 1160/61

**Les Développements Frontenac Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 avril 1963, à la compagnie « Les Développements Frontenac Ltée », subdivisant et convertissant 450 actions privilégiées de \$100 chacune en 4,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 15449-60 — 1168/133

**Dor-Steve Wood Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 mars 1963, à la compagnie « Dor-Steve Wood Products Inc. », 1° diminuant son capital de \$20,000 à \$10,000, le capital-actions annulé étant divisé en 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune; 2° consolidant ses 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 100 actions ordinaires de \$100 chacune; 3° subdivisant et convertissant 100 actions ordinaires de \$100 chacune en 19,900 actions ordinaires de \$100 chacune en 19,900 actions catégorie « A » de \$0.50 chacune et 100 actions catégorie « B » de \$0.50 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 16852-59 — 1168/13

**Édifice Sirois & Couture Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 avril 1963, à la compagnie « Édifice Sirois & Couture Ltée », augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 724-63 — 1169/97

**Les Éditions Viking Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 mars 1963, à la compagnie « Les Éditions Viking Ltée », augmentant son capital de \$10,000 à \$50,000, le capital-

subdivisant 18,820 preferred shares of \$5 each into 94,100 preferred shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1837-35 — 1160/61

**Les Développements Frontenac Ltée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Développements Frontenac Ltée", subdividing and converting 450 preferred shares of \$100 each into 4,500 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 15449 60 — 1168/133

**Dor-Steve Wood Products Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dor-Steve Wood Products Inc.", 1. reducing its capital from \$20,000 to \$10,000, the capital stock annulled being divided into 10,000 preferred shares of \$1 each; 2. consolidating its 10,000 common shares of \$1 each into 100 common shares of \$100 each; 3. subdividing and converting 100 common shares of \$100 each into 19,900 class "A" shares of \$0.50 each and 100 class "B" shares of \$0.50 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 16852-59 — 1168/13

**Édifice Sirois & Couture Ltée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Édifice Sirois & Couture Ltée", increasing its capital stock from \$40,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 600 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 724-63 — 1169/97

**Les Éditions Viking Ltée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to "Les Éditions Viking Ltée", increasing its capital stock from \$10,000 to \$50,000, the additional share capital

actions additionnel étant divisé en 400 actions ordinaires de \$25 chacune et en 1,200 actions privilégiées de \$25 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 2154-53 — 1168/14

#### Excelsior Auto Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 avril 1963, à la compagnie « Roger Simoneau Auto Ltée », constituée par lettres patentes en date du 18 février 1963, changeant son nom en celui de « Excelsior Auto Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 732-63 — 1169/54

#### Fedor-Bernier Associés Inc. Fedor-Bernier Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 avril 1963, à la compagnie « Julius W. Fedor Associates Inc. », constituée par lettres patentes en date du 24 août 1959, changeant son nom en celui de « Fedor-Bernier Associés Inc. — Fedor-Bernier Associates Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 14823-59 — 1169/43

#### Fraid's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 mars 1963, à la compagnie « Fraid's Inc. », diminuant son capital de \$545,000 à \$525,200 par l'annulation de 19,800 actions, catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 2398-41 — 1168/72

#### Fraid's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 mars 1963, à la compagnie « Fraid's Inc. », 1° consolidant 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 200 actions ordinaires de \$100 chacune; 2° subdivisant 200 actions ordinaires de \$100 chacune en 19,800 actions catégorie « A » de \$1 chacune et 200 actions catégorie « B » de \$1 chacune; 3° augmentant son capital-actions de \$145,000 à \$545,000 par la création de 40,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

being divided into 400 common shares of \$25 each and 1,200 preferred shares of \$25 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 2154-53 — 1168/14

#### Excelsior Auto Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Roger Simoneau Auto Ltée", incorporated by letters patent dated February 18, 1963, changing its name into that of "Excelsior Auto Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 732-63 — 1169/54

#### Fedor-Bernier Associés Inc. Fedor-Bernier Associates Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Julius W. Fedor Associates Inc.", incorporated by letters patent dated August 24, 1959, changing its name into that of "Fedor-Bernier Associés Inc. — Fedor-Bernier Associates Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 14823-59 — 1169/43

#### Fraid's Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Fraid's Inc.", reducing its capital from \$545,000 to \$525,200 by the cancellation of 19,800 class "A" shares of a par value of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 2398-41 — 1168/72

#### Fraid's Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Fraid's Inc.", 1. consolidating 20,000 common shares of \$1 each into 200 common shares of \$100 each; 2. subdividing 200 common shares of \$100 each into 19,800 class "A" shares of \$1 each and 200 class "B" shares of \$1 each; 3. increasing its capital from \$145,000 to \$545,000 by the creation of 40,000 preferred shares of \$10 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 12 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 2398-41 — 1168/71

**Gauthier Drive Yourself Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er mars 1963, à la compagnie « Normandin Drive Yourself Ltée », constituée par lettres patentes en date du 17 janvier 1955, changeant son nom en celui de « Gauthier Drive Yourself Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 1er mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 13223-54 — 1168/70

**Holt, Renfrew & Co., Limited  
Holt, Renfrew & Cie, Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 avril 1963, à la compagnie « Holt, Renfrew & Co., Limited », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de mai 1919, changeant son nom en celui de « Holt, Renfrew & Co., Limited — Holt, Renfrew & Cie, Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 25 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 667-19 — 1169/45

**Hôtel Central Chomedey Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 avril 1963, à la compagnie « Morel & Sons Ltd. — Morel & Fils Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6e jour d'octobre 1958, changeant son nom en celui de « Hôtel Central Chomedey Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 10 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 13313-58 — 1168/73

**Hydraulic Machinery Company, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 avril 1963, à la compagnie « Hydraulic Machinery Company, Limited », 1° subdivisant 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 1,500,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$0.01 chacune; 2° convertissant 1,500,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$0.01 chacune en 1,485,000 actions, catégorie « A » de \$0.01 chacune et 15,000 actions, catégorie « B » d'une valeur au pair de \$0.01 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 12th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 2398-41 — 1168/71

**Gauthier Drive Yourself Ltée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Normandin Drive Yourself Ltée", incorporated by letters patent dated January 17, 1955, changing its name to "Gauthier Drive Yourself Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 13223-54 — 1168/70

**Holt, Renfrew & Co., Limited  
Holt, Renfrew & Cie, Limitée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Holt, Renfrew & Co., Limited", incorporated by letters patent date the 16th day of May, 1919, changing its name to that of "Holt, Renfrew & Co., Limited — Holt, Renfrew & Cie, Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 25th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 667-19 — 1169/45

**Hôtel Central Chomedey Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Morel & Sons Ltd. — Morel & Fils Ltée", incorporated by letters patent dated the 6th day of October, 1958, changing its name to that of "Hôtel Central Chomedey Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 10th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 13313-58 — 1168/73

**Hydraulic Machinery Company, Limited**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hydraulic Machinery Company, Limited", 1. subdividing 1,500 common shares of a par value of \$10 each into 1,500,000 common shares of a par value of \$0.01 each; 2. converting 1,500,000 common shares of a par value of \$0.01 into 1,485,000 class "A" shares of \$0.01 each and 15,000 class "B" shares of a par value of \$0.01 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 8 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 1745-47 — 1168/74

#### Immeubles Grenier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 avril 1963, à la compagnie « City Tire Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 2 décembre 1946, changeant son nom en celui de « Immeubles Grenier Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 23 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 7983-46 — 1169/55

#### Industrial Fasteners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 avril 1963, à la compagnie « Industrial Fasteners Ltd. », augmentant son capital-actions de \$200,000 à \$500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 19 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 11978-58 — 1169/46

#### Les Industries Tréco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 avril 1963, à la compagnie « Les Industries Tréco Inc. », 1° convertissant les 3,100 actions ordinaires de \$100 chacune en 1,844 actions privilégiées de second rang de \$50 chacune, 19,936 actions classe « A » de \$10 chacune et en 18,440 actions classe « B » de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$450,000 à \$1,750,640, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de second rang de \$50 chacune et en 80,064 actions classe « A » de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 11 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 13714-57 — 1168/135

#### Key Mortgage Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 avril 1963, à la compagnie « Key Mortgage Corporation Ltd. », 1° diminuant son capital de \$370,000 à \$136,000, le capital-actions annulé étant divisé en 234,000 actions de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$136,000 à \$500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 364,000 actions de \$1 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 8th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 1745-47 — 1168/74

#### Immeubles Grenier Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "City Tire Company Limited", incorporated by letters patent dated December 2, 1946, changing its name to "Immeubles Grenier Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 23rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 7983-46 — 1169/55

#### Industrial Fasteners Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Industrial Fasteners Ltd.", increasing its capital from \$200,000 to \$500,000, the additional capital stock being divided into 3,000 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 19th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 11978-58 — 1169/46

#### Les Industries Tréco Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Industries Tréco Inc.", 1. converting the 3,100 common shares of \$100 each into 1,844 preferred shares, second class, \$50 each, 19,936 class "A" of \$10 each and into 18,440 class "B" shares of \$1 each; 2. increasing its capital stock from \$450,000 to \$1,750,640, the additional capital stock being divided into 10,000 preferred shares, second class, of \$50 each and into 80,064 class "A" shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 11th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 13714-57 — 1168/135

#### Key Mortgage Corporation Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Key Mortgage Corporation Ltd.", 1. reducing its capital from \$370,000 to \$136,000, the capital stock annulled being divided into 234,000 shares of \$1 each; 2. increasing its capital from \$136,000 to \$500,000, the additional capital stock being divided into 364,000 shares of \$1 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 8 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 756-63 — 1168/15

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 8th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 756-63 — 1168/15

**Laboratoires Ville Marie Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 avril 1963, à la compagnie « Laboratoires Ville Marie Inc. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° subdivisant et convertissant 400 actions ordinaires de \$10 chacune en 400 actions classe « A » de \$1 chacune et en 3,600 actions classe « B » de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 29 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 11006-61 — 1169/99

**Laboratoires Ville Marie Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Laboratoires Ville Marie Inc.", 1° extending its powers; 2. subdividing and converting 400 common shares of \$10 each into 400 class "A" shares of \$1 each and into 3,600 shares class "B" of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 29th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 11006-61 — 1169/99

**Lafortune & Gagné Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 janvier 1963, à la compagnie « Lafortune & Gagné Limitée », augmentant son capital de \$150,000 à \$300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 15 janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 3617-48 — 1168/137

**Lafortune & Gagné Limitée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governors of the Province of Quebec, to "Lafortune & Gagné Limitée", increasing its capital stock from \$150,000 to \$300,000, the additional share capital being divided into 15,000 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 15th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 3617-48 — 1168/137

**Georges Lecompte Incorporé**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 avril 1963, à la compagnie « Georges Lecompte Incorporé », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 24 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 12515-56 — 1169-100

**Georges Lecompte Incorporé**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Georges Lecompte Incorporé", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 24th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 12515-56 — 1169/100

**Lex Investment Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 avril 1963, à la compagnie « Lex Investment Co. Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 23 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 13240-59 — 1168/138

**Lex Investment Co. Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lex Investment Co. Ltd.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 23rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 13240-59 — 1168/138

**Librairie Leméac Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

**Librairie Leméac Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April,

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 avril 1963, à la compagnie « Librairie Leméac Inc. », 1° convertissant 4,940 actions privilégiées de \$10 chacune en 4,940 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune; 2° convertissant 100 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune en 100 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

12354-62 — 1169/47

**Mobilier de Laboratoire Incorporée**  
**Laboratory Furniture Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 mars 1963, à la compagnie « Mobilier de Laboratoire Incorporée — Laboratory Furniture Incorporated », 1° convertissant et subdivisant les 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune en 10,000 actions classe « A » de \$10 chacune; 2° convertissant et subdivisant les 500 actions privilégiées de \$100 chacune en 5,000 actions classe « B » de \$10 chacune; 3° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

12842-62 — 1168/75

**Mont-Bruno Excavation Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 avril 1963, à la compagnie « Mont-Bruno Construction Limitée », constituée par lettres patentes en date du 22 février 1963, changeant son nom en celui de « Mont-Bruno Excavation Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

860-63 — 1169/101

**Montreal Phono Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 mars 1963, à la compagnie « Montreal Phono Co. Ltd. », 1. diminuant son capital de \$40,000 à \$10,000, le capital-actions annulé étant divisé en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune; 2° consolidant 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune en 100 actions ordinaires de \$100 chacune; 3° subdivisant et convertissant 100 actions ordinaires de \$100 chacune en 19,900 actions, catégorie « A » de \$0.50 chacune et 100 actions catégorie « B » de \$0.50 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162

13670-56 — 1167/119

1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Librairie Leméac Inc.", 1. converting 4,940 preferred shares of \$10 each into 4,940 preferred shares class "A" of \$10 each; 2. converting 100 preferred class "A" shares of \$10 each into 100 preferred shares class "B" of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162

12354-62 — 1169/47

**Mobilier de Laboratoire Incorporée**  
**Laboratory Furniture Incorporated**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mobilier de Laboratoire Incorporée — Laboratory Furniture Incorporated", 1. converting and subdividing the 1,000 common shares of \$100 each into 10,000 class "A" shares of \$10 each; 2. converting and subdividing the 500 preferred shares of \$100 each into 5,000 class "B" shares of \$10 each; 3. altering certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162

12842-62 — 1168/75

**Mont-Bruno Excavation Limitée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mont-Bruno Construction Limitée", incorporated by letters patent dated February 22, 1963, changing its name into that of "Mont-Bruno Excavation Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162

860-63 — 1169/101

**Montreal Phono Co. Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Montreal Phono Co. Ltd.", 1. reducing its capital from \$40,000 to \$10,000, the capital stock annulled being divided into 3,000 preferred shares of \$10 each; 2. consolidating 1,000 common shares of \$10 each into 100 common shares of \$100 each; 3. subdividing and converting 100 common shares of \$100 each into 19,900 class "A" shares of \$0.50 each and 100 class "B" shares of \$0.50 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

13670-56 — 1167/119

**Moro Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 février 1963, à la compagnie « Moro Investments Ltd. », 1° consolidant 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 100 actions ordinaires de \$20 chacune; 2° subdivisant et convertissant 100 actions ordinaires de \$20 chacune en 9,900 actions catégorie « A » de \$0.20 chacune et 100 actions ordinaires catégorie « B » de \$0.20 chacune; 3° réduisant son capital-actions de \$890,985 à \$527,235, le capital-actions annulé étant divisé en 363,750 actions privilégiées de \$1 chacune; 4° augmentant son capital-actions de \$527,235 à \$552,235, le capital-actions additionnel étant divisé en 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 13362-55 — 1160/47

**Nash Equipment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 avril 1963, à la compagnie « Nash Drilling Company Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour d'avril 1956, 1° changeant son nom en celui de « Nash Equipment Corp. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 11158-56 — 1168/76

**Nesbitt, Thomson and Company, Limited  
Nesbitt, Thomson et Compagnie, Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 avril 1963, à la compagnie « Nesbitt, Thomson and Company, Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31e jour de mars 1952, 1° changeant son nom en celui de « Nesbitt, Thomson and Company, Limited — Nesbitt, Thomson et Compagnie, Limitée », 2° diminuant son capital de \$4,540,000 à \$4,001,875, le capital-actions annulé étant divisé en 1,492,500 actions, catégorie « A » de \$0.36 chacune et diminuant la valeur au pair de 7,500 actions, catégorie « B » de \$0.36 à \$0.25 chacune 3° convertissant ses actions catégorie « B » en actions ordinaires; 4° augmentant son capital de \$4,001,875 à \$4,025,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 92,500 actions ordinaires de \$0.25 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162 5149-52 — 1168/78

**Nesbitt, Thomson and Company, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

**Moro Investments Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Moro Investments Ltd.", 1. consolidating 2,000 common shares of \$1 each into 100 common shares of \$20 each; 2. subdividing and converting 100 common shares of \$20 each into 9,900 class "A" shares of \$0.20 each and 100 class "B" common shares of \$0.20 each; 3. reducing its capital from \$890,985 to \$527,235, the capital stock annulled being divided into 363,750 preferred shares of \$1 each; 4. increasing its capital from \$527,235 to \$552,235, the additional capital stock being divided into 25,000 preferred shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 13362-55 — 1160/47

**Nash Equipment Corp.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Nash Drilling Company Ltd.", incorporated by letters patent dated the 16th day of April, 1956, 1. changing its name to that of "Nash Equipment Corp."; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 11158-56 — 1168/76

**Nesbitt, Thomson and Company, Limited  
Nesbitt, Thomson et Compagnie, Limitée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Nesbitt, Thomson and Company, Limited", incorporated by letters patent dated the 31st day of March, 1952, 1. changing its name to that of "Nesbitt, Thomson and Company, Limited — Nesbitt, Thomson et Compagnie, Limitée", 2. reducing its capital from \$4,540,000 to \$4,001,875, the capital stock annulled being divided into 1,492,500 class "A" shares of \$0.36 each, and reducing the par value of 7,500 class "B" shares from \$0.36 to \$0.25 each; 3. redesignating its class "B" shares as common shares; 4. increasing its capital from \$4,001,875 to \$4,025,000, the additional capital stock being divided into 92,500 common shares of \$0.25 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o 5149-52 — 1168/78

**Nesbitt, Thomson and Company, Limited**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-

mentaires, en date du 29 mars 1963, à la compagnie « Nesbitt, Thomson and Company, Limited », 1° diminuant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 52,500 actions privilégiées de \$5 chacune; 2° subdivisant ses 73,500 actions privilégiées de \$5 chacune en 367,500 actions privilégiées de \$1 chacune; 3° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,632,500 actions privilégiées de \$1 chacune; 4° diminuant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 20,000 actions sans valeur au pair; 5° diminuant son capital, en considérant que la valeur des 95,000 actions ordinaires émises sans valeur au pair est diminuée de \$550,000 à \$540,000; 6° changeant et consolidant ses 75,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 7,500 actions ordinaires de \$72 chacune; 7° subdivisant et convertissant ses 7,500 actions ordinaires de \$72 chacune en 1,492,500 actions catégorie « A » de \$0.36 chacune et 7,500 actions catégorie « B » de \$0.36 chacune; 8° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

3162

5149-52 — 1168/77

**Pavage Frontenac Ltée**  
**Frontenac Paving Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 février 1963, à la compagnie « Frontenac Paving Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 29 mars 1955, changeant son nom en celui de « Pavage Frontenac Ltée — Frontenac Paving Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

3162-o

10823-55 — 1169/48

**Price Brothers & Company, Limited**  
**La Compagnie Price Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 avril 1963, à la compagnie « Price Brothers & Company, Limited », constituée par lettres patentes en date du 7e jour d'octobre 1920, changeant son nom en celui de « Price Brothers & Company, Limited — La Compagnie Price Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

3162

2650-1904 — 1169/49

**Québec Aviation Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 avril 1963, à la compagnie « Québec Helicopter Sales & Service Inc. », constituée par lettres patentes en date du 12 octobre 1961, changeant son nom en celui de « Québec Aviation Ltée ».

Governor of the Province of Quebec, to "Nesbitt, Thomson and Company, Limited", 1. reducing its capital the capital stock annulled being divided into 52,500 preferred shares of \$5 each; 2. subdividing its 73,500 preferred shares of \$5 each into 367,500 preferred shares of \$1 each; 3. increasing its capital the additional capital stock being divided into 3,632,500 preferred shares of \$1 each; 4. reducing its capital, the capital stock annulled being divided into 20,000 shares without par value; 5. reducing its capital, the consideration for which the 95,000 common shares without par value are issued being reduced from \$550,000 to \$540,000; 6° changing and consolidating its 75,000 common shares without par value into 7,500 common shares of \$72 each; 7. subdividing and converting its 7,500 common shares of \$72 each into 1,492,500 class "A" shares of \$0.36 each and 7,500 class "B" shares of \$0.36 each; 8. modifying certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

5149-52 — 1168/77

**Pavage Frontenac Ltée**  
**Frontenac Paving Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Frontenac Paving Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated March 29, 1955, changing its name into that of "Pavage Frontenac Ltée — Frontenac Paving Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

10823-55 — 1169/48

**Price Brothers & Company, Limited**  
**La Compagnie Price Limitée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Price Brothers & Company, Limited", incorporated by letters patent date the 7th day of October, 1920, changing its name to that of "Price Brothers & Company, Limited — La Compagnie Price Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

2650-1904 — 1169/49

**Québec Aviation Ltée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Québec Helicopter Sales & Service Inc.", incorporated by letters patent dated October 12, 1961, changing its name to "Québec Aviation Ltée".

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 14641-61 — 1168/80

**The Quebec Veneer Industries  
Company Limited  
Les Industries de Placage  
de Québec Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 avril 1963, à la compagnie « The Quebec Veneer Industries Company Limited — Les Industries de Placage de Québec Limitée », 1° réduisant son capital de \$199,000 à \$99,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$99,000 à \$299,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 342-34 — 1169/102

**Ricard Confection Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er mars 1963, à la compagnie « Benny's Cash and Credit Inc. », constituée par lettres patentes en date du 26 août 1953, changeant son nom en celui de « Ricard Confection Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 19460-53 — 1168/81

**Sherbrooke Auto Lavage Trois Minutes Inc.  
Sherbrooke Three Minute Car Wash Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er mars 1963, à la compagnie « Sherbrooke Auto Lavage Dix Minutes Inc. — Sherbrooke Ten Minute Car Wash Inc. », constituée par lettres patentes en date du 21 janvier 1958, changeant son nom en celui de « Sherbrooke Auto Lavage Trois Minutes Inc. — Sherbrooke Three Minute Car Wash Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 11763-57 — 1168/82

**Siegmund Werner Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 décembre 1962, à la compagnie « Siegmund Werner Limited », 1° étendant ses pouvoirs; 2° augmentant son

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 14641-61 — 1168/80

**The Quebec Veneer Industries  
Company Limited  
Les Industries de Placage  
de Québec Limitée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Quebec Veneer Industries Company Limited — Les Industries de Placage de Québec Limitée", 1. reducing its capital stock from \$199,000 to \$99,000 the cancelled share capital being divided into, 1,000 preferred class "A" shares of \$100 each; 2. increasing its capital stock from \$99,000 to \$299,000, the additional share capital being divided into 2,000 preferred class "A" shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 342-34 — 1169/102

**Ricard Confection Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Benny's Cash and Credit Inc.", incorporated by letters patent dated August 26, 1953, changing its name to "Ricard Confection Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 19460-53 — 1168/81

**Sherbrooke Auto Lavage Trois Minutes Inc.  
Sherbrooke Three Minute Car Wash Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sherbrooke Auto Lavage Dix Minutes Inc. — Sherbrooke Ten Minute Car Wash Inc.", incorporated by letters patent dated January 21, 1958, changing its name to "Sherbrooke Auto Lavage Trois Minutes Inc. — Sherbrooke Three Minute Car Wash Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 11763-57 — 1168/82

**Siegmund Werner Limited**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Siegmund Werner Limited", 1° extending its powers; 2° increasing its capital from \$60,000 to \$260,000,

capital-actions de \$60,000 à \$260,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,980 actions privilégiées catégorie « A » de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 décembre 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

4621-39 — 1168/124

#### Conrad Sigouin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er avril 1963, à la compagnie « Roméo Pigeon & Lavoie (Québec) Ltée », constituée par lettres patentes, en date du 29 novembre 1962, changeant son nom en celui de « Conrad Sigouin Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

14810-62 — 1168/83

#### Sonier Service Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 avril 1963, à la compagnie « Sonier Texaco Service Limitée », constituée par lettres patentes en date du 13 février 1962, changeant son nom en celui de « Sonier Service Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

15304-60 — 1169/50

#### The Stephens Estate Realities, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour d'avril 1963, à la compagnie « The Stephens Estate Realities, Limited », réduisant son capital-actions de \$930,000 à \$600,000 par la réduction de la valeur au pair de ses 30,000 actions ordinaires de \$31 à \$20 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162

723-19 — 1168/85

#### Tamont Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour d'avril 1963, à la compagnie « Tamont Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

3162-o

13563-61 — 1169/103

the additional capital stock being divided into 1,980 class "A" preferred shares of \$100 each and 2,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

4621-39 — 1168/124

#### Conrad Sigouin Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Roméo Pigeon & Lavoie (Québec) Ltée", incorporated by letters patent dated November 29, 1962, changing its name to "Conrad Sigouin Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

14810-62 — 1168/83

#### Sonier Service Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sonier Texaco Service Limitée", incorporated by letters patent dated February 13, 1961, changing its name into that of "Sonier Service Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

15304-60 — 1169/50

#### The Stephens Estate Realities, Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Stephens Estate Realities, Limited", reducing its capital from \$930,000 to \$600,000 by the reduction of the par value of its 30,000 common shares from \$31 to \$20 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162-o

723-19 — 1168/85

#### Tamont Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Tamont Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

3162

13563-61 — 1169/103

**Terrasse Montcalm Inc.  
Montcalm Terrace Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24<sup>e</sup> jour d'avril 1963, à la compagnie « Jardins Montcalm Inc.—Montcalm Gardens Inc. », constituée par lettres patentes en date du 18 février 1963, changeant son nom en celui de « Terrasse Montcalm Inc.—Montcalm Terrace Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24<sup>e</sup> jour d'avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3162-o 740-63 — 1169/105

**Terrasses Montcalm Inc.  
Montcalm Terrace Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Jardins Montcalm Inc.—Montcalm Gardens Inc.", incorporated by letters patent dated February 18, 1963, changing its name into that of "Terrasse Montcalm Inc.—Montcalm Terrace Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3162 740-63 — 1169/105

**Actions en séparation  
de biens**

**Salonen vs Atamanik**

Canada, Province de Québec, district de Rouyn-Noranda, Cour Supérieure, No 7860. Dame Anni Salonen, demanderesse, vs John Atamanik, défendeur.

*Avis d'action en séparation de biens*

Dame Anni Salonen, épouse de John Atamanik, prospecteur, de la cité de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, a institué une action en séparation de biens.

Rouyn, 31 mai, 1963.

*Le Procureur de la demanderesse,*  
PAUL CUDDIHY.

3163-o

**Actions for separation  
as to property**

**Salonen vs Atamanik**

Canada, Province of Québec, district of Rouyn-Noranda, Superior Court, No. 7860. Dame Anni Salonen, plaintiff, vs John Atamanik, defendant.

*Notice of action in separation as to property*

Dame Anni Salonen, wife of John Atamanik, prospector, of the city of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, has instituted an action in separation as to property.

Rouyn, May 31, 1963.

PAUL CUDDIHY,  
*Attorney for plaintiff.*

3163-o

**Gamelin vs Jutras**

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 604-643. Dame Yvone Gamelin, ménagère, épouse commune en biens d'Alphonse Jutras, autrefois de St-Laurent, district de Montréal et maintenant domicilié au Labrador, demanderesse, vs Alphonse Jutras, domicilié au Labrador, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 13 mai 1963.

Montréal, le 11 juin 1963.

*Le Procureur de la demanderesse,*  
HENRI S. BEAULIEU.

3207-o

**Gamelin vs Jutras**

Canada, Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No. 604-643. Dame Yvone Gamelin, housewife, wife common as to property of Alphonse Jutras, formerly of St-Laurent, district of Montreal, and now domiciled at Labrador, plaintiff vs Alphonse Jutras, domiciled at Labrador, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on May 13, 1963.

Montreal, June 11, 1963.

HENRI S. BEAULIEU,  
*Attorney for the plaintiff.*

3207

**Arrêtés en Conseil**

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 903

Section « A »

Québec, le 4 juin 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la Province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amende-

**Orders in Council**

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 903

Section "A"

Québec, June 4, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the Ladies' Cloak and Suit Industry in the Province of Québec.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments),

ments), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 523 du 11 mai 1955 et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil des modifications audit décret:

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 avril 1963;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 523, soit modifié comme suit:

1° L'article XV est remplacé par le suivant:

« XV. *Jours de fêtes*: 1. Tous les employeurs doivent accorder à leurs employés qui ont travaillé dans l'industrie pendant une (1) année, les jours de fêtes suivants:

Le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, et le jour de Noël, et ils doivent les payer pour ces jours de la façon suivantes:

a) *Travailleurs à la pièce*: Une journée de rémunération au taux minimum fixé dans le décret pour le métier concerné.

b) *Salariés payés à l'heure ou à la semaine*: Une journée de rémunération au taux que reçoivent régulièrement tels salariés.

Tout salarié dont la durée d'emploi pour un ou plusieurs employeurs est inférieure à trois mois (3) à la date de l'un ou l'autre des jours de fête ci-haut mentionnés doit recevoir de chacun de ces employeurs, comme rémunération pour le jour de fête, un montant égal au treizième du salaire d'une journée de travail, tel qu'établi ci-dessus, pour chaque semaine d'emploi pendant ladite période de trois (3) mois. Cette rémunération doit également être versée lors de la cessation de l'emploi.

2° Le droit d'un salarié à telle rémunération ne doit pas être affecté par une absence due à la maladie ou par un arrêt de travail (layoff); il n'est pas affecté non plus dans les cas où un jour de fête statutaire tombe un samedi ou un dimanche ou pendant la période annuelle de vacances.

3° Un salarié peut s'absenter tout autre jour de fête, sans rémunération.

4° Tous les établissements doivent rester fermés les jours de fête ci-haut mentionnés.»

2° L'article XV-A est remplacé par le suivant:

« XV-A. *Vacances payées*: 1. Tout employeur régi par le décret doit accorder à ses employés une période annuelle de vacances de deux (2) semaines, pendant laquelle aucun salarié en vacances ne peut travailler sur aucun vêtement pour un employeur régi par le décret.

2. Ces vacances commencent, au choix de l'employeur, soit:

a) Le premier lundi de juillet; ou

b) Un jour déterminé dans le mois de juin, lequel sera fixé de la façon suivante:

Si la St-Jean-Baptiste (24) juin tombe un samedi ou un dimanche, la période de vacances commence le lundi suivant; si la St-Jean Baptiste tombe un lundi, la période de vacances commence ce jour-là; et si la St-Jean Baptiste tombe un mardi, un mercredi, un jeudi ou un vendredi, la période de vacances commence le lundi précédent.

the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree No. 523 of May 11, 1955 and amendments, relating to the Ladies' Cloak and Suit Industry in the Province of Quebec, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 20, 1963;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, No. 523, be amended as follows:

1. Article XV is replaced by the following:

“XV. *Statutory holidays with pay*: 1. All employers shall grant to their employee who have been employed in the industry for one (1) year, the following statutory holidays:

New Year's Day, Good Friday, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, and Christmas Day; and shall pay their employees for each such holiday as follows:

a) *To piece-workers*: One day's pay at the minimum rate fixed in the decree for the respective craft of each employee;

b) *To employee who are paid by the hour or by the week*: One day's pay at the actual rate payable to such employee.

Every employee who has been employed by one or more employers for a period of less than three (3) months preceding any of the foregoing statutory holidays, shall be entitled to receive from each of such employers for such statutory holiday an amount equal to one-thirteenth of one day's pay as above defined, for each week worked for such employer or employers during the said three (3) month period. Such payment shall likewise be made by each employer upon severance of employment.

2. The right of an employee to pay, as aforesaid, shall not be affected by his absence due to illness or to lay-off or to the fact that any statutory holiday falls on a day during the annual vacation, period, or on a Saturday or Sunday.

3. An employee may absent himself from work on any other holiday, without pay.

4. All establishments shall be closed on the above mentioned holidays.”

2. Article XV-A is replaced by the following:

“XV-A. *Vacation with pay*: 1. All employers falling under the jurisdiction of the decree shall grant to their employees an annual vacation period of two (2) weeks, during which period no employee on vacation shall work on any garment for any employer falling under the jurisdiction of the decree.

2. Such vacation shall commence, at the option of the employer, either:

a) On the first Monday in July; or

b) On a fixed day in the month of June to be determined in accordance with the following formula:

If St. Jean Baptiste Day (June 24) falls on a Saturday or Sunday, the vacation period shall commence on the immediately following Monday; if St. Jean Baptiste Day falls on a Monday, the vacation period shall commence on that day; and if St. Jean Baptiste Day falls on a Tuesday, Wednesday, Thursday or Friday, the vacation period shall commence on the immediately preceding Monday.

Lorsque l'employeur choisit de faire commencer la période de vacances selon les dispositions du présent paragraphe, la St-Jean-Baptiste et la Confédération tombent dans la période annuelle de vacances et, conséquemment, ces salariés ont droit à la rémunération pour ces jours selon les dispositions de l'article XV, en plus de leur rémunération régulière de vacances.

3. Tout employeur doit faire parvenir un avis écrit au Comité conjoint l'informant de la date à laquelle commencera la période de vacances dans son établissement. Tel avis doit parvenir au Comité conjoint le ou avant le 25 mai de chaque année pour les vacances de l'année en cours.

4. Tout employeur doit verser à chacun de ses salariés pour la période de vacances un montant égal à 4% du salaire gagné par tel salarié durant la période de service lui donnant droit à tel congé. Cette période de service est une période de 12 mois qui commence le 1er juin d'une année et se termine le 31 mai de l'année suivante.

5. Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié se termine avant une année complète de service, l'employeur doit payer à tel salarié, lors de la cessation de l'emploi, à la place des vacances payées, une allocation égale à 4% du salaire gagné pendant ladite période d'emploi.

6. Tout employeur ou association d'employeurs, conformément à l'article 13 de la Loi de la convention collective, peut établir ou maintenir, au moyen de conventions collectives ou particulières, un système de vacances prévoyant plus de privilèges et d'avantages qu'il n'en est accordé par le décret. »

JACQUES PRÉMONT,

3174-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 903

Section « B »

Québec, le 4 juin 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les districts électoraux de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans les districts électoraux de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption, rendue obligatoire par le décret numéro 761 du 13 juillet 1955 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 avril 1963;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 761, soit modifié comme suit:

If the employer optates to have the vacation period commence under the provisions of this paragraph, both St. Jean Baptiste Day and Confederation Day will fall within the annual vacation period, and consequently his employees will be entitled to be paid for these holidays as set forth in article XV, in addition to their regular vacation pay.

3. Every employer shall send notice in writing to the Joint Committee advising the latter of the date on which the vacation period for his firm will commence. Such notice must be received by the Joint Committee on or before May 25, of each year with regard to that year's vacation period.

4. Each employee shall be paid for the said vacation period an amount equal to 4% of the wages earned by him during the period of service which gives right to the aforesaid vacation. The said period of service is for twelve (12) months beginning on the 1st day of June of one year and ending on the 31st day of May of the following year.

5. If, for any reason whatsoever, the employment of an employee is terminated before a year of service is completed as aforesaid, the said employee shall, at the time of the termination of employment, be paid in lieu of vacation with pay a separation allowance equal to 4% of the wages earned by him in the aforesaid period of his employment.

6. Pursuant to section 13 of the Collective Agreement Act, any employer or association of employers may establish or maintain through individual or collective agreements, a vacation plan which yields more extended compensations or privileges than those set forth in the decree."

JACQUES PRÉMONT,

3174-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 903

Section "B"

Quebec, June 4, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry and trades in the electoral districts of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the electoral districts of Joliette, Berthier, Montcalm and l'Assomption, rendered obligatory by decree number 761 of July 13, 1955 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 20, 1963;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 761, be amended as follows:

1° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « aa » de l'article I:

« Sont aussi considérées comme artisans, toutes personnes qui, individuellement ou en société, construisent pour leur propre compte une ou des maisons ou autres édifices, dans un but de vente ou de spéculation. »

2° Le paragraphe « b » de l'article I est remplacé par le suivant:

« b) Le terme « briqueteur-maçon » désigne tout salarié qui pose la brique, le terra-cotta, la pierre artificielle ou naturelle, les blocs de gypse ainsi que les blocs d'utilité ou de tuile à partir d'un (1) pouce d'épaisseur, les blocs de composition, sur les murs et divisions ou tous autres blocs de lambris posés au mortier ou au ciment, de même que tous les autres produits connexes posés à la truelle. »

3° Les paragraphes « cc » et « jj » suivants sont ajoutés à l'article I:

« cc) Le métier de charpentier et menuisier comprend aussi les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier) et aucun journalier ne doit utiliser les outils du métier dans le montage de telles formes.

« jj) Le terme « compagnon-junior en ferblanterie », désigne tout salarié qui est dans sa première année de pratique comme compagnon dans le métier de ferblantier. Après avoir acquis 2,000 heures de travail, il sera tenu de se présenter au Comité paritaire pour subir un nouvel examen pour être classé compagnon-senior. »

4° Le paragraphe « o » de l'article I est remplacé par le suivant:

« o) Le mot « manœuvre » désigne tout salarié préposé spécialement à la préparation manuelle ou mécanique du mortier, de la célanite ou de toute autre substance similaire servant à la construction, les porteurs d'oiseau et les hommes servant le briqueteur sur échafaudage. »

5° Les paragraphes suivants sont ajoutés à l'article I:

« w) Le terme « vitrier » désigne tout salarié qui ayant reçu l'entraînement, fait la pose de glace polie et vitrage, fait la pose, vissée ou avec base adhérente, de tout revêtement préfabriqué, d'aluminium en feuilles ou en moulure, de vitrolite, mur rideau (zourite) ou autres produits similaires et tout autre travail connexe requis.

z) Le terme « isolement d'amiante » comprend tout travail exécuté en regard de la fourniture des matériaux et de main-d'œuvre pour l'isolement de toute tuyauterie soit au gaz, à l'huile, à l'air, à la gazoline, à eau chaude, à l'eau froide, à la vapeur ou de toute tuyauterie hydraulique, ainsi que de toute installation de tuyauterie pour l'industrie et maisons d'habitation, fixes ou mobiles, à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment, pour quelque usage que ce soit, y compris l'installation, la réparation ou la rénovation de l'isolement de tout système de plomberie, chauffage ou de ventilation, de même que l'isolement des fournaies, bouilloires, réservoirs, et appareils connexes.

y) Le terme « poseur de couvre-plancher » désigne tout salarié qui pose du linoléum (pré-lart de toute sorte), des carreaux d'asphalte ou de caoutchouc fixés en permanence sur les parquets.

z-1° Le terme « poseur de marbre » désigne tout salarié qui polit le marbre ou qui mesure la surface propre à recevoir le marbre, la taille et le pose.

z-2° Le terme « poseur de terrazzo » désigne tout salarié qui applique les matériaux servant à préparer la surface propre à recevoir le terrazzo, nivelle, mesure, divise cette surface et y trace

1. The following sub-paragraph is added to paragraph «aa» of article I:

« Shall also be considered as artisan, any person who individually or in partnership builds for his own account, one or more houses or other buildings for the purpose of selling same or of speculating. »

2. Paragraph «b» of article I is replaced by the following:

« b) The words «bricklayer mason» mean any employee who lays bricks, terracotta, artificial or natural stone, gypsum blocks, utility or tile blocks at least one (1) inch thick, composition blocks on walls and partitions or any other partition blocks laid with mortar or cement, including all other related products laid with a trowel. »

3. The following paragraphs «cc» and «jj» are added to article I:

« cc) The trade of carpenter and joiner also includes the following operations: concrete forms (shop or job). No common worker shall use the tools of the trade for the erection of such forms.

« jj) The term «junior tinsmith journeyman» means any employee who is in the first year of practice as journeyman in the tinsmith trade. After 2,000 hours of work, he will sit for another examination before the Joint Committee in order to be classified as senior journeyman. »

4. Paragraph «o» of article I is replaced by the following:

« o) The word «labourer» means any employee whose work is concerned mostly with the manual or mechanical preparation of mortar, celanite or any other similar construction material. The word also includes hod carriers and bricklayers' helpers on scaffolds. »

5. The following paragraphs are added to article I:

« w) The term «glazier» means any employee who, having received the training required, installs polished glass and glass-work, installs, by means of screws or an adhesive base, any prefabricated covering, aluminum sheet or moulding, vitrolite, curtainwall, zourite or other similar products, and who performs, when required, any other related work.

z) The term «asbestos insulation» includes all work executed in connection with the supplying of materials and labour for the insulation of all pipes, including gas, oil, air, gasoline, hot water, cold water, steam or hydraulic pipe insulation, and all moveable or immovable piping installation for homes or industry, within or outside a building and for whatever use, including the installation, repair or renovation of any plumbing, heating, or ventilation system insulation and the insulation of furnaces, boilers, tanks and apparatus in connection with same.

y) The term «floor covering layer» means any employee who lays linoleum (oilcloth of all kinds), asphalt or rubber tiles laid permanently on floors.

z-1. The term «marble layer» means any employee who polishes marble or who measures the surface on which marble is to be laid, who cuts and lays same.

z-2. The words «terrazzo layer» mean a worker who applies the materials used to prepare surfaces to be covered with terrazzo, levels, measures and divides such surfaces and draws the lines thereon,

les lignes, prépare les échantillons, étend cette composition sur les parquets et sur les cimaises, et surveille le roulage et le polissage du terrazzo.

z-3° Le terme « poseur de tuile de céramique » désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir les tuiles, qui les pose et fait au besoin tout autre travail connexe. »

6° Les paragraphes suivants sont ajoutés à l'article II:

g) Aucun salarié de l'un ou l'autre des métiers couverts par le décret n'est tenu de fournir un ou des outils mécaniques.

h) Tout posage de linoléum, incrusté de carreaux d'asphalte ou de caoutchouc ou de tout autre produit similaire fixé en permanence sur les planchers ou à tout autre endroit, est un travail de construction.

i) Tout ameublement fait de bois ou mélange de bois, fabriqué ou assemblée sur les lieux d'un chantier de construction, est assujéti aux dispositions du décret sous réserve de la juridiction industrielle du décret relatif à l'industrie du meuble dans la province.

j) Le chauffage de bouilloires sur les travaux de construction ou de réparation d'immeubles est assujéti au décret. »

7° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « c » de l'article III:

« Cette exemption ne s'applique pas toutefois aux travaux de construction de ponts, viaducs, tunnels et édifices publics, exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements ci-haut mentionnés. »

8° Les paragraphes « a » et « b » de l'article V sont remplacés par les suivants:

« V. Taux de salaires minima: a) Les taux de salaires suivants doivent être payés: (Aucun salaire sur la construction ne doit être inférieur à celui du journalier, excepté les apprentis qui sont payés d'après le décret).

prepares the samples, spreads this composition on floors and dados and supervises the rolling and polishing of terrazzo.

z-3. The words "ceramic tile setter" mean a worker who measures the surface to be tiled and who lays the tiles thereon and does, as required, any other work related thereto."

6. The following paragraphs are added to article II:

"g) No employee of any one of the trades governed by the decree is required to furnish power tools.

h) The laying of linoleum, asphalt or rubber tile or other similar product, permanently set on floors, or elsewhere, is considered as construction work.

i) All furniture of wood or mixture of wood, fabricated or assembled on the site of any job, is also governed by the decree subject, however, to the industrial jurisdiction of the decree relating to the furniture industry in the Province.

j) The firing of boilers, insofar as construction or repair operations on a building are concerned, is governed by the decree."

7. The following sub-paragraph is added to paragraph "c" of article III:

"However, this exemption does not apply to bridge, viaduct, tunnel and public building construction operations carried out for any one of departments herebove mentioned."

8. Paragraphs "a" and "b" of article V are replaced by the following:

"V. Minimum wage rates: a) The minimum wage rates shall be as follows: (No wages in the construction industry shall be lower than that of the common worker, except for apprentices who shall be paid the rates of the decree).

Taux horaires  
Hourly rates

1/4/64 1/4/65

	1/4/64	1/4/65	1/4/65
Brasseur de mortier — Mortar mixer	\$1.65	\$1.75	\$1.85
Brasseur de célanite — Celanite mixer	1.65	1.75	1.85
Briqueteur-maçon — Bricklayer-mason	2.30	2.40	2.50
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	2.30	2.40	2.50
Chaudronnier — Boiler maker	1.90	2.00	2.10
Conducteur de monte-charge — Freight elevator operator	1.65	1.75	1.85
Conducteur de tracteur — Tractor operator	1.70	1.80	1.90
Conducteur de rouleau compresseur — Roller operator	1.65	1.75	1.85
Conducteur de niveleuse ou de bélier mécanique — Grader or bulldozer operator	1.65	1.75	1.85
Chauffeur de bouilloire, 4ème classe — Boiler fireman required to hold 4th class certificate	1.65	1.75	1.85
Entrepreneur maître-électricien détenteur de la licence « A » ou « B » et travaillant comme salarié (services personnels) — Contracting master electrician working as an employee and holding license "A" or "B" (personal services)	3.50	3.60	3.70
Compagnon-électricien — Electrical journeyman	2.35	2.45	2.55
Ferblantier-compagnon — Tinsmith-journeyman	2.30	2.40	2.50
Compagnon junior — Junior journeyman	2.10	2.20	2.30
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.85	1.95	2.05
Finisseur de plancher en mastic — Mastic floor finisher	1.85	1.95	2.05
Foreur et poudrier et foreur (puis artésiens) — Drill operator, blaster and drill operator (artesian wells)	1.85	1.95	2.05
Forgeron sur chantier — Blacksmith on the job	1.85	1.95	2.05
Gratteur, polisseur et sableur de plancher — Floor scraper, polisher and sander	1.90	2.00	2.10
Journalier — Common worker	1.65	1.75	1.85
Lettreur pour fins commerciales — Commercial letterer	2.00	2.10	2.20
Limeur de scie — Saw filer	2.30	2.40	2.50
Manoeuvre — Labourer	1.75	1.85	1.95
Machiniste — Millwright	1.90	2.00	2.10
Mécanicien en isolation de tuyauterie — Pipe insulation mechanic	1.90	2.00	2.10
Mécanicien en tuyauterie, chauffage et plomberie — Pipe mechanic, steamfitter: Entrepreneur (Service personnels) — Contractor (Personal services)	3.45	3.55	3.65
Compagnon — Journeyman	2.30	2.40	2.50
Compagnon junior — Junior journeyman	2.10	2.20	2.30

*Taux horaires*  
*Hourly rates*  
1/4/64 1/4/65

*Métiers — Trades:*

Mécanicien de machines fixes ou portatives — Engineman stationary or portable.....	\$1.65	\$1.75	\$1.85
Paysagiste — Landscape worker.....	1.70	1.80	1.90
Peintre et peintre doreur — Painter, gilder.....	2.15	2.25	2.35
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte — Asphalt ramming, smoothing and spreading.....	1.65	1.75	1.85
Plâtrier — Plasterer.....	2.15	2.25	2.35
Porteur d'eau — Water carrier.....	1.65	1.75	1.85
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector.....	2.30	2.40	2.50
Poseur de liège (isolation et laine minérale soufflée) — Insulation cork setter, including mineral wool blowing.....	1.90	2.00	2.10
Poseur de brûleurs au gaz ou à l'huile — Gas or oil burner mechanic.....	2.30	2.40	2.50
Poseur de couvre-plancher — Floor covering layer.....	1.90	2.00	2.10
Poseur de plancher en mastic — Mastic floor layer.....	1.90	2.00	2.10
Poseur de tuiles d'asphalte et de terrazzo — Tile, asphalt and terrazzo layer.....	1.90	2.00	2.10
Poseur de marbre — Marble layer.....	1.95	2.05	2.15
Préposé au malaxeur à vapeur ou à gazoline — Steam or gasoline mixer operator.....	1.65	1.75	1.85
Préposé aux sonnettes (bois ou béton) — Pile driver (wood or concrete).....	1.65	1.75	1.85
Préposé aux malaxeurs à l'électricité ou petit malaxeur — Mixer operator (electrical — or small mixer).....	1.65	1.75	1.85
Préposé aux bouilloires — Kettleman.....	1.65	1.75	1.85
Préposé aux grues et pelles mécaniques — Crane operator and power shovel operator.....	1.95	2.05	2.15
Préposé aux compresseurs — Compressor operator.....	1.65	1.75	1.85
Ratasseur d'asphalte — Asphalt raker.....	1.65	1.75	1.85
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité) — Pipe welder (acetylene or electricity).....	2.30	2.40	2.50
Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ème classe — Watchman, also employed as fireman and required to hold a 4th class certificate.....	1.65	1.75	1.85
Travailleur en fer ornemental — Ornamental iron worker.....	1.65	1.75	1.85
Gardien sur chantier à la semaine — Job watchman (per week).....	60.00	65.00	70.00
Vitrier — Glazier.....	1.80	1.90	2.00

*b) Salaires minima des apprentis: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:*

*b) Minimum wages of apprentices: The following minimum wages shall be paid to apprentices in the following trades:*

*Métiers — Trades:*

*Taux horaires*  
*Hourly rates*  
1/4/64 1/4/65

<b>Briqueur-maçon — Bricklayer-mason:</b>			
1ère année — 1st year.....	\$1.25	\$1.35	\$1.45
2ième année — 2nd year.....	1.50	1.60	1.70
3ième année — 3rd year.....	1.75	1.85	1.95
<b>Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner:</b>			
1ère année — 1st year.....	1.20	1.30	1.40
2ième année — 2nd year.....	1.30	1.40	1.50
3ième année — 3rd year.....	1.40	1.50	1.60
4ième année — 4th year.....	1.65	1.75	1.85
<b>Électricien — Electrician:</b>			
1ère année — 1st year.....	1.20	1.30	1.40
2ième année — 2nd year.....	1.30	1.40	1.50
3ième année — 3rd year.....	1.40	1.50	1.60
4ième année — 4th year.....	1.65	1.75	1.85
<b>Travailleur en fer ornemental — Ornamental iron worker:</b>			
1ère année — 1st year.....	1.15	1.25	1.35
2ième année — 2nd year.....	1.20	1.30	1.40
3ième année — 3rd year.....	1.30	1.40	1.50
4ième année — 4th year.....	1.40	1.50	1.60
<b>Lettreur pour fins commerciales — Commercial letterer:</b>			
1ère année — 1st year.....	1.20	1.30	1.40
2ième année — 2nd year.....	1.25	1.35	1.45
3ième année — 3rd year.....	1.40	1.50	1.60
4ième année — 4th year.....	1.50	1.60	1.70
<b>Mécanicien en tuyauterie, ferblantier, plombier — Pipe mechanic, tinsmith, plumber:</b>			
1ère année — 1st year.....	1.20	1.30	1.40
2ième année — 2nd year.....	1.30	1.40	1.50
3ième année — 3rd year.....	1.40	1.50	1.60
4ième année — 4th year.....	1.65	1.75	1.85
<b>Poseur de brûleurs à l'huile ou au gaz — Oil or gas burner mechanic:</b>			
1ère année — 1st year.....	1.50	1.60	1.70
2ième année — 2nd year.....	1.70	1.80	1.90

Taux horaires  
Hourly rates  
1/4/64 1/4/65

Métiers— Trades:			
Poseur de tuiles d'asphalte, terrazzo, marbre et couvre-plancher, finisseur de ciment— Asphalt tile, terrazzo, marble and floor covering layer; cement finisher:			
1ière année — 1st year	\$1.15	\$1.25	\$1.35
2ième année — 2nd year	1.20	1.30	1.40
3ième année — 3rd year	1.30	1.40	1.50
4ième année — 4th year	1.40	1.50	1.60
Peintre — Painter:			
1ière année — 1st year	1.15	1.25	1.35
2ième année — 2nd year	1.20	1.30	1.40
3ième année — 3rd year	1.25	1.35	1.45
4ième année — 4th year	1.35	1.45	1.55
Plâtrier — Plasterer:			
1ière année — 1st year	1.20	1.30	1.40
2ième année — 2nd year	1.30	1.40	1.50
3ième année — 3rd year	1.40	1.50	1.60
Poseur de fer d'armature — Reinforcing steel erector:			
1er semestre — 1st six months	1.75	1.85	1.95
2ième semestre — 2nd six months	2.15	2.25	2.35
Vitrier — Glazier:			
1ière année — 1st year	1.15	1.25	1.35
2ième année — 2nd year	1.20	1.30	1.40
3ième année — 3rd year	1.30	1.40	1.50

Note: Pour fins d'application du décret, 2,000 heures de travail constituent une (1) année d'apprentissage.

9° Le paragraphe « h » de l'article V est remplacé par le suivant:

« h) *Frais de déplacement et repas*: Les frais de déplacement des salariés envoyés en dehors de la municipalité où l'employeur a sa place d'affaires sont à la charge de l'employeur et le salaire du salarié ne doit pas être réduit pour la durée du transport. De plus, le repas du midi est à la charge de l'employeur au taux fixe de \$2.00 du repas, si le salarié n'a pas été averti la veille. »

10° Les paragraphes « a », « b » et « c » de l'article VI sont remplacés par les suivants:

« VI. *Durée du travail*: a) Les heures de travail des salariés assujettis au décret sont réparties entre 7 a.m. et 6 p.m. du lundi au vendredi inclusivement, le tout n'excédant pas une durée maximum régulière de quarante-cinq (45) heures de travail par semaine de cinq (5) jours.

b) Les heures de travail des journaliers sont réparties entre 7 a.m. et 6 p.m. du lundi au vendredi inclusivement, le tout n'excédant pas une durée maximum de cinquante (50) heures par semaine de 5 jours.

c) Les surveillants et les gardiens sur le chantier (jour et nuit) sont employés sur une base maximum hebdomadaire de soixante (60) heures avec limitation de la durée quotidienne de travail à 12 heures. »

11° Le paragraphe « b » de l'article VII est remplacé par le suivant:

« b) Le travail exécuté en cas de nécessité les dimanches, le Premier jour de l'An, le 2 janvier, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, le jour de Noël et le 26 décembre, doit être rémunéré au taux de salaire double, par rapport au taux de salaire effectivement payé. »

12° Le paragraphe « a » de l'article X est remplacé par le suivant:

« X. *Dispositions relatives à l'apprentissage*: a) 1° Aucun apprenti dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ne doit être admis à l'apprentissage avant d'avoir seize (16) ans révolus ou après avoir dépassé vingt-cinq (25) ans, il doit de plus avoir terminé sa 7ème année du cours primaire, et tel apprenti doit fournir au secrétaire du Bureau des Examineurs, une lettre signée par un employeur professionnel du

N.B. For the purposes of the decree, 2,000 hours of work shall constitute one (1) year of apprenticeship.

9. Paragraph "h" of article V is replaced by the following:

« h) *Travelling expenses and meals*: Travelling expenses of employees sent outside the municipality where the employer operates shall be paid by the employer and the employee's wages shall not be reduced for travelling time. The noon meal shall also be paid by the employer, at the rate of \$2.00 per meal, when the employee has not been informed the day before. »

10. Paragraphs "a", "b" and "c" of article VI are replaced by the following:

« VI. *Duration of work*: a) The hours of work of employees governed by the decree are distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. from Monday to Friday inclusive, making a maximum of forty-five (45) hours per week of five (5) days.

b) The hours of work of common workers shall be distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. from Monday to Friday inclusive, making a maximum of fifty (50) hours per week of five (5) days.

c) Watchmen on the job (day and night) may work a maximum of sixty (60) hours per week and of twelve (12) hours per day. »

11. Paragraph "b" of article VII is replaced by the following:

« b) Urgent work executed on Sunday, New Year's Day, January 2, Good Friday, St. John the Baptist Day, Labour Day, Christmas Day and December 26, shall be remunerated at the rate of double time based on the regular rates. »

12. Paragraph "a" of article X is replaced by the following:

« X. *Provisions respecting apprenticeship*: a) 1. No apprentice, in any one of the construction trades may begin his apprenticeship before 16 years of age or after 25, and such apprentice shall give the Secretary of the Board of Examiners a letter signed by a professional employer of the trade which he wishes to learn. In that latter, the professional employer states that he is actually ready to accept the candidate in his

métier qu'il désire apprendre, par laquelle l'employeur professionnel déclare qu'il est actuellement prêt à accepter l'aspirant à son emploi. Une telle lettre n'est pas exigée des apprentis qui fréquentent l'école de la Commission d'Apprentissage de Joliette ou une école d'enseignement spécialisé du district de Joliette, établie en vertu des dispositions de la Loi de l'enseignement spécialisé (S.R.Q. 1941, chapitre 63 et amendements).

2° Cependant, toute personne, âgée de 25 ans à 30 ans qui se présente devant le Bureau des Examineurs du Comité Paritaire pour avoir un certificat d'apprenti, doit fournir un affidavit à l'effet qu'elle a travaillé au moins douze (12) mois pour un employeur professionnel avant d'avoir atteint l'âge de 25 ans.»

13° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « b » de l'article X:

« Tout apprenti doit se soumettre chaque année à un examen devant un Bureau d'Examineurs approprié situé à 175 rue St-Joseph, Joliette et y faire vérifier son carnet d'apprentissage dans lequel son degré de perfectionnement annuel est indiqué et contrôlé. »

14° Les paragraphes « f » et « q » de l'article X sont remplacés par les suivants:

« f) Aucun employeur ou employeur professionnel ne peut faire travailler un apprenti seul et un apprenti ne peut travailler seul à l'exécution de travaux de métier. L'apprenti et le compagnon-junior doivent toujours être accompagné d'un compagnon de leur métier.

« q) Avant de devenir compagnon junior ou sénior, tous les apprentis assujettis au présent décret doivent suivre un cours de perfectionnement d'un (1) an dans leur métier, soit au centre d'apprentissage ou dans une école spécialisée. Un cours du soir sera satisfaisant. Si un métier en particulier n'est pas enseigné dans une école située dans l'arrondissement, cette clause sera sans effet. »

15° L'article XV est remplacé par le suivant:

« XV. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er avril 1966. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie, un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er avril de l'année 1966 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

JACQUES PRÉMONT,

3174-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 903

Section « C »

Québec, le 4 juin 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux postes de service et débit d'essence dans la région de Chicoutimi.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux postes de services et débits d'essence dans la région de Chicoutimi, rendue obligatoire par le décret numéro 1905 du 7 novembre 1962, ont présenté

employ. Such a letter is not required from apprentices attending the apprenticeship school of Joliette or a specialized training school of Joliette District established under the provisions of the Specialized Schools Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 63 and amendments).

2. However, anyone from 25 to 30 years old, who presents himself before the Board of Examiners of the Parity Committee to obtain an apprentice certificate shall produce an affidavit stating that he has worked a minimum of twelve (12) months for a professional employer before having reached 25 years of age."

13. The following sub-paragraph is added to paragraph "b" of article X:

"Every apprentice shall, every year, sit for an examination before the Board of Examiners concerned, 175 St-Joseph Street, Joliette, and have his apprenticeship booklet checked as regards his annual improvement."

14. Paragraphs "f" and "q" of article X are replaced by the following:

"f) No employer or professional employer shall cause an apprentice to work alone, and no apprentice shall not execute trade operations alone. The apprentice and the junior journeyman shall always be accompanied by a journeyman of their trade.

"q) Before becoming senior or junior journeymen, all apprentices governed by this decree shall follow a refresher course of one (1) years in their trade, either at the Centre or in a specialized school. An evening course shall be satisfactory. Should a trade in particular not be taught in a school situated in the vicinity, this clause shall not apply."

15. Article XV is replaced by the following:

"XV. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until April 1, 1966. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before April 1 of the year 1966 or of any subsequent year. Such a notice shall also be given to the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT,

3174-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 903

Section "C"

Quebec, June 4, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to service stations and gasoline stations in the district of Chicoutimi.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to service stations and gasoline stations in the district of Chicoutimi, rendered obligatory by the decree No. 1905 of November 7, 1962, have petitioned the Minister of Labour

au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil des modifications audit décret.

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 mars 1963;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1905, soit modifié comme suit:

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 18:

« Les parties contractantes pourront soumettre de temps à autre au Comité paritaire, pour chaque municipalité assujettis, les noms de certains postes de service et débits d'essence qui pourront assumer, par voie de rotation ou autrement, les services d'urgence durant les heures non ouvrables. »

JACQUES PRÉMONT,

3174-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 903

Section « D »

Québec, le 4 juin 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au 12 juillet 1963.

JACQUES PRÉMONT,

3174-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 904

Section « C »

Québec, 4 juin 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement du Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au détail à Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire du Commerce de l'alimentation au détail à Québec, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 217 du 12 février 1963, section « G », soit amendé en remplaçant l'avant dernier alinéa de l'article 2, (mode de perception) commençant par les mots « Les cotisations sont payables . . . » par les alinéas suivants:

« Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable. Les cotisations sont payables entre le 1er et le 10 du mois suivant celui pour lequel elles sont exigibles.

to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 23, 1963;

WHEREAS the objection made has been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, No. 1905, be amended as follows:

The following sub-paragraph is added to article 18:

"The contracting parties may, from time to time, submit to the Parity Committee, for each municipality governed, the names of some service and gasoline stations, that will render by rotation or otherwise the required urgent services outside the working hours."

JACQUES PRÉMONT,

3174-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 903

Section "D"

Québec, June 4, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the duration of the decree relating to the printing trades in the region of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 3088 of August 7, 1946 and amendments, relating to the printing trades in the region of Montreal, be again extended until July 12, 1963.

JACQUES PRÉMONT,

3174-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 904

Section "C"

Québec, June 4, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the levy by-law of the Retail food trade Parity Committee of Québec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the levy by-law of the Retail Food Trade Parity Committee of Québec, approved by Order in Council number 217 of February 12, 1963, section "G", be amended by replacing the last but one sub-paragraph of article 2, (Mode of collection) beginning with the words "Assessments shall be paid . . ." by the following sub-paragraphs:

"The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice. The assessments are payable between the 1st and the 10th of the month following the one for which they are requirable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire. »

JACQUES PRÉMONT,  
3174-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 902

Québec, le 4 juin 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement de la maison Delisle, située à Deschambault.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des Affaires culturelles:

QUE soit approuvé le classement comme monument historique, fait par résolution de la Commission des Monuments historiques, en date du 26 avril 1943, du consentement du propriétaire, de la maison Delisle située à Deschambault, sur le lot numéro vingt-trois (23) du cadastre de Deschambault, comté de Portneuf.

QUE le présent décret soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et ait force de loi à compter de sa publication.

JACQUES PRÉMONT,  
3211-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay his assessments or to give the necessary information, he will be given five (5) days notice to fulfill his obligations towards the Parity Committee."

JACQUES PRÉMONT,  
3174-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 902

Quebec, June 4, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of "Maison Delisle", situated at Deschambault.

IT HAS BEEN ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the classification as a historic monument, made by a resolution of the Historic Monuments Commission, on April 26, 1963, with the consent of the proprietor, of the "Maison Delisle", situated at Deschambault, on lot number twenty-three (23) in the cadaster of Deschambault, county of Portneuf, be approved.

THAT the present decree be published in the *Quebec Official Gazette* and have the force of law from and after its publication.

JACQUES PRÉMONT,  
3211 Associate Clerk of the Executive Council.

**Avis divers**

**Société Saint-Jean-Baptiste Locale  
de Les Vieilles Forges**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 5 avril 1963, émis un certificat constituant en corporation la « Société Saint-Jean-Baptiste Locale de Les Vieilles Forges », dont le siège social est situé en la paroisse de Saint-Michel-des-Forges, district judiciaire de Trois-Rivières, et ce, conformément aux dispositions des articles 15 et suivants de la Loi concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapitre 161.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,  
RAYMOND DOUVILLE.

3181-o 27-63

**Les Chevaliers de Colomb  
de Contrecoeur (Conseil 2848)**

Le « Conseil Contrecoeur No 2848 des Chevaliers de Colomb », des Chevaliers de Colomb de Contrecoeur, comté de Verchères, donne avis par les présents qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le Grand Chevalier,  
LAURIER QUINTAL.  
Le Secrétaire Archiviste,  
URBAIN GENDRON.

3208-o

**Ville Les Saules**

Règlement No 57

à l'effet de porter la durée du mandat du maire et des échevins à trois ans

**Miscellaneous notices**

**Société Saint-Jean-Baptiste Locale  
de Les Vieilles Forges**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 5, 1963, issued a certificate incorporating the "Société Saint-Jean-Baptiste Locale de Les Vieilles Forges" whose head office is situated in the parish of Saint-Michel-des-Forges, judicial district of Trois-Rivières, and such, pursuant to the provisions of sections 15 and following of the act concerning the Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapter 161.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 24, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
Assistant Secretary of the Province.

3181 27-63

**Knights of Columbus  
of Contrecoeur (Council 2848)**

The "Council Contrecoeur No. 2848 of Knights of Columbus", of Contrecoeur, county of Verchères, hereby gives notice that its head office is located at the above-mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from April 22, 1953.

LAURIER QUINTAL,  
Grand Knight.  
URBAIN GENDRON,  
Recording-Secretary.

3208

**Town of Les Saules**

By-law No. 57

for the purpose of having the mandate of the mayor and aldermen extended to three years

**Article 1.** — Les mots « corporation », « municipalité » et « conseil » ont le sens qui leur est attribué dans le présent article, à savoir:

- a) le mot « corporation » désigne la corporation municipale de ville Les Saules;
- b) le mot « municipalité » désigne la municipalité de Ville Les Saules;
- c) le mot « conseil » désigne le conseil municipal de la corporation de Ville Les Saules;

**Article 2.** — Ce conseil décrète par les présentes que dorénavant la durée du mandat de son honneur le Maire et de Messieurs les échevins est de trois (3) ans, et ce à compter des prochaines élections;

**Article 3.** — Le présent règlement entrera en vigueur à la première élection générale qui suivra l'approbation dudit règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil;

**Article 4.** — Le présent règlement sera promulgué conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes du Québec ch. 233 S.R.Q. 1941;

Adopté à Ville Les Saules ce 18e jour de février 1963.

Approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 28e jour de mai 1963.

*Le Maire de ville Les Saules,*  
**ARMAND BOIS,**  
*Le Greffier.*  
**GEORGES-HENRI LÉGARÉ.**

Avis donné à Québec ce 10 juin 1963.

*Le Procureur de la corporation,*  
**GUY PINSONNAULT, avocat.**  
 3209-o

**Article 1.** — The words "corporation", "municipality" and "council" have the exact meaning as is attributed to them in the present article, of wit:

- a) the word "corporation" designates the municipal corporation of the town of "Les Saules";
- b) the word "municipality" designates the municipality of the town of "Les Saules";
- c) the word "council" designates the municipal council of the corporation of the town of "Les Saules";

**Article 2.** — This council enacts by these presents that hereinafter the duration of the mandate of His Honour, the Mayor and Messrs the Aldermen is of three (3) years, and this as from the time of the next elections;

**Article 3.** — The present by-law shall enter into force at the first general election following the approval of the said by-law by the Lieutenant-Governor in Council;

**Article 4.** — The present by-law shall be promulgated in conformity with the provisions of the Cities and Towns Act of Quebec, chap. 233, R.S.Q. 1941;

Adopted at town of Les Saules this 18th day of February, 1963.

Approved by the Lieutenant-Governor on the 28th day of May, 1963.

*ARMAND BOIS,*  
*Mayor of the town of Les Saules.*  
**GEORGES-HENRI LÉGARÉ,**  
*Town Clerk.*

Notice given at Québec on June 10, 1963.

*GUY PINSONNAULT, advocate,*  
*Attorney for the Corporation.*  
 3209

## Chartes — Abandon de

### G.B.S. Realities Inc.

Avis est par les présentes donné que « G.B.S. Realities Inc. », ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 24ième jour de mai 1963.

*Les Procureurs de la requérante,*  
**STEIN & STEIN.**  
 3175-o

### St-Jacques Automobile Limitée

Avis est donné que « St-Jacques Automobile Limitée », de Drummondville, fera une requête à l'Honorable Secrétaire de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Drummondville, Province de Québec, ce 5eième jour de juin 1963.

*Le Procureur de la requérante,*  
**ME MARCEL MARIER, C.R.**  
 3176-o

### Joseph Allyson, Limitée

Prenez avis que « Joseph Allyson, Limitée », une corporation ayant son bureau principal à St-Léonard d'Aston, district de Nicolet, demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

*Le Notaire,*  
**JEAN-EUDES ROY.**  
 3193-o

## Charters — Surrender of

### G.B.S. Realities Inc.

Notice is hereby given that "G.B.S. Realities Inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 24th day of May, 1963.

*STEIN & STEIN,*  
*Attorneys for the petitioner.*  
 3175-o

### St-Jacques Automobile Limitée

Notice is hereby given that "St-Jacques Automobile Limitée", of Drummondville, will make an application to the Honourable the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Drummondville, Province of Quebec, this 5th day of June 1963.

*ME MARCEL MARIER, Q.C.,*  
*Attorney for the petitioner.*  
 3176-o

### Joseph Allyson, Limitée

Notice is hereby given that "Joseph Allyson, Limitée", a corporation having its head office at St-Léonard d'Aston, district of Nicolet, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

*JEAN-EUDES ROY,*  
*Notary.*  
 3193-o

**F.D.R. Inc.**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « F.D.R. Inc. », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Montréal, ce 21<sup>e</sup> jour de mai 1963.

3210-o

*Le Président,*  
FRANK DE RICE.

**F.D.R. Inc.**

Notice is hereby given that "F.D.R. Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, would apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, this 21st day of May, 1963.

3210-o

FRANK DE RICE,  
*President.*

---

**Divers  
Compagnies**


---

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux  
de St-Boniface de Shawinigan**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 3 mai 1963, approuvé les règlements généraux de « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Boniface de Shawinigan », et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8<sup>e</sup> mai 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
3164-o 113-61

**L'Association des Anciens et Nouveaux  
Élèves de l'Institut Français Évangélique  
de la Pointe-aux-Trembles Inc.**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 4 juin 1963, approuvé les règlements généraux de « L'Association des Anciens et Nouveaux Élèves de l'Institut Français Évangélique de la Pointe-aux-Trembles Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 juin 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
3167-o 13617-61

**Elite Business Investment Corp.**
**Règlement No 23**

« 1. Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois (3) à quatre (4), de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quatre (4) directeurs.

2. Quatre directeurs, c'est-à-dire, tous les directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à celui sont par les présentes amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Certifié copie conforme du règlement No 23 de « Elite Business Investment Corp. », lequel a été dûment décrété à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie dûment tenue le 3<sup>e</sup> jour de mai 1963, et a été subséquemment confirmé par le vote unanime de tous les action-

---

**Miscellaneous  
Companies**


---

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux  
de St-Boniface de Shawinigan**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on May 3, 1963, approved the general by-laws of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Boniface de Shawinigan", and such, pursuant to the provisions of section 8 of the Amusement Clubs Act and of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 8, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
3164 113-61

**L'Association des Anciens et Nouveaux  
Élèves de l'Institut Français Évangélique  
de la Pointe-aux-Trembles Inc.**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the June 4, 1963, approved the general by-laws of "L'Association des Anciens et Nouveaux Élèves de l'Institut Français Évangélique de la Pointe-aux-Trembles Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225a, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 6, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
3167 13617-61

**Elite Business Investment Corp.**
**By-law No. 23**

"1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4), so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors.

2. Four directors, that is, all the directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith, are hereby amended, modified, and revised in order to give effect to this by-law."

Certified to be a true copy of by-law No. 23 of "Elite Business Investment Corp.", which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the company duly held on the 3<sup>rd</sup> day of May, 1963, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders

naires de la compagnie présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 3e jour de mai 1963.

*Le Secrétaire,*  
SYLVIA RASMINSKY.  
12531-62

3168

of the company present or represented at a special general meeting of the shareholders held on the 3rd day of May, 1963.

SYLVIA RASMINSKY,  
*Secretary.*  
12531-62

3168-o

**Les Grands Ballets Canadiens**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 30 mai 1963, approuvé les règlements généraux de « Les Grands Ballets Canadiens », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 juin 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
10756-57

3169-o

**Les Grands Ballets Canadiens**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on May 30, 1963, approved the general by-laws of "Les Grands Ballets Canadiens", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on June 6, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
10756-57

3169

**Les Grands Ballets Canadiens**

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés par les membres le 6 février 1962, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de cinq à quinze:

15. *Nombre.* « Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de direction composé de quinze membres. »

Certifié vraie copie.

*Le Secrétaire,*  
MAURICE MERCURE.  
10756-57

3169-o

**Les Grands Ballets Canadiens**

Extract from the general by-laws of the above-mentioned corporation, as adopted by the members on February 6, 1962, concerning the increasing of the number of directors from five to fifteen:

15. *Number.* "The affairs of the corporation will be managed by a board of directors composed of fifteen members."

Certified true copy.

MAURICE MERCURE,  
*Secretary.*  
10756-57

3169

**Institut St-Michel La Chesnaie Inc.**

Extrait du règlement No 1 (1962) (règlements généraux) de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les membres le 17 septembre 1962, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à dix:

*Le bureau de direction.*—14° *Nombre.*—« Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de direction composé de dix (10) membres. »

Certifié vraie copie.

*Le Secrétaire,*  
LAURENT-PAUL GENDRON, ptre.  
13865-58

3170-o

**Institut St-Michel La Chesnaie Inc.**

Excerpt from by-law No. 1 (1962) (general by-laws) of the above mentioned corporation as adopted by the directors and approved by the members on September 17, 1962, concerning the increase in the number of the directors from three to ten:

*Board of directors.*—14. *Number.*—"The affairs of the corporation shall be administered by a board of directors composed of ten (10) members."

Certified true copy.

LAURENT-PAUL GENDRON, priest,  
*Secretary.*  
13865-58

3170

**Institut St-Michel La Chesnaie Inc.**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 4 juin 1963, approuvé le règlement No 1 (1962) (règlements généraux) de l'« Institut St-Michel La Chesnaie Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 juin 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
13865-58

3170-o

**Institut St-Michel La Chesnaie Inc.**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on June 4, 1963, approved by-law No. 1 (1962) (general by-laws) of the "Institut St-Michel La Chesnaie Inc.", and such pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 6, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
13865-58

3170

**Paul L'Anglais Inc.**

Amendement au règlement No III de la compagnie ci-haut mentionnée, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 1er mai 1963, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de sept à onze.

« Sur proposition dûment faite et dûment secondée, il est unanimement résolu:

**Paul L'Anglais Inc.**

Amendment to the by-law No. III of the above mentioned company as adopted by the directors and approved by the shareholders on May 1st, 1963, concerning the increase in the number of the directors from seven to eleven.

"Upon the proposition duly made and duly seconded, it is unanimously resolved:

Que l'article 1 du règlement No III des règlements de la compagnie soit annulé et remplacé par le suivant:

1. *Nombre*: Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil d'administration composé de onze membres.»

Certifié vraie copie.

*Le Secrétaire,*  
GEORGES ARPIN.

3171-o

13907-60

### St-Jérôme Auto Electric Limitée

#### *Nouveau règlement 3A*

(concernant la réduction du nombre des directeurs de cinq à trois).

« Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de trois directeurs, lesquels lors de leur nomination et durant tout le terme de leur office devront être actionnaires pour au moins une action entièrement payée de la compagnie. »

Je soussigné, Raymond R. Côté, secrétaire-trésorier de « St-Jérôme Auto Electric Limitée », certifie que le règlement portant le numéro 3G (cinq directeurs) a été changé au numéro 3A (3 directeurs) et que ce changement a été adopté à une assemblée spéciale des actionnaires de la compagnie, tenue le 27 novembre 1962, au siège social de la compagnie.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
R. R. CÔTÉ.

3177-o

5577-49

### Marclab Limitée

#### *Règlement No 26*

(tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 31 août 1962, concernant l'augmentation du nombre des directeurs).

« Le règlement no 3, article (a) stipule que les affaires de la compagnie sont administrées par trois (3) directeurs. Il devient opportun que le conseil d'administration soit dorénavant composé de cinq (5) directeurs. À cet effet, le règlement No 26 est rédigé comme suit:

Les affaires de la compagnie sont conduites par un conseil d'administration composé de cinq (5) actionnaires. Le quorum aux assemblées du conseil est de trois administrateurs.»

Certifié vraie copie.

*Le Secrétaire,*  
MME EMMA DUPRÉ.

3182-o

12110-61

### Walsh-Quebec-Construction Company Limited

#### *Règlement No 5*

(étant un règlement augmentant le nombre des directeurs de la compagnie).

« Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de cinq (5) à sept (7) de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de sept (7) directeurs, dont trois (3) formeront quorum aux assemblées des directeurs.

Certifié copie conforme.

Témoin, le sceau corporatif.  
Montréal, P.Q., 22 avril 1963.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
R. J. CARLTON.

3199

10286-60

That section 1 of by-law No. III of the by-laws of the company be cancelled and replaced by the following:

1. *Number*: The affairs of the company shall be administered by an administration council composed of eleven members.»

Certified true copy.

GEORGES ARPIN,  
*Secretary.*

3171

13907-60

### St-Jérôme Auto Electric Limitée

#### *New by-law 3A*

(concerning the reducing of the number of directors from five to three).

“The affairs of the company will be managed by a board of three directors, who, at the time of their nomination and during their entire term of office, must be shareholders of at least one entirely paid share of the company.”

I, the undersigned, Raymond R. Côté, secretary-treasurer of “St-Jérôme Auto Electric Limitée”, do hereby certify that the by-law bearing number 3G (five directors) has been changed to number 3A (3 Directors), and that this change was adopted at a special meeting of the shareholders of the company held on November 27, 1962, at the head office of the company.

R. R. CÔTÉ,  
*Secretary-Treasurer.*

3177

5577-49

### Marclab Limitée

#### *By-law No. 26*

(as adopted by the directors and approved by the shareholders on August 31, 1962, concerning the increasing of the number of directors).

“The by-law No. 3, section (a) stipulates that the affairs of the company be managed by three (3) directors. It is expedient that the board of directors be, henceforth, composed of five (5) directors. For this purpose, the by-law No. 26 be altered as follows:

The affairs of the company are managed by a board of directors composed of five (5) shareholders. The quorum at meetings of the council is three directors.”

Certified true copy.

MRS. EMMA DUPRÉ,  
*Secretary.*

3182\*

12110-61

### Walsh-Quebec-Construction Company Limited

#### *By-law No. 5*

(being a by-law increasing the number of directors of the company.)

“The number of the directors of the company be and the same is hereby increased from five (5) to seven (7) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of seven (7) directors, of whom three (3) shall constitute a quorum for directors' meetings.”

Certified true copy.

Witness the Corporate Seal.  
Montreal, P.Q., April 22, 1963.

(Seal)

R. J. CARLTON,  
*Secretary.*

3199-o

10286-60

**Les Amis de l'Esprit Nouveau**

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés par les directeurs et approuvés par les membres le 15 avril 1963, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de six à sept:

Le bureau de direction. — 13° Nombre. « Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de direction de sept (7) membres. »  
Certifié vraie copie.

*Le Secrétaire,*  
JACQUES MARTEAUX.  
15155-61

3200-o

**Les Amis de l'Esprit Nouveau**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 4 juin 1963, approuvé les règlements généraux de « Les Amis de l'Esprit Nouveau », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10 juin 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
15155-61

3200-o

**Best Ever Food Products Ltd.**

*Règlement spécial « A »*

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme étant le règlement spécial « A », ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre;

2° Que l'article III (a) des règlements soit et il est, par les présentes, amendé, de manière à se conformer au précédent. »

Je certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme du règlement spécial « A » passé à une assemblée des directeurs de « Best Ever Food Products Ltd. », le 15 février 1963, et subséquemment sanctionné à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie tenue le 15e jour de février 1963, à laquelle tous les actionnaires étaient présents.

*Le Secrétaire,*  
HYMAN LITVACK.  
12803-62

3201

**Les Éditions Bel-Aire Inc.**

Sur proposition dûment faite et secondée, le règlement suivant fut adopté comme règlement numéro 4-A de la compagnie.

*Règlement 4-A*

« Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de quatre (4) directeurs, et le règlement numéro 4 est amendé et remplacé en conséquence. »

Certifiée copie véritable du règlement numéro 4-A de la compagnie passé par les directeurs, à leur assemblée tenue le 20ième jour de mars 1963, et approuvé par les actionnaires, à leur assemblée tenue le même jour.

*Le Secrétaire,*  
NORBERT DUBOIS.  
14071-62

3202-o

**The Martinique Motor Inn Ltd.**

(un règlement qui augmente le nombre des directeurs.)

« Il a été proposé, secondé et résolu à l'unanimité:

**Les Amis de l'Esprit Nouveau**

Extract from the general by-laws of the above mentioned corporation, as adopted by the directors and approved by the members on April 15, 1963, concerning an increasing in the number of directors from six to seven;

The board of directors. — 13. Number. "The affairs of the company shall be managed by a board of directors of seven (7) members."  
Certified true copy.

JACQUES MARTEAUX,  
*Secretary.*  
15155-61

3200

**Les Amis de l'Esprit Nouveau**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on June 4, 1963, approved the general by-laws of "Les Amis de l'Esprit Nouveau", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 10, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
15155-61

3200

**Best Ever Food Products Ltd.**

*Special by-law "A"*

"Be it enacted and it is hereby enacted as special by-law "A" as follows:

1. The number of the directors of the company be and it is hereby increased from three to four;

2. That section III (a) of the by-laws be and it is hereby amended to accord with the foregoing."

I hereby certify the foregoing to be a true copy of special by-law "A" passed at a meeting of directors of "Best Ever Food Products Ltd.", on February 15, 1963, and subsequently unanimously sanctioned at a special general meeting of shareholders of the said company held on the 15th day of February, 1963, at which all shareholders were present.

HYMAN LITVACK,  
*Secretary.*  
12803-62

3201-o

**Les Éditions Bel-Aire Inc.**

Upon a proposition duly made and seconded, the following by-law was adopted as by-law number 4-A of the company.

*By-law 4-A*

"The affairs of the company shall be administered by a board of directors composed of four (4) directors, and the by-law number 4, is amended and therefore replaced."

Certified true copy of by-law number 4-A of the company passed by the directors, at their meeting held on the 20th day of March, 1963, and approved by the shareholders, at their meeting held on the day.

NORBERT DUBOIS,  
*Secretary.*  
14071-62

3202

**The Martinique Motor Inn Ltd.**

(by-law to increase the number of directors).

"It was moved, seconded and unanimously resolved:

Que conformément à l'article 84 de la Loi des compagnies de Québec, le nombre des directeurs de « The Martinique Motor Inn Ltd. », soit augmenté de quatre directeurs à sept directeurs, et que le règlement No 3a des règlements de la compagnie soit amendé partiellement pour se lire comme suit:

Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil de sept directeurs. »

Copie conforme certifiée.

Montréal, 27 mai 1963.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
LAWRENCE MARKS.

3203

1279-63

That in accordance with section 84 of The Quebec Companies' Act, the number of directors of "The Martinique Motor Inn Ltd.", be increased from four directors to seven directors, and that by-law No 3a of the company's by-laws shall be amended in part to read as follows:

The affairs of the company shall be managed by a board of seven directors."

Certified true copy.

Montreal, May 27, 1963.

LAWRENCE MARKS,  
*Secretary-Treasurer.*

3203-o

1279-63

### O. Chalifour, Incorporée

#### Règlement numéro 5

« Il est dûment proposé et accepté que le nombre des directeurs qui était de cinq soit maintenant de quatre seulement ».

Ce même règlement No 5 a été dûment proposé et accepté par la totalité des actionnaires présents détenant 100% des 120 actions à la 53e assemblée des actionnaires tenue le 22 avril 1963.

*Le Secrétaire,*  
Mme ALBANIE PARÉ MORIN.

3216-o

424-19

### O. Chalifour, Incorporée

#### By-law number 5

"It is duly proposed and accepted that the number of directors which was five be presently four only.

This same by-law No 5 was proposed and accepted by the totality of shareholders present holding amongst themselves 100% of the 120 shares at the 53rd meeting of the shareholders held on April 22, 1963.

Mrs. ALBANIE PARÉ MORIN,  
*Secretary.*

3216

424-19

## Sièges sociaux

### Les Uniformes Québécois Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Les Uniformes Québécois Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 30e jour de janvier 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 905, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 5e jour de juin 1963.

*Le Secrétaire,*  
CLAUDE-ARMAND SHEPPARD.

3166

## Head Offices

### Les Uniformes Québécois Inc.

Notice is hereby given that "Les Uniformes Québécois Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 30th day of January, 1963, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at room 905, 132, St. James Street West, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 5th day of June, 1963.

CLAUDE-ARMAND SHEPPARD,  
*Secretary.*

3166-o

### Hôtel de la Roche Pleureuse Ltée

Avis est donné que la compagnie « Hôtel de la Roche Pleureuse Ltée », constituée en corporation par lettres-patentes de la province de Québec en date du 6 mars 1963 et ayant son siège social à l'Îles aux Coudres, comté de Charlevoix, y a établi son bureau d'affaires.

À compter du présent avis, ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, le 20 mai 1963.

*Le Président de la compagnie,*  
GERMAINE DUFOR.

3178-o

### Hôtel de la Roche Pleureuse Ltée

Notice is hereby given that the company "Hôtel de la Roche Pleureuse Ltée", incorporated by letters patent of the province of Quebec dated March 6, 1963 and having its head-office in l'Îles aux Coudres, County of Charlevoix has established there its main office.

From and after the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Given at Quebec, this May 20, 1963.

GERMAINE DUFOR,  
*President of the company.*

3178-o

### Kredl Roofing Corporation

#### Règlement No 27

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme le règlement No 27 de « Kredl Roofing Corporation », que la situation du siège social de la com-

### Kredl Roofing Corporation

#### By-law No. 27

"Be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. 27 of "Kredl Roofing Corporation", that the location of the head office of the com-

pany soit changé de 8205, avenue Durocher, en la cité de Montréal, à 8765, Crescent 2, Anjou, Montréal 5, Québec. »

Certifié copie conforme d'un règlement décrété par les directeurs de « Kredl Roofing Corporation », le 19e jour d'avril 1963, et approuvé par au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale des actionnaires de « Kredl Roofing Corporation », convoquée pour étudier ledit règlement et tenue le 19e jour d'avril 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*  
WILLIAM MCKISSOCK.  
10854-55

3179

**Arnaud Acceptance Corporation**

Avis est donné que la compagnie « Arnaud Acceptance Corporation », constitué en corporation par lettres patentes en date du 7 mai, 1963 et ayant son bureau principal à la cité des Sept-Iles, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 402, Avenue Laure à Sept-Iles.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, le 5 juin 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*  
CHARLES H. BOLDUC.  
3185-0

3185-0

**Omark Industries (Eastern) Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Omark Industries (Eastern) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 juin 1944 et ayant son siège social en la cité de Montréal, a changé son adresse de 725 ouest, rue St-Antoine, où le bureau était situé jusqu'à aujourd'hui, à chambre 700, édifice de la Banque Royale du Canada, Place Ville Marie.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 3e jour de juin 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*  
T. H. MONTGOMERY.  
3186

3186

**Stephens Estate Realities Ltd.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Stephens Estate Realities Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 2 juin 1919 et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 233 ouest, rue Notre-Dame, a transporté à 355 ouest, rue St-Jacques, chambre 500, Montréal, 1 Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, 21 mai 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*  
VICTOR HOUGHTON.  
3187

3187

**Snowdon Mining and Explorations Limited  
(No Personal Liability)**

Avis est donné que « Snowdon Mining and Explorations Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec en date du 13 décembre 1957, a établi son siège social à 4771, avenue Lacombe, Montréal, province de Québec.

7 juin 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*  
R. INGRAM, M.D.  
3188

3188

pany", be changed from 8205, Durocher Avenue, in the city of Montreal, to 8765, Crescent 2, Anjou, Montreal, 5, Quebec."

Certified a true copy of a by-law enacted by the directors of "Kredl Roofing Corporation", on the 19th day of April, 1963, and approved by at least two-thirds in value of the shares represented at a special general meeting of the shareholders of "Kredl Roofing Corporation", called for considering the said by-law and held on the 19th day of April, 1963.

(Seal) *WILLIAM MCKISSOCK,*  
*Secretary.*  
10854-55

3179-0

**Arnaud Acceptance Corporation**

Notice is hereby given that the company "Arnaud Acceptance Corporation", incorporated by letters patent dated 7th May, 1963, and having its head office at the city of Sept-Iles, has established its office at number 402, Laure Avenue, Sept-Iles.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, June 5, 1963.

(Seal) *CHARLES H. BOLDUC,*  
*Secretary.*  
3185-0

3185-0

**Omark Industries (Eastern) Ltd.**

Notice is hereby given that "Omark Industries (Eastern) Ltd.", incorporated by letters patent dated June 30, 1944 and having its Head Office in the City of Montreal, has changed its address from 725, St. Antoine Street West, where its office was situated up to today, to Room 700, The Royal Bank of Canada Building, Place Ville Marie.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 3rd day of June 1963.

(Seal) *T. H. MONTGOMERY,*  
*Secretary.*  
3186-0

3186-0

**Stephens Estate Realities Ltd.**

Notice is hereby given that "Stephens Estate Realities Ltd.", incorporated by letters patent dated June 2, 1919 and having its head office in the city of Montreal at 233, Notre Dame St. West, has moved it to 355, St. James St. West, Room 500, Montreal 1, Que.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, May 21, 1963.

(Seal) *VICTOR HOUGHTON,*  
*Secretary.*  
3187-0

3187-0

**Snowdon Mining and Explorations Limited  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Snowdon Mining and Explorations Limited" (No Personal Liability), incorporated under the Quebec Mining Companies Act under date of December 13, 1957, has established its head office at 4771 Lacombe Avenue, Montreal, Province of Quebec.

June 7, 1963.

(Seal) *R. INGRAM, M.D.,*  
*Secretary-Treasurer.*  
3188-0

3188-0

**U.M. & M. Financial of Canada Ltd.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « U.M. & M. Financial of Canada Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 19e jour d'avril 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1172 ouest, rue Sherbrooke, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, 28 mai 1963.

3192

*Le Secrétaire,*  
PHILIP H. KIRSHEN.

**Langelier-Valiquette Ltée**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Langelier-Valiquette Ltée », constituée en corporation par lettres patentes émises le 14 février 1963 en vertu de la Loi des compagnies de Québec, a établi son siège social à 510 est, rue Sainte-Catherine, Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 13e jour de mai 1963.

(Sceau)

3194-o

*Le Secrétaire,*  
(Signé) J. P. LÉO BENOIT.

**Seven Up Valleyfield Limitée**

Avis est donné que la compagnie « Seven Up Valleyfield Limitée », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 31e jour d'octobre 1962, aura sa principale place d'affaires à Valleyfield, au No 190, de la rue Bissonnette.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Tracy, le 7 juin 1963.

3195-o

*Le Président,*  
LUCIEN COURNOYER.

**Walsh-Quebec-Construction Company Limited***Règlement No 6*

(un règlement changeant le siège social de la compagnie).

« Le siège social de la compagnie soit et il est par les présentes changé de la cité de St. Lambert, Québec, à la cité de Montréal, Québec. »

Certifié copie conforme.

Témoin, le sceau corporatif.

Montréal, P.Q., 22 avril 1963.

(Sceau)

3199

*Le Secrétaire,*  
R. J. CARLTON.  
10286-60

**Girard & Fils Ltée  
Girard & Sons Ltd.***Règlement numéro 6*

« Il est décrété que le siège social de la compagnie « Girard & Fils Ltée — Girard & Sons Ltd. », qui est à St-Grégoire de Montmorency soit transféré et qu'à l'avenir il soit situé dans la cité de Québec, au numéro 385, de la rue Dupuy. »

**U.M. & M. Financial of Canada Ltd.**

Notice is hereby given that "U.M. & M. Financial of Canada Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 19th day of April, 1963, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 1172, Sherbrooke Street West in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, May 28, 1963.

3192-o

PHILIP H. KIRSHEN,  
*Secretary.*

**Langelier-Valiquette Ltée**

Notice is hereby given that "Langelier-Valiquette Ltd.", incorporated by letters patent issued on February 14, 1963, under the Quebec Companies Act, has established its head office at 510, St. Catherine St. East, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 13th day of May 1963.

(Seal)

3194-o

(Signed) J. P. LÉO BENOIT,  
*Secretary.*

**Seven Up Valleyfield Limitée**

Notice is hereby given that "Seven Up Valleyfield Limitée", company incorporated by letters patent issued under the Part one of the Quebec Companies Act, on the 31st day of October 1962, has its head office at Valleyfield, No. 190, Bissonnette Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at Tracy, June 7, 1963.

3195-o

LUCIEN COURNOYER,  
*President.*

**Walsh-Quebec-Construction Company Limited***By-law No. 6*

(a by-law changing the head office of the company).

"The head office of the company be and the same is hereby changed from the city of St. Lambert, Quebec, to the city of Montreal, Quebec."

Certified true copy.

Witness the Corporate Seal.

Montreal, P.Q. April 22, 1963.

(Seal)

3199-o

R. J. CARLTON,  
*Secretary.*  
10286-60

**Girard & Fils Ltée  
Girard & Sons Ltd.***By-law number 6*

"It is enacted that the head office of the company "Girard & Fils Ltée — Girard & Sons Ltd.", which is at St-Grégoire de Montmorency be transferred and that in future it be situated in the city of Québec, at number 385, Dupuy St."

Je soussigné, Léopold Girard, secrétaire de « Girard & Fils Ltée — Girard & Sons Ltd. », certifie par les présentes que le règlement dont la copie précède a été accepté par les directeurs de « Girard & Fils Ltée — Girard & Sons Ltd. », le 10 mai 1963 à 10 heures a.m. et a été approuvé à l'unanimité par tous les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le 10 mai 1963 à 2 heures p.m..

*Le Secrétaire,*  
L. GIRARD.  
4401-46

3204-0

**Shefford Finance Inc.**

*Règlement No 3*

*Changement de bureau principal*

« Le bureau principal de la compagnie « Shefford Finance Inc. », est transporté de 9 rue Dufferin à Granby où il était auparavant à West Shefford, localité située près de Granby où il n'y a ni numéro ni nom de rue. »

Copie certifiée du règlement numéro trois dûment adopté à une assemblée tenue par les directeurs le 21e jour de mai 1963 et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le même jour.

Tous les directeurs étaient présents à l'assemblée du bureau de direction et tous les actionnaires sans exception étaient présents à l'assemblée des actionnaires.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
GUY LAROCHELLE.  
849-63

3205-0

**Advanced Food Products Ltd.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie, « Advanced Food Products Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 16e jour de mai 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 905, 132, ouest, rue St-Jacques, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 11e jour de juin 1963.

(Sceau)  
3212

*Le Secrétaire,*  
IRVING SEGAL.

**Centre Jacques Pâquet Inc.**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Centre Jacques Pâquet Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 14 janvier 1963 et ayant son bureau principal dans la ville de Ste-Geneviève, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 15731, rue Pierrefonds, dans ladite ville.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Ste-Geneviève ce 11ième jour de juin 1963.

*Le Président,*  
JACQUES PÂQUET.

3213-0

**Hermann Fortier Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Hermann Fortier Inc. », constituée en corporation suivant la Loi des Compagnies du Québec, en date du 15 mars 1933, (lettres patentes supplémentaires

I, the undersigned, Léopold Girard, secretary of "Girard & Fils Ltée — Girard & Sons Ltd.", certify by these present that the by-law, copy of which has gone before, has been accepted by the directors of "Girard & Fils Ltée — Girard & Sons Ltd.", on May 10, 1963 at 10:00 o'clock a.m. and has been unanimously approved by all the shareholders present at a special meeting convened for this purpose and held on May 10, 1963, at 2:00 o'clock p.m.,

L. GIRARD,  
*Secretary.*  
4401-46

3204

**Shefford Finance Inc.**

*By-law No. 3*

*Change of head office*

"The head office of the company "Shefford Finance Inc.", is transferred from 9 Dufferin St., to Granby where it was formerly at West Shefford, locality situated near Granby where there is neither number nor street name."

Certified copy of by-law number three duly adopted at a meeting held by the directors on the 21st day of May, 1963, and approved unanimously at a special general meeting of the shareholders of the company held on the same day.

All the directors wereof present at the meeting of the board of directors and all the shareholders without exception were present at the shareholders' meeting.

(Seal)

GUY LAROCHELLE,  
*Secretary.*  
849-63

3205

**Advanced Food Products Ltd.**

Notice is hereby given that "Advanced Food Products Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 16th day of May, 1963, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Suite 905, 132, St. James Street West, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 11th day of June, 1963.

(Seal)  
3212-0

IRVING SEGAL,  
*Secretary.*

**Centre Jacques Pâquet Inc.**

Notice is hereby given that "Centre Jacques Pâquet Inc.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated January 14, 1963, and having its head office in the town of Ste-Geneviève, district of Montreal, has established its office at number 15731, Pierrefonds St., in the said town.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Ste-Geneviève, this 11th day of June, 1963.

JACQUES PÂQUET,  
*President.*

3213

**Hermann Fortier Inc.**

Notice is given that the company "Hermann Fortier Inc.", incorporated according to the Quebec Companies Act, dated March 15, 1933, (supplementary letters patent dated August 28,

en date du 28 août 1935), et ayant son bureau principal à 2115, Workman, Montréal, l'a transféré au numéro 365, Louvain ouest, Montréal.

Donné à Montréal, ce 29 avril 1963.

(Secau)  
3214-o

*Le Président,*  
GUY FORTIER.

#### Stephens Estate Securities Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Stephens Estate Securities Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 26 janvier 1955, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 233 ouest, rue Notre-Dame, l'a transféré à 355 ouest, rue St-Jacques, chambre 500, Montréal 1, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, 21 mai 1963.

(Secau)  
3215

*Le Secrétaire,*  
DOROTHY COLE.

1935), and having its head office at 2115, Workman, Montreal, has transferred it to 365 Louvain West, Montreal.

Given at Montreal, April 29, 1963.

(Seal)  
3214

GUY FORTIER,  
*President.*

#### Stephens Estate Securities Ltd.

Notice is hereby given that "Stephens Estate Securities Ltd.", incorporated by letters patent dated January 26, 1955 and having its head office in the city of Montreal at 233, Notre-Dame St. West, has moved it to 355, St. James St. West, Room 500, Montreal 1, Que.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, May 21, 1963.

(Seal)  
3215-o

DOROTHY COLE,  
*Secretary.*

### Curatelle publique

#### Roland Lévesque

Succession vacante de Roland Lévesque, en son vivant de La Bostonnais.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 26 mars 1963 par un juge de la Cour supérieure siégeant à La Tuque dans le district de Québec que, sous l'autorité de la Loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.

680, rue Sainte-Catherine (Ouest),  
Montréal 18.

3180-o

### Public Curatorship

#### Roland Lévesque

Vacant estate of the late Roland Lévesque, in his lifetime of La Bostonnais.

Notice is hereby given that this estate has been declared vacant by judgment rendered on March 26, 1963 by a judge of the Superior Court, sitting at La Tuque in the district of Quebec that, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI, c. 62), I am ex officio curator to such vacant estate, and that I will receive, at the address mentioned below, payment of any debt owed this estate and proof of any claim against it.

THE PUBLIC CURATOR.

680 St. Catherine St. West,  
Montreal 18.

3180-o

### Demande à la Législature

#### Ville de Candiac

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Candiac », s'adressera aussi à la Législature de la Province, à sa présente session, pour demander l'annexion des lots 215, 228, 229, 234, 235 et 200 (Ptie), 222 (Ptie), 226 (Ptie), 227 (Ptie), 233 (Ptie), 236 (Ptie) du cadastre de la paroisse de St-Philippe, présentement situés dans la municipalité de St-Philippe, comté de Laprairie.

Candiac, le 24 mai 1963.

*Les Procureurs de la pétitionnaire,*

3044-22-4-o

ST-LAURENT & ST-LAURENT.

### Application to Legislature

#### Town of Candiac

Public notice is hereby given that the "Town of Candiac" will also apply to the Legislature of the Province at its present session for the purpose of annexing lots 215, 228, 229, 234, 235 and Pt. 200, Pt. 222, Pt. 226, Pt. 227, Pt. 233, Pt. 236 of the cadastre of the parish of St. Philippe, presently forming part of the municipality of St. Philippe in the county of Laprairie.

Candiac, May 24, 1963.

ST-LAURENT & ST-LAURENT,

3044-22-4-o

*Attorneys for Petitioner.*

### Examen du Barreau

### Bar Examination

#### Barreau d'Abitibi-Témiscamingue — Bar of Abitibi-Témiscamingue

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN  
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE EXAMINATION  
Examens de juin 1963 — Examinations of June 1963

Nom Surname	Prénom Given Name	Age	Domicile Domicile
Côté.....	Michel.....	24	Malartic.

Val d'Or, le 6 juin 1963. — Val d'Or, June 6, 1963.

*Le Secrétaire-trésorier du Barreau d'Abitibi-Témiscamingue,*

3222-o

CLAUDE ALLARD,  
*Secretary-Treasurer of Abitibi-Témiscamingue Bar.*

**Ministère de l'Agriculture**

**Cercle agricole de la paroisse de St-Amable**

Avis est donné que le Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation a autorisé la formation d'un cercle agricole dans le comté de Verchères, sous le nom de « Cercle agricole de la paroisse de St-Amable », conformément à la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chapitre 118).

Daté du bureau du Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, le 4 juin 1963.

*Le Sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation,*

3183-o

ERNEST MERCIER.

**Department of Agriculture**

**Cercle agricole de la paroisse de St-Amable**

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture and Colonization has authorized the formation of a Farmers' Club in the county of Verchères, under the name of "Cercle agricole de la paroisse de St-Amable", pursuant to the provisions of the Farmers' Clubs Act, (R.S.Q. 1941, chapter 118).

Dated at the office of the Minister of Agriculture and Colonization, on June 4, 1963.

*ERNEST MERCIER,  
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.*

3183

**Ministère des Finances  
Assurances**

**Belair Insurance Company**

*Augmentation du nombre de directeurs*

Avis est donné, par les présentes, que « Belair Insurance Company », a adopté à une assemblée de ses directeurs, tenue le 3 mars 1961, le règlement suivant que ses actionnaires ont approuvé à l'unanimité à une assemblée spéciale tenue le 25e jour d'avril 1961:

*Règlement numéro 4*

L'article numéro 1 de la section 3 du règlement numéro 1 des règlements de la compagnie est modifié en y remplaçant le mot « sept » par le mot « neuf ».

Donné à Montréal, ce 22ème jour d'août 1961, conformément aux dispositions de l'article 170, de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941).

3172 o

*Le Président,  
PAUL MÉRIOT.*

**Department of Finance  
Insurance**

**Belair Insurance Company**

*Increase in the number of directors*

Notice is hereby given that "Belair Insurance Company", has adopted at a meeting of its directors, held the 3rd of March 1961, the following by-law which its shareholders have unanimously approved at a special meeting held the 25th of April 1961:

*By-law number 4*

Section number 1 of section 3 of by-law number 1 of the by-laws of the company is amended by replacing the word "seven" by the word "nine".

Given at Montreal, this 22nd day of August 1961, pursuant to the provisions of section 170, of the Quebec Insurance Act (chapter 299 R.S.Q. 1941).

3172-o

*PAUL MÉRIOT,  
President.*

**Département de  
l'Instruction publique**

**Belcourt et Lac Tiblemont**

Demande est faite d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel des commissions scolaires de Belcourt et Lac Tiblemont, dans le comté d'Abitibi-Est, à la municipalité scolaire de Senneterre, dans le même comté.

Québec, le 29 mai 1963.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,  
O.-J. DESAULNIERS.*

3112-23-2-o

276-62

**Canton Boyer**

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du canton Boyer, dans le comté de Labelle, en celui de « Saguay », dans le même comté.

Québec, le 29 mai 1963.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,  
O.-J. DESAULNIERS.*

3113-23-2-o

246-63

**Department of  
Education**

**Belcourt and Lake Tiblemont**

Application is made to annex for Catholics only, the present territory of the school commissions of Belcourt and Lake Tiblemont, in the county of Abitibi-East, to the school municipality of Senneterre, in the same county.

Quebec, May 29, 1963.

*O.-J. DESAULNIERS,  
Superintendent of Education.*

3112-23-2

276-62

**Township of Boyer**

Application is made to change the name of the school municipality of the township of Boyer, in the county of Labelle, to "Saguay", in the same county.

Quebec, May 29, 1963.

*O.-J. DESAULNIERS,  
Superintendent of Education.*

3113-23-2

246-63

**Norton Creek**

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Norton Creek, dans le comté de Châteauguay, aux municipalités scolaires de Ste-Clotilde, St-Jean-Chrysostôme No 2 et St-Urbain-Premier, dans le même comté, de la façon suivante, savoir:

1° Le territoire devant être annexé à la municipalité scolaire de Ste-Clotilde comprend les lots 210 à 223 inclusivement et 926 à 929 aussi inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Jean-Chrysostôme.

2. Le territoire devant être annexé à la municipalité scolaire de St-Jean-Chrysostôme No 2 comprend les lots 224 à 238 inclusivement et les lots 906 à 925 aussi inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Jean-Chrysostôme.

3° Le territoire devant être annexé à la municipalité scolaire de St-Urbain-Premier comprend les lots 234, 235, 236 et la demie sud-est du lot 237, tous du cadastre officiel de la paroisse de St-Urbain.

Québec, le 29 mai 1963.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
3114-23-2-o O.-J. DESAULNIERS.

**Norton Creek**

Application is made to annex the present territory of the school commission of Norton Creek, in the county of Châteauguay, to the school municipalities of Ste-Clotilde, St-Jean-Chrysostôme No. 2 and St-Urbain-Premier, in the same county, in the following manner, to wit:

1. The territory to be annexed to the school municipality of Ste-Clotilde includes lots 210 to 223 inclusive and 926 to 929 also inclusive of the official of the parish of St-Jean-Chrysostôme.

2. The territory to be annexed to the school municipality of St-Jean-Chrysostôme No. 2 includes lots 224 to 238 inclusive and lots 906 to 925 also inclusive of the official cadaster of the parish of St-Jean-Chrysostôme.

3. The territory to be annexed to the school municipality of St-Urbain-Premier includes lots 234, 235, 236 and the southeast half of lot 237, all of the official cadaster of the parish of St-Urbain.

Quebec, May 29, 1963.

3114-23-2 O.-J. DESAULNIERS,  
*Superintendent of Education.*

**St-Sixte**

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de St-Sixte, dans le comté de Papineau, à la municipalité scolaire de St-André-Avellin, dans le même comté.

Québec, le 30 mai 1963.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
3115-23-2-o O.-J. DESAULNIERS. 564-63

**St-Sixte**

Application is made to annex the present territory of the school commission of St-Sixte, in the county of Papineau, to the school municipality of St-André-Avellin, in the same county.

Quebec, May 30, 1963.

3115-23-2 O.-J. DESAULNIERS,  
*Superintendent of Education.* 564-63

**St-Urbain-de-Rémigny**

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Urbain-de-Rémigny, dans le comté de Rouyn-Noranda, en celui de Rémigny, dans le même comté.

Québec, le 29 mai 1963.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
3116-23-2-o O.-J. DESAULNIERS. 646-63

**St-Urbain-de-Rémigny**

Application is made to change the name of the school municipality of St-Urbain-de-Rémigny, county of Rouyn-Noranda into that of the school of Rémigny, same county.

Quebec, May 29, 1963.

3116-23-2 O.-J. DESAULNIERS,  
*Superintendent of Education.* 646-63

**Sutton**

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sutton, dans le comté de Brôme, la demie nord du lot 25 et les lots 26 à 28 inclusivement du rang X ainsi que les lots 24 à 28 inclusivement du rang XI du cadastre officiel du canton Sutton, pour les annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de St-Édouard-de-Knowlton, dans le même comté.

Québec, le 29 mai 1963.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
3117-23-2-o O.-J. DESAULNIERS. 347-62

**Sutton**

Application is made to detach from the school municipality of Sutton, in the county of Brôme, the north/half of lot 25 and lots 26 to 28 inclusively of range X as well as lots 24 to 28 inclusively of range XI of the official cadaster of the township of Sutton, to annex them, for Catholics only, to the Catholic school municipality of St-Édouard-de-Knowlton, in the same county.

Quebec, May 29, 1963.

3117-23-2 O.-J. DESAULNIERS,  
*Superintendent of Education.* 347-62

---

**Ministère des Terres et Forêts**  
**Cadastre**


---

**Department of Lands and Forests**  
**Cadastre**
**Canton de Gendreau****Township of Gendreau**

Cadastre officiel du canton de Gendreau, division d'enregistrement de Témiscamingue

Official cadastre of the township of Gendreau, registration division of Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que dans le rang I les lots 21-2, 21-3, 21-4, 26-1, 26-3, 27-1,

Notice is hereby given that lots in range I lots 21-2, 21-3, 21-4, 26-1, 26-3, 27-1, 27-3, 27-5,

27-3, 27-5, 28-1, 28-3, 28-5, 29-2, 29-3, 29-5, 30-1, 30-2, 30-3, 30-4, 30-5, 31-2, 31-3, 32-4, 33-3, 33-4, 33-5, 33-6, 33-7, 33-8, 34-3, 34-4 sont corrigés et le lot 32-5 du rang I et les blocs C, D et E sont ajoutés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 8 mai 1963

3165-o *Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Canton de Leslie**

Cadastre officiel du canton de Leslie, municipalité des cantons unis de Leslie, Clapham et Huddersfield, division d'enregistrement de Pontiac.

Avis est par la présente donné que les lots 26, 27 et 28 rang V, 27, 31 rang VI sont corrigés et les lots 28, 29 et 30 rang IV sont annulés et les lots 28-A, 28-B, 29-A, 29-B, 30-A, 30-B rang IV, 1 à 29 rang « B », 1 à 30 rang « C » et 1 à 48 rang « D » sont ajoutés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 4 juin 1963.

3165-o *Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Territoire du Nouveau-Québec**

Cadastre officiel du Territoire du Nouveau-Québec, municipalité de la ville de Schefferville, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 8-182, 8-184, 8-185, 8-202, 8-203, 8-211, 8-250, 8-181-6 et partie des lots 8-2, 8-13, 8-178 à 8-181, 8-204, 8-210, 8-212 (du bloc 8) sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 9 mai 1963.

3165-o *Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Canton de Rouyn**

Cadastre officiel du canton de Rouyn, municipalité de la ville de Rouyn, division d'enregistrement de Rouyn-Noranda.

Avis est par la présente donné que les lots 1908 à 1912 sont annulés et les lots 1308 à 1312 sont remis en vigueur en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 mai 1963.

3165-o *Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de St-Joseph de Chambly**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph de Chambly, municipalité de la ville de Chambly, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 234-18 à 234-21, 234-36, 234-60 à 234-66 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 30 mai 1963.

3165-o *Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Ville de Terrebonne**

Cadastre officiel de la ville de Terrebonne, municipalité de la ville de Terrebonne, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 3-3 à 3-12 et une partie des lots 3-13 à 3-15 sont

28-1, 28-3, 28-5, 29-2, 29-3, 29-5, 30-1, 30-2, 30-3, 30-4, 30-5, 31-2, 31-3, 32-4, 33-3, 33-4, 33-5, 33-6, 33-7, 33-8, 34-3, 34-4 are corrected and lot 32-5 range I and blocks C, D and E are added in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, May 8, 1963.

3165-o *FERNAND BOUTIN,*  
*Deputy Minister.*

**Township of Leslie**

Official cadastre of township of Leslie, municipality of the United townships of Leslie, Clapham and Huddersfield, registration division of Pontiac.

Notice is hereby given that lots 26, 27 and 28 range V, 27, 31 rang VI are corrected and lots 28, 29 and 30 range IV are cancelled and lots 28-A, 28-B, 29-A, 29-B, 30-A, 30-B range IV, 1 to 29 range "B", 1 to 30 range "C" and 1 to 48 range "D" are added in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, June 4, 1963.

3165-o *FERNAND BOUTIN,*  
*Deputy Minister.*

**Territoire du Nouveau-Québec**

Official cadastre of the Territoire du Nouveau-Québec, municipality of the town of Schefferville, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lots 8-182, 8-184, 8-185, 8-202, 8-203, 8-211, 8-250, 8-181-6 and part of lots 8-2, 8-13, 8-178 to 8-181, 8-204, 8-210, 8-212 (of block 8) are cancelled in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, May 9, 1963.

3165-o *FERNAND BOUTIN,*  
*Deputy Minister.*

**Township of Rouyn**

Official cadastre of the township of Rouyn, municipality of the town of Rouyn, registration division of Rouyn-Noranda.

Notice is hereby given that lots 1908 to 1912 are cancelled and lots 1308 to 1312 are reissued in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, May 27, 1963.

3165-o *FERNAND BOUTIN,*  
*Deputy Minister.*

**Parish of St-Joseph de Chambly**

Official cadastre of the parish of St-Joseph de Chambly, municipality of the town of Chambly, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 234-18 to 234-21, 234-36, 234-60 to 234-66 are cancelled in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, May 30, 1963.

3165-o *FERNAND BOUTIN,*  
*Deputy Minister.*

**Town of Terrebonne**

Official cadastre of the town of Terrebonne, municipality of the town of Terrebonne, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 3-3 to 3-12 and a part of lots 3-13 to 3-15 are cancelled in

annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 30 mai 1963.

3165-o

*Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de Verchères**

Cadastre officiel de la paroisse de Verchères, municipalité de Verchères, division d'enregistrement de Verchères.

Avis est par la présente donné que le lot 205-40 est annulé en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 28 mai 1963.

3165-o

*Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, May 30, 1963.

3165-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of Verchères**

Official cadastre of the parish of Verchères, municipality of Verchères, registration division of Verchères.

Notice is hereby given that lot 205-40 is cancelled in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, May 28, 1963.

3165-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Ministère du Travail**

**Avis d'approbation de règlement**

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de la région de Joliette, établi, en exécution du décret numéro 383 du 12 mars 1963, dont le siège social est situé à Joliette, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 904 du 4 juin 1963, section « A ».

*Le Sous-ministre du Travail,*  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 15 juin 1963.

3174-o

**Avis de modification**

*Construction — Montréal*

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « F » (R. frigidation) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de remplacer ladite section « F » par la suivante:

« SECTION « F »

*Dispositions particulières concernant les installations de réfrigération*

I. *Jurisdiction professionnelle:* Cette section régit les travaux d'installation et de service de tout appareil de réfrigération industrielle, commerciale et domestique exécutés dans la juridiction territoriale ci-haut mentionnée. La présente section ne s'applique pas cependant aux appareils complets par eux-mêmes d'une capacité inférieure à (½) cheval vapeur.

II. *Apprentis et apprentissage:* a) La période d'apprentissage dans l'industrie est de quatre (4) ans, conformément aux dispositions de la Loi des mécaniciens en tuyauterie de la province de Québec (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et ses amendements).

b) Les parties contractantes formeront un comité conjoint d'apprentissage, avec représentation égale.

**Department of Labour**

**Notice of approval of by-laws**

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and by-laws of the Parity Committee of the Automobile Industry of Joliette and district, formed under decree number 383 of March 12, 1963, with head office in Joliette, have been approved by Order in Council number 904 of June 4, 1963, section "A".

GÉRARD TREMBLAY,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,

Quebec, June 15, 1963.

3174-o

**Notice of amendment**

*Construction — Montreal*

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by section "F" (Refrigeration) of the decree number 613 of April 6, 1962 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned him to replace the said section "F" by the following:

“SECTION “F”

*Special provisions concerning refrigeration installations*

I. *Professional jurisdiction:* This section shall apply to the installation and service of all industrial, commercial and domestic refrigerating apparatus within the territorial jurisdiction herein before specified. However, the present section does not apply to units of under one half (½) horsepower capacity.

II. *Apprentices and apprenticeship:* a) The period of apprenticeship in the industry shall be four (4) years, as set forth in the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 173 and amendments).

b) The contracting parties shall form on a parity basis a joint apprenticeship committee.

c) Chaque apprenti, à la fin d'une année d'apprentissage, que ce soit sa première, deuxième, troisième ou quatrième année, devra se présenter au Comité conjoint d'apprentissage et passer un examen de façon satisfaisante avant d'être classifié pour l'année suivante. En cas d'échec à son examen, une période additionnelle de trois (3) mois lui sera allouée pour se présenter à l'examen suivant.

d) *Mécanicien junior*: Le terme « mécanicien junior », désigne tout salarié qui s'est classifié comme mécanicien en vertu de la Loi des mécaniciens en tuyauterie; il doit servir comme mécanicien junior pendant une période d'une (1) année.

e) *Compagnon mécanicien*: Le terme « compagnon-mécanicien », désigne tout salarié qui a été employé pendant au moins cinq (5) ans, conformément aux dispositions de la Loi des mécaniciens en tuyauterie, et est détenteur d'une licence dûment certifiée par le Comité conjoint d'apprentissage.

f) Pour avoir droit aux taux de salaire établis aux présentes pour une certaine classification, tous les employés, qu'ils soient apprentis, mécaniciens juniors ou compagnons mécaniciens devront détenir une licence dûment certifiée par le Comité conjoint d'apprentissage.

g) Pas plus qu'un (1) apprenti ne devra travailler avec chaque mécanicien.

h) Un entrepreneur ayant trois (3) compagnons à son emploi aura droit à un apprenti de plus, et s'il a cinq (5) compagnons à son emploi il aura droit à un deuxième (2) apprenti.

i) En conformité avec le paragraphe précédent, il est entendu qu'un entrepreneur pourra avoir un apprenti pour chaque groupe de cinq (5) compagnons à son emploi.

III. *Heures régulières de travail*: La durée régulière du travail est de huit (8) heures par jour réparties entre 8 a.m. et 5 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, constituant une durée hebdomadaire de quarante (40) heures.

Dans les cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité, on peut varier les heures de commencement et de cessation du travail en vue de les adapter aux heures des services de transport public, pourvu que ne s'ensuive pas une journée de travail de plus de huit (8) heures et une semaine de travail de plus de quarante (40) heures.

IV. *Travail supplémentaire*: Tout travail exécuté le samedi entre 8 a.m. et midi doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Salaire double doit être payé pour tout travail.

b) Tout travail exécuté les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi entre 5 p.m. et 10 p.m. doit être rémunéré au taux de salaire et demi, et tout travail exécuté entre 10 p.m. et 8 a.m. doit être rémunéré au taux de salaire double.

c) Tout travail exécuté les dimanches, doit être payé au taux de salaire double, et aussi le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de la St-Jean Baptiste, le jour de la Confédération (1er juillet) la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce et le jour de Noël.

d) Les conditions de travail supplémentaire s'appliquent également aux ouvriers travaillant sur une équipe régulière qui doit être payé à temps et demi pour les cinq (5) premières heures de travail supplémentaire, et à temps double ensuite.

V. *Équipes Esupplémentaires*: Lorsqu'on a recours à des équipes supplémentaires de salariés, il n'y a pas d'heures fixes pour le commencement ou la cessation du travail d'aucune équipe. Elles ne doivent pas, toutefois, faire plus de huit (8) heures par jour et, quarante (40) heures par semaine, du lundi au vendredi.

c) Every apprentice, at the end of a year of apprenticeship whether it be the first, second, third or fourth year, shall report to the Joint Apprenticeship Committee and satisfactorily pass an examination before being classified into another year. In case of failure in his examination he shall be allowed an extra period of three (3) months for the next examination.

d) *Junior mechanics*: A "junior mechanic" shall be a workman who has qualified as a mechanic under the Pipe Mechanics Act and he shall serve as a junior mechanic for a period of one (1) year.

e) *Journeyman mechanics*: A "journeyman mechanic" shall be a mechanic who has served at least five (5) years, in conformity with the provisions of the Pipe Mechanics Act and shall hold a licence duly stamped by the Joint Apprenticeship Committee.

f) To be entitled to the wage rates established herein for a certain classification, all employees whether they be apprentices, junior mechanic or journeyman mechanic shall have his licence duly stamped by the Joint Apprenticeship Committee.

g) There shall not be more than one (1) apprentice to each mechanic.

h) A contractor employing three (3) journeymen shall be entitled to an additional improver, and when employing five (5) journeymen he shall be entitled to a second (2) improver.

i) Following the preceding paragraph, it is understood that a contractor may have one improver per each five (5) journeymen at his service.

III. *Regular hours of labour*: The regular hours of labour shall be eight (8) hours per day, between 8:00 a.m. and 5:00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursday, and Fridays, constituting forty (40) hours per week.

For operations carried outside the city limits, it is permissible to change the starting and finishing times in order to adapt them to the time of leaving and returning of public transportations, providing the change does not entail the working of more than eight (8) hours per day, and forty (40) hours in one work.

IV. *Overtime*: a) All work done on Saturdays, between 8:00 a.m. and 12:00 (noon) shall be paid at the rate of time and one-half. Double time will apply to all work performed there after.

b) All work performed on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays between 5:00 p.m. and 10:00 p.m. shall be paid at the rate of time and one-half, and all work performed between 10:00 p.m. and 8:00 a.m. shall be paid at the rate of double time.

c) All work performed on Sundays shall be paid at the rate of double time, also on New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day (July 1), Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

d) Overtime conditions also apply to shift workers who shall be paid time and one-half for the first five (5) over-time hours, and double time thereafter.

V. *Extra shifts*: When extra shifts of workmen are employed there shall be no specified hours of starting and finishing for any shift. They shall not, however, exceed eight (8) hours per day and forty (40) hours per week, Monday to Friday.

Les équipes supplémentaires de salariés travaillant de 5 p.m. et 8 a.m. doivent recevoir un supplément de quinze (15) cents l'heure en plus des taux réguliers.

Aux fins de la présente section, le travail de relève se définit comme étant le travail d'une ou de plusieurs équipes qui travaillent de nuit mais qui n'ont pas travaillé durant les huit (8) heures précédentes. Il peut y avoir travail de relève à la discrétion de l'employeur.

VI. *Heures de garde*: Les employés auxquels l'on demandera de rester disponibles pour travailler les samedis et dimanches devront recevoir un salaire minimum équivalent à quatre (4) heures de travail à la fois pour leur période entière de garde.

VII. *Dédommagement*: Tout salarié se rapportant au travail qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis ou dont la durée de travail est moindre que la durée journalière de travail, a droit à une rémunération équivalente à au moins quatre (4) heures de travail par jour, à moins qu'il n'ait refusé d'exécuter tout autre travail requis de lui.

VIII. *Taux de salaires*: a) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés aux salariés ci-après mentionnés:

	1964	1965		
	(Voir i et ii ci-après)			
Compagnon mécanicien.....	\$2.70			
Mécanicien junior.....	2.50	\$2.55	\$2.60	
<i>Apprenti</i>				
1ère année.....	1.25	1.25	1.25	
2ème année.....	1.35	1.35	1.35	
3ème année.....	1.60	1.60	1.60	
4ème année.....	1.75	1.75	1.75	

i. Les taux de salaire ci-haut s'appliquant au compagnon mécanicien resteront en vigueur jusqu'au 31 mars 1964, et à cette date un ajustement sera effectué portant le taux de salaire du compagnon mécanicien à 95.5% du taux s'appliquant à cette date au compagnon plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien en tuyauterie et soudeur en tuyauterie. Toute augmentation du taux de salaire s'appliquant au compagnon plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien en tuyauterie et soudeur en tuyauterie survenant entre le 1er avril 1964 et le 31 mars 1965 sera accompagnée à la même date de façon à ce que le taux de salaire du compagnon soit maintenu à 95.5% du taux ainsi augmenté.

ii. Le 1er avril 1965, le taux s'appliquant au compagnon mécanicien sera ajusté à 97% du taux de salaire s'appliquant à cette date au compagnon plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien de tuyauterie et soudeur de tuyauterie. Toute augmentation du taux de salaire s'appliquant au compagnon-plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien en tuyauterie et soudeur en tuyauterie survenant entre le 1er avril 1965 et le 31 mars 1966 sera accompagnée à la même date de façon à ce que le taux de salaire du compagnon soit maintenu à 97% du taux ainsi augmenté.

Tout compagnon en charge d'une installation à laquelle travaillent trois (3) ou plus de trois autres compagnons ou mécaniciens juniors recevra vingt-cinq (.25) cents de plus que le taux régulier horaire du compagnon tel que ci-haut mentionné.

IX. *Paiement de salaire*: Tout salaire sera payé une fois la semaine en monnaie légale ou par chèque, inclus dans une enveloppe portant le nom de l'employé, son nombre d'heures de travail, la somme à lui due, ainsi que la description des déductions et la mention des dates pour lesquels

Extra shifts of workmen, working from 5:00 p.m. to 8:00 shall be paid, however, a premium of fifteen (15) cents an hour above regular rate.

For the purpose of this section, shift work is defined as that of one or more crews who work night shift but who have not worked the previous eight (8) hours. Shift work may be performed at the employer's option.

VI. *Stand-by time*: Employees requested to stand by for work during Saturdays and Sundays shall be guaranteed a minimum of four (4) hours pay at single time for the entire period of stand by.

VII. *Indemnity*: Any workman or employee reporting for work, who has not received prior notice before he leaves the job that his services would not be required the next day, or when the duration of work is less than the regular work day, shall be entitled to a minimum of four (4) hours' pay, unless he refuses to do other work required of him.

VIII. *Wage rates*: a) The following minimum wage rates per hour shall be paid to the under-noted categories of employees:

	1964	1965		
	(See i and ii hereafter)			
Journeyman Mechanic.....	\$2.70			
Junior Mechanic.....	2.50	\$2.55	\$2.60	
<i>Apprentice</i>				
1st year.....	1.25	1.25	1.25	
2nd year.....	1.35	1.35	1.35	
3rd year.....	1.60	1.60	1.60	
4th year.....	1.75	1.75	1.75	

i. The above wage rate for a journeyman mechanic shall remain in effect until March 31, 1964, at that date an adjustment will be made for the journeyman mechanic on the basis of 95.5% of the journeyman in lumbering, heating, pipe fitting, and pipe welding rate at that date. Any increase in the journeyman in plumbing, heating, pipe fitting and pipe welding rate, occurring from the 1st of April 1964 to March 31, 1965 will be matched at the date the said increase take place in order to maintain during the said period a permanent 95.5% of the said journeyman rate.

ii. The 1st of April 1965 the journeyman mechanic rate will be adjusted on the bases of 97% of the plumbing, heating, pipe fitting and pipe welding rate at that date. Any increase in the journeyman in plumbing, heating, pipe fitting and pipe welding rates occurring from the 1st of April 1965 to March 31, 1966 will be matched at the date the said increase take place in order to maintain during the said period a permanent 97% of the said journeyman rate.

Any journeyman in charge of an installation with three (3) or more other journeyman or junior mechanics, shall receive twenty-five (.25) cents over and above the journeyman's hourly rate.

IX. *Payment of wages*: All wages shall be paid once a week in lawful, money or cheque, enclosed in an envelope, showing employee's name, hours worked, and the amount due, also description of deductions and dates of pay period. If paid by cheque, the employer shall make negotiable

il y a paiement. Si le paiement est fait par chèque, l'employeur devra faire ce chèque négociable sur demande à sa face même et sans frais ou escompte. Si le paiement est fait par chèque, ce chèque devra être remis au plus tard le jeudi. Les reçus d'assurance-chômage, d'impôt sur le revenu ou des retenues devront être fournis en même temps que le paiement du salaire.

X. *Congés payés*: Les sections 12, 13 et 14 (Titre cinquième) du chapitre premier du présent décret, se rapportant aux congés payés, s'appliquent à la présente section.

XI. *Sécurité sociale*: Les droits et obligations des employeurs et employés tels qu'énumérés au Titre VI du chapitre I du présent décret s'appliquent *mutatis mutandis* aux employeurs et employés couverts par la présente section « F ».

XII. *Frais de transport et temps pour fins de déplacement*: Les salariés travaillant en dehors des limites de la cité, doivent se rendre sur le chantier et le quitter aux heures régulières. Le temps requis pour se rendre des limites de la ville au chantier et vice versa, doit être payé au taux simple, mais il ne doit pas dépasser huit (8) heures par jour. Le prix du transport des limites de la cité doit aussi être payé par l'employeur. Les limites de la cité aux fins de la présente entente, sont les endroits les plus éloignés que l'on peut atteindre pour le prix régulier de passage sur un autobus de la Commission de Transport de Montréal.

Dans le cas de travaux éloignés de la cité de Montréal et du domicile de l'employé, l'employeur doit payer les frais de pension et de logement de l'employé, toutefois cette allocation pour les frais de pension et logement peut changer selon les conditions locales, mais le minimum hebdomadaire de \$25,00 reste en vigueur.

*Voitures*: Les salariés requis de se servir de leurs propres voitures pour leur travail au service de leur employeur doivent recevoir douze (\$0.12) cents du mille. Lorsqu'en service durant cinq (5) jours consécutifs dans la semaine ils doivent recevoir un minimum de huit (\$8.00) dollars par semaine ou de un (\$1.60) dollars et soixante cents par jour s'ils sont requis de s'en servir moins de cinq (5) jours consécutifs.

XIII. *Travail de service*: Nonobstant toutes autres dispositions, le travail de service est régi par les conditions de travail suivantes:

a) Les mécaniciens faisant du travail de service dans le domaine de la réfrigération ont droit au même salaire horaire que le mécanicien en réfrigération qui travaille au montage. (Tel que mentionné à l'article VIII).

b) Lorsqu'un mécanicien, dans l'exécution d'un travail de service, requiert les services d'un apprenti, celui-ci doit être rémunéré selon les taux mentionnés à l'article VIII.

c) Pour le travail de service, les heures de travail maxima s'étendant du lundi au vendredi inclusivement (mais sans heures fixes de commencement ou de cessation ni limite journalière d'heures de travail) sont cinquante (50) heures par semaine.

d) Ces mécaniciens et apprentis affectés au travail de service doivent être rémunérés au taux de salaire et demi pour tout travail exécuté en plus de cinquante (50) heures par semaine, et pour tout travail exécuté le samedi, le dimanche, et les jours de fête suivants: le Premier Jour de l'An, le Vendredi Saint, la St-Jean Baptiste, le jour de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le jour d'Action de Grâce et Noël.

Le 1er avril 1964 le nombre d'heures établies au paragraphe « c » et au paragraphe « d » sera changé pour se lire quarante-cinq (45) heures par

cheque on demand at face value without charge or discount. If paid by cheque, it should be given not later than Thursday, unemployment insurance income tax or withholding receipt shall be furnished with payment of wages.

X. *Vacation with pay*: Section 12, 13, and 14 (Fifth title) of the first chapter of decree 613 of April 6, 1962 and amendments dealing with vacation with pay, shall apply to the present section.

XI. *Social security*: The rights and obligations of the employers and employees enumerated in title VI of chapter I of the decree shall apply *mutatis mutandis* to the employers and employees covered by the present section "F".

XII. *Travelling time and expenses*: Employees working outside the limits of Montreal shall get to and leave the job at regular hours. The time needed to travel from the limits of Montreal to the job, and vice versa, shall be paid single time, but shall not exceed eight (8) hours per day. The cost of such transportation from the limits of Montreal shall also be paid by the employer. The limits of Montreal for the purpose of this agreement, shall be those extreme places that can be reached with an ordinary bus fare of The Montreal Transportation Commission.

In the case of operations distant from the city of Montreal and domicile of the employee, the employer shall pay the cost of room and board of the employee, however, this allowance for room and board shall be subject to change, depending on local conditions, but weekly minimum of \$25.00 shall always apply.

*Car allowance*: Employees requested to use their own cars on employer's business shall receive twelve cents (\$0.12) per mile. If they use same for five (5) consecutive days in the week they shall receive a minimum of eight (\$8.00) dollars per week, or one dollar and sixty cents (\$1.60) per day, if required to use same for less than five (5) consecutive days.

XIII. *Service operations*: Notwithstanding any other provisions services operations shall be subject to the following working conditions:

a) Mechanics working on refrigeration service shall be entitled to the same hourly wage as the refrigeration mechanic working on erection. (As mentioned in article VIII).

b) Should a mechanic when doing service work require the help of an apprentice, he shall receive the rate of pay as shown in article VIII.

c) For service operations, the maximum hours of work, extending from Monday to Friday included, (but without any specified starting or finishing hours or any limit on the number of hours per day) shall be fifty (50) hours per week.

d) Such mechanics and apprentices on service operations shall receive time and one-half for all work in excess of fifty (50) hours per week, and for work done on Saturdays, Sundays, and on the following holidays: New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day (July 1), Labour Day, Thansgiving Day and Christmas day.

On April 1, 1964 the number of hours per week established in paragraph "c" and paragraph "d" shall be changed to read forty five (45) hours

semaine. Le 1er avril 1965, le nombre d'heures sera changé pour se lire quarante (40) heures par semaine.

XIV. Les entrepreneurs-artisans effectuant eux-mêmes n'importe laquelle des opérations tombant sous la juridiction professionnelle du présent décret telle que décrite à l'article I des présentes doivent être considérés comme étant des hommes du métier et leur salaire horaire doit être de quarante pour cent (40%) plus élevés que le taux fixé par le présent décret pour le compagnon mécanicien.

XV. *Durée du décret:* Cette section se terminera le 31 mars 1966.

La présente section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre « La Chambre de Construction de Montréal » (Refrigeration and Air Conditioning Contractors' Sub-Section) et « United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local 796 ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 15 juin 1963.

3174-0

#### Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de l'Automobile de la région de Joliette, établi en exécution du décret numéro 383 du 12 mars 1963, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 904 du 4 juin 1963, section « B », et ce conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant le mode et le taux ci-après:

##### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1963 au 8 octobre 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 383 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 383 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire moyen fixé par le Comité, soit une cotisation de \$0.35 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 383 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

per week. On April 1, 1965, the number of hours shall be changed to read forty (40) hours per week.

XIV. Artisan-contractors executing themselves any one of the operations mentioned in the professional jurisdiction of article I herein shall be considered as employee of the trade plied and their hourly wages shall be fixed at forty per cent (40%) over and above the rate prescribed in the decree for the journeyman mechanic.

XV. *Duration:* This section shall terminate on the thirty-first day of March 1966.

The present section renders obligatory some of the provisions of a collective labour agreement entered into between "The Montreal Construction Association" (Refrigeration and Air Conditioning Contractors' Sub-Section) and the "United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local 796".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, June 15, 1963.

3174-0

#### Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Automobile Industry of Joliette and district, formed under decree number 383 of March 12, 1963, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 904 of June 4, 1963, section "B", in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amended), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree and amendments according to the method and rate hereinafter mentioned:

##### 1. Assessments

The period of levy extends from July 1, 1963 to October 8, 1964, such levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 383 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 383 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the average wage established by the Committee, i.e. an assessment of \$0.35 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 383, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de la région de Joliette, pour la période comprise entre le 1er juillet 1963 et le 8 octobre 1964.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE LA RÉGION DE JOLIETTE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1963 et le 8 octobre 1964.

Recettes:

Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 5,250.00
Artisans.....	625.00
Salariés.....	5,250.00
Honoraires d'examen.....	500.00
Recettes diverses.....	200.00
	\$11,825.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire-inspecteur.....	\$ 6,500.00
Frais de déplacement:	
Inspection.....	1,300.00
Loyer du bureau.....	900.00
Frais légaux.....	300.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes.....	555.00
Ameublement et accessoires de bureau.....	500.00
Vérification des livres.....	125.00
Assurances et frais de cautionnement.....	10.00
Frais de déplacement du président et des membres.....	500.00

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible. The said report shall be sent together with the assessments, of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed under the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee; without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given (5) five days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Joliette and district, for the period comprised between July 1, 1963 and October 8, 1964.

THE PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF JOLIETTE AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 1, 1963 and October 8, 1964.

Receipts:

Assessments (1/2 of 1%):	
Professional employers.....	\$ 5,250.00
Artisans.....	625.00
Employees.....	5,250.00
Examination fees.....	500.00
Miscellaneous receipts.....	200.00
	\$11,825.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary-inspector.....	\$ 6,500.00
Travelling expenses:	
Inspection.....	1,300.00
Office rent.....	900.00
Legal fees.....	300.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams.....	555.00
Furniture and office equipment.....	500.00
Auditing.....	125.00
Insurances and fidelity bond.....	10.00
Travelling expenses of president and members.....	500.00

Jetons de présence aux membres du Comité.....	\$ 500.00
Taxes d'affaires et autres.....	35.00
Bureau d'examineurs.....	500.00
Dépenses diverses et imprévues.....	100.00
	<b>\$11,825.00</b>

*Le Sous-ministre du Travail,*  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 15 juin 1963. 3174-0

### Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Coiffeurs pour Dames de Hull, établi en exécution du décret numéro 546 (C) du 4 juin 1959, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 904 du 4 juin 1963, section « D », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis, audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 13 juin 1963 au 13 juin 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 546 (C) doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret, (comprenant salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 546 (C) doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire moyen fixé à \$50.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 546 (C) doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

#### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Attendance fees of the Committee's members.....	\$ 500.00
Business taxes and others.....	35.00
Board of examiners.....	500.00
Miscellaneous and unforeseen expenses.....	100.00
	<b>\$11,825.00</b>

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 15, 1963. 3174-0

### Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Ladies' Hairdressing trade of Hull, formed under decree number 546 (C) of June 4, 1959, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 904 of June 4, 1963, section "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments, from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

#### 1. Assessments

The period of levy extends from June 13, 1963, to June 13, 1964, it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by decree number 546 (C), shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the regular wages, commissions, bonuses and allocations paid to their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by decree number 546 (C), shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the average wage fixed at \$50.00 a week.

c) The employees governed by decree number 546 (C), shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their remuneration (regular wage, percentages commissions, allocations and bonuses).

#### 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is required. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of the employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

**3. Rapport financier**

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Coiffeurs pour dames de Hull, pour la période comprise entre le 13 juin 1963 et le 13 juin 1964.

**LE COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS  
POUR DAMES DE HULL**

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 13 juin 1963 et le 13 juin 1964.

*Recettes:*

Cotisations (1/2 de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$ 800.00
Artisans.....	540.00
Salariés.....	540.00
Honoraires d'examens.....	200.00
Recettes diverses.....	75.00
	<hr/>
	\$2,155.00

*Déboursés:*

Salaires:

Secrétaire.....	\$ 720.00
Inspecteur.....	140.00
Frais de déplacements des membres du Comité.....	200.00
Loyer.....	75.00
Frais légaux.....	150.00
Papeterie, impressions, publicité, poste, téléphone et télégrammes.....	190.00
Accessoires de bureau.....	65.00
Vérification des livres.....	125.00
Assurance, taxes d'affaires.....	40.00
Jetons de présence.....	300.00
Bureau des examinateurs.....	100.00
Divers et imprévus.....	50.00
	<hr/>
	\$2,155.00

*Le Sous-ministre du Travail,*  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 15 juin 1963. 3174-o

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) days' notice will be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

**3. Financial report**

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Ladies' Hairdressing trade of Hull, for the period between June 13, 1963 and June 13, 1964.

**THE PARITY COMMITTEE OF THE LADIES'  
HAIRDRESSING TRADE OF HULL**

Estimate of the receipts and disbursements for the period between June 13, 1963 and June 13, 1964.

*Receipts:*

Assessments (1/2 of 1%):

Professional employers.....	\$ 800.00
Artisans.....	540.00
Employees.....	540.00
Examination fees.....	200.00
Miscellaneous receipts.....	75.00
	<hr/>
	\$2,155.00

*Disbursements:*

Salaries:

Secretary.....	\$ 720.00
Inspector.....	140.00
Travelling expenses of members of the Committee.....	200.00
Rent.....	75.00
Legal fees.....	150.00
Stationery, printing, publicity, postage, telephone and telegrams.....	190.00
Office accessories.....	65.00
Book auditing.....	125.00
Insurance, business taxes.....	40.00
Attendance fees.....	300.00
Board of examiners.....	100.00
Miscellaneous and unforeseen.....	50.00
	<hr/>
	\$2,155.00

GÉRARD TREMBLAY,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, June 15, 1963. 3174-o

**Nominations**

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 732, en date du 3 mai 1963, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer conseillers en loi de la Reine les avocats et membres du Barreau de la province dont les noms suivent, à savoir:

MM. Pierre Martineau, vice-doyen et directeur des études à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal; Charles-B. Major et Lionel Mougeot, tous deux de Hull; François Poulin, de Sherbrooke, et Louis-Joseph Houde, ce dernier greffier de la Cour de Bien-être social, de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11 juin 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE. 3162-o

**Appointments**

Notice is given that, by order in council number 732, dated May 3, 1963, the Lieutenant in Council has been pleased to appoint Queen's Counsel the advocates and members of the Provincial Bar, as per the following names, to wit:

Messrs. Pierre Martineau, vice-dean and director of study at the Faculty of law of the University of Montreal; Charles-B. Major and Lionel Mougeot, both of Hull; François Poulin, of Sherbrooke, and Louis-Joseph Houde, the attor clerk of the Social Welfare Court of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 11, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.* 3162

## Régie des Marchés Agricoles du Québec

## Quebec Agricultural Marketing Board

### Ordonnance No 3-63

#### Région de la Mauricie

Considérant qu'il est opportun d'assurer une mise en marché ordonnée du lait pour fins de consommation à l'état liquide;

Considérant qu'il y a lieu de refondre dans une seule ordonnance les dispositions de plusieurs ordonnances régissant la mise en marché du lait et du lait écrémé, y compris le prix de ces produits dans la région de la Mauricie.

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

#### LA RÉGIE DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à quiconque achète ou reçoit du lait et vend ou livre directement ou indirectement du lait ou du lait partiellement écrémé dans les limites de la région de la Mauricie.

2° La région de la Mauricie comprend le district électoral des Trois-Rivières, les cités de Cap-de-la-Madeleine, Grand-Mère et Shawinigan, les villes de Shawinigan-Sud et La Tuque, les villages de Baie-de-Shawinigan et Saint-Georges, la paroisse de Sainte-Flore, ainsi que la municipalité de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, \$4.78 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs se fera sur la base de 3.4% de matière grasse;

a) Plus une prime de 6 cents par 100 livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de 6 cents par 100 livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

Toutefois il est loisible au marchand de lait de convenir avec ses producteurs-fournisseurs, par contrat écrit homologué par la Régie des Marchés Agricoles du Québec, de prix minimums pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation à l'état liquide.

Ce marchand de lait devra faire parvenir à la Régie des Marchés Agricoles du Québec, le ou avant le 15 de chaque mois, le rapport RMA-1 édicté par le règlement No 302-A de ladite Régie, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 3 février 1962.

Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut vendre ou livrer du lait ou du lait modifié tel que défini dans la Loi des produits laitiers, à moins que tel lait ou lait modifié ne provienne exclusivement de lait payé par ledit marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif au prix fixé par le présent article.

Tout marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif, dont la place d'affaires est située hors des limites de la présente région, qui vend ou livre à un distributeur, pour être vendu ou livré dans la présente région, ou qui vend ou livre lui-même dans la présente région, du lait ou du lait modifié, doit payer ce lait et le lait dont dérive le lait modifié, au prix fixé par le présent article, en répartissant entre ses

### Order No. 3-63

#### Region of Mauricie

Whereas it is convenient to insure the orderly marketing of milk for fluid consumption purposes;

Whereas it is advisable to revise into one order the provisions of several orders governing the marketing of milk and skimmed milk, including the price of these products, within the region of Mauricie.

In the matter of Section 13 of the Dairy Products Act;

#### IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order applies to whoever buys or receives milk and directly or indirectly sells or delivers milk or partly skimmed milk within the limits of the region of Mauricie.

2. The region of Mauricie includes the electoral district of Trois-Rivières, the cities of Cap de la Madeleine, Grand-Mère and Shawinigan, the towns of Shawinigan South and La Tuque, the villages of Baie de Shawinigan and Saint-George, the parish of Sainte-Flore, and also the municipality of Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine.

3. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates shall pay to their producers suppliers for each 100 pounds of milk which they receive from them, \$4.78, net F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to the producers suppliers shall be made on the basis of 3.4% butterfat;

a) A premium of 6 cents per 100 pounds of milk shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of 6 cents per 100 pounds of milk shall be made for each tenth of 1% below this percentage;

Yet, the milk dealer may agree with his producers suppliers, by written contract ratified by the Quebec Agricultural Marketing Board, as to minimum prices for milk used for other purposes than the consumption in liquid form.

This milk dealer shall file with the Quebec Agricultural Marketing Board, on or before the 15th of each month, the report RMA-1 enacted by regulation No. 302-A of said Board, published in the *Quebec Official Gazette* of February 3, 1962.

No milk dealer, co-operative society or co-operative syndicate shall sell or deliver milk or modified milk as defined in the Dairy Products Act, unless such milk or modified milk come exclusively from milk paid by said milk dealer, co-operative society or co-operative syndicate at the price fixed by the present section.

Any milk dealer, co-operative society or co-operative syndicate, whose business place is located outside the limits of the present region, who sells or delivers to a distributor, for sale or delivery within the present region, or who himself sells or delivers within the present region, milk or modified milk, shall pay for this milk and for the milk wrought into the modified milk, at the price fixed by the present section, by sharing

producteurs-fournisseurs au prorata de leurs quotas, la différence entre le prix fixé par le présent article et le prix fixé pour la région où se trouve la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5, de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de la présente région, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix autres que les suivants:

- de 8 à 11 cents dans un contenant d'une demi-chopine;
- de 12 à 15 cents dans un contenant d'une chopine;
- de 21 à 24 cents dans un contenant d'une pinte;
- de 40 à 44 cents dans un contenant d'un demi-gallon;
- de 60 à 64 cents dans un contenant de trois pintes, et
- de 79 à 83 cents le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un hôpital ou à une institution de charité à des prix autres que les suivants:

- de 7 à 10 cents dans un contenant d'une demi-chopine;
- de 11 à 14 cents dans un contenant d'une chopine;
- de 20 à 23 cents dans un contenant d'une pinte;
- de 38 à 42 cents dans un contenant d'un demi-gallon;
- de 57 à 61 cents dans un contenant de trois pintes, et
- de 77 à 81 cents le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons, mais cependant de 80 à 84 cents le gallon dans un contenant de quatre gallons destiné à usage dans une fontaine de lait.

6° Tout lait, lait modifié ou crème offert en vente, vendu ou livré dans la présente région, doit porter, en caractères indélébiles et très apparents, sur le récipient ou l'étiquette, les indications suivantes:

- a) la dénomination du produit;
- b) le nom ou la raison sociale de l'embouteilleur et son adresse;
- c) le pourcentage en matière grasse du lait modifié et de la crème.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait partiellement écrémé:

- a) ayant un teneur en matière grasse autre que 1½% ou 2%;
- b) à des prix inférieurs aux prix établis par la présente ordonnance pour le lait offert, vendu ou livré dans des conditions identiques.

Toutefois, un rabais de 1 cent la chopine, 2 cents la pinte, 4 cents le demi-gallon, 6 cents par trois pintes et 8 cents le gallon peut être consenti dans le cas du lait dosant 2% de matière grasse, et un rabais de 1½ cent la chopine, 3 cents la pinte, 6 cents par demi-gallon, 9 cents par trois pintes et 12 cents le gallon, dans le cas du lait dosant 1½% de matière grasse.

8° La présente ordonnance abroge les ordonnances 3-57 et 3-57-A et entrera en vigueur le 1er juillet 1963.

*Signé:* NOLASQUE APRIL, *président,*  
 JEAN-MARIE BONIN, *vice-président,*  
 AIMÉ BOISVERT, *membre,*  
 PAUL CHARETTE, *membre,*  
 JEAN GODBOUT, *membre,*  
 MAURICE HALLÉ, *membre,*  
 JEAN-BAPTISTE LEMOINE, *membre.*

*Certifié:* GILLES PRÉSENT, *Secrétaire exécutif.*

out amongst his producers suppliers, proportionally to their quotas, the difference between the price fixed by the present section and the price fixed for the region where is located the business place of the said dealer.

4. Save the provisions of section 5, of the present order, no one shall, within the limits of the present region, offer, sell or deliver milk at prices other than the following:

- from 8 to 11 cents in a container of one half pint;
- from 12 to 15 cents in a container of one pint;
- from 21 to 24 cents in a container of one quart;
- from 40 to 44 cents in a container of one half gallon;
- from 60 to 64 cents in a container of three quarts, and
- from 79 to 83 cents per gallon in a container of one or more gallons.

5. No one shall offer, sell or deliver milk to a grocery store, a restaurant, a hotel, a military canteen, a hospital or to a charitable institution at prices other than the following:

- from 7 to 10 cents in a container of one half pint;
- from 11 to 14 cents in a container of one pint;
- from 20 to 23 cents in a container of one quart;
- from 38 to 42 cents in a container of one half gallon;
- from 57 to 61 cents in a container of three quarts, and
- from 77 to 81 cents per gallon in a container of one or more gallons, but however from 80 to 84 cents per gallon in a container of four gallons intended for use in a milk dispenser.

6. All milk, modified milk or cream offered for sale, sold or delivered in the present region, shall bear, in indelible and very noticeable type, on the container or the label, the following particulars:

- a) the name of the product;
- b) the name or firm name of the bottler and his address;
- c) the percentage of fat in the modified milk or in the cream.

7. No one shall offer, sell or deliver partly skimmed milk:

- a) with a milk fat content other than 1½% of 2%;
- b) at prices inferior to those established by the present order for milk offered, sold or delivered in identical conditions.

However, a rebate of 1 cent per pint, 2 cents per quart, 4 cents per half gallon, 6 cents per three quarts and 8 cents per gallon may be granted in the case of milk with 2% butterfat, and a rebate of 1½ cent per pint, 3 cents per quart, 6 cents per half gallon, 9 cents per three quarts, and 12 cents per gallon, in the case of milk with 1½% butterfat.

8. The present order repeals orders 3-57 and 3-57-A and shall come into force on July 1st, 1963.

*Signed:* NOLASQUE APRIL, *President,*  
 JEAN-MARIE BONIN, *Vice-President,*  
 AIMÉ BOISVERT, *Member,*  
 PAUL CHARETTE, *member,*  
 JEAN GODBOUT, *member,*  
 MAURICE HALLÉ, *member,*  
 JEAN-BAPTISTE LEMOINE, *Member.*

*Certified:* GILLES PRÉSENT, *Executive Secretary.*

**Soumissions****Ville de Terrebonne**  
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations », seront reçues par le soussigné Jean-Jacques Lauzon, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1 rue St-Jean-Baptiste, Terrebonne, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 4 juillet 1963, pour l'achat de \$111,000 d'obligations de la ville de Terrebonne, comté de Terrebonne, datées du 1er juin 1963 et remboursables par séries du 1er juin 1964 au 1er juin 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 588 — \$10,500, aqueduc et égouts; 589 — \$25,500, aqueduc et égouts, et 599 — \$75,000, fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — \$111,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1964	\$2,500
1er juin 1965	2,500
1er juin 1966	2,500
1er juin 1967	3,500
1er juin 1968	3,500
1er juin 1969	4,000
1er juin 1970	4,000
1er juin 1971	4,500
1er juin 1972	5,000
1er juin 1973	5,000
1er juin 1974	6,000
1er juin 1975	6,000
1er juin 1976	6,500
1er juin 1977	6,500
1er juin 1978	7,500
1er juin 1979	7,500
1er juin 1980	8,000
1er juin 1981	8,000
1er juin 1982	9,000
1er juin 1983	9,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

**Tenders****Town of Terrebonne**  
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Jacques Lauzon, secretary-treasurer, Town Hall, 1 St-Jean-Baptiste St., Terrebonne, county of Terrebonne, until 8:00 o'clock p.m. Thursday, July 4, 1963 for the purchase of an issue of \$111,000 of bonds for the town of Terrebonne, county of Terrebonne, dated June 1, 1963, and redeemable serially from June 1, 1964 to June 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum payable semi-annually on June 1 and December 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 588 — \$10,500, aqueduct and sewers; 589 — \$25,500, aqueduct and sewers, and 599 — \$75,000, industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — \$111,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1964	\$2,500
June 1, 1965	2,500
June 1, 1966	2,500
June 1, 1967	3,500
June 1, 1968	3,500
June 1, 1969	4,000
June 1, 1970	4,000
June 1, 1971	4,500
June 1, 1972	5,000
June 1, 1973	5,000
June 1, 1974	6,000
June 1, 1975	6,000
June 1, 1976	6,500
June 1, 1977	6,500
June 1, 1978	7,500
June 1, 1979	7,500
June 1, 1980	8,000
June 1, 1981	8,000
June 1, 1982	9,000
June 1, 1983	9,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 4 juillet 1963, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 1, rue St-Jean-Baptiste, Terrebonne, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Terrebonne, (Comté de Terrebonne), ce 5 juin 1963.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
JEAN-JACQUES LAUZON.

Hôtel de Ville, 1, rue St-Jean-Baptiste,

Adresse postale: C.P. 60,

Terrebonne, (Terrebonne), P.Q.

Téléphone: 666-3041.

3173-0

**Ville d'Orsainville**

Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Armand Létourneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 168, 1ère Avenue, Orsainville, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 2 juillet 1963, pour l'achat de \$400,000 d'obligations de la ville d'Orsainville, comté de Québec, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 209 — 2ème tranche de \$362,500 — travaux de drainage, d'égouts, de voirie, pavage, trottoirs, etc.; Règlement No 214 — \$37,500 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — \$400,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1964	\$ 2,500
1er juillet 1965	2,500
1er juillet 1966	3,000
1er juillet 1967	3,500
1er juillet 1968	3,500
1er juillet 1969	3,500
1er juillet 1970	4,000
1er juillet 1971	4,000
1er juillet 1972	5,000
1er juillet 1973	5,000
1er juillet 1974	5,500
1er juillet 1975	5,500
1er juillet 1976	6,000
1er juillet 1977	6,000
1er juillet 1978	6,500
1er juillet 1979	6,500
1er juillet 1980	7,000
1er juillet 1981	7,500
1er juillet 1982	8,500
1er juillet 1983	304,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, July 4, 1963 at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 1, St-Jean-Baptiste, Terrebonne, county of Terrebonne.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Terrebonne, (County of Terrebonne), June 5, 1963.

JEAN-JACQUES LAUZON,  
*Secretary-Treasurer.*

1, St-Jean-Baptiste,

Postal address: P.O.B. 60,

Terrebonne, (Terrebonne), P.Q.

Telephone: 666-3041.

3173

**Town of Orsainville**

County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Armand Létourneau, secretary-treasurer, town hall, 168, 1st Avenue, Orsainville, county of Quebec, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, July 2, 1963, for the purchase of an issue of \$400,000 of bonds for the town of Orsainville, county of Quebec, dated July 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964, to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 209—2nd instalment of \$362,500 — work on drainage, sewers, roads, paving, sidewalks, etc.; By-law No. 214 — \$37,500 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — \$400,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1964	\$ 2,500
July 1, 1965	2,500
July 1, 1966	3,000
July 1, 1967	3,500
July 1, 1968	3,500
July 1, 1969	3,500
July 1, 1970	4,000
July 1, 1971	4,000
July 1, 1972	5,000
July 1, 1973	5,000
July 1, 1974	5,500
July 1, 1975	5,500
July 1, 1976	6,000
July 1, 1977	6,000
July 1, 1978	6,500
July 1, 1979	6,500
July 1, 1980	7,000
July 1, 1981	7,500
July 1, 1982	8,500
July 1, 1983	304,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank

la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 2 juillet 1963, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 168, 1ère Avenue, Orsainville, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Orsainville, (Comté de Québec), 7 juin 1963.

*Le Secrétaire-trésorier,*

ARMAND LÉTOURNEAU.

Hôtel de Ville, 168, 1ère Avenue,

Orsainville, (Québec), P. Q.

Téléphone: 623-5431.

3184-o

**Ville de Montmagny**  
Comté de Montmagny

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-René Côté, greffier, Hôtel de Ville, 1, rue Ste-Julie, Montmagny, comté de Montmagny, jusqu'à 8.30 heures p.m., mardi, le 2 juillet 1963, pour l'achat de \$300,000 d'obligations de la ville de Montmagny, comté de Montmagny, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 231 — \$300,000 — acquisition d'un terrain et de bâtisses, pour fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — \$300,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1964	\$ 8,000
1er juillet 1965	8,500
1er juillet 1966	9,000
1er juillet 1967	9,500
1er juillet 1968	10,500
1er juillet 1969	11,000
1er juillet 1970	11,500
1er juillet 1971	12,500
1er juillet 1972	13,000
1er juillet 1973	14,000
1er juillet 1974	14,500
1er juillet 1975	15,500
1er juillet 1976	16,500
1er juillet 1977	17,500
1er juillet 1978	18,500
1er juillet 1979	19,500
1er juillet 1980	20,500
1er juillet 1981	22,000
1er juillet 1982	23,500
1er juillet 1983	24,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montmagny.

mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, July 2, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 168, 1st Avenue, Orsainville, county of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Orsainville, (County of Quebec), June 7, 1963.

ARMAND LÉTOURNEAU,

*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 168, 1st Avenue,

Orsainville, (Quebec), P. Q.

Telephone: 623-5431.

3184

**Town of Montmagny**  
County of Montmagny

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-René Côté, town clerk, Town Hall, 1 Ste-Julie St., Montmagny, county of Montmagny, until 8:30 o'clock p.m., Tuesday, July 1, 1963, for the purchase of an issue of \$300,000 of bonds for the town of Montmagny, county of Montmagny, dated July 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 231 — \$300,000 — purchase of a terrain and buildings for industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — \$300,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1964	\$ 8,000
July 1, 1965	8,500
July 1, 1966	9,000
July 1, 1967	9,500
July 1, 1968	10,500
July 1, 1969	11,000
July 1, 1970	11,500
July 1, 1971	12,500
July 1, 1972	13,000
July 1, 1973	14,000
July 1, 1974	14,500
July 1, 1975	15,500
July 1, 1976	16,500
July 1, 1977	17,500
July 1, 1978	18,500
July 1, 1979	19,500
July 1, 1980	20,500
July 1, 1981	22,000
July 1, 1982	23,500
July 1, 1983	24,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montmagny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212, des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 2 juillet 1963 à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 1, rue St-Julie, Montmagny, comté de Montmagny.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montmagny, (Comté de Montmagny), ce 7 juin 1963.

*Le Greffier,*  
J.-RENÉ CÔTÉ.

Hôtel de Ville, 1, rue Ste-Julie, C.P. 40,  
Montmagny, (Montmagny), P.Q.  
Téléphone: 248-3361. 3189-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds may, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any maturity of interest; however, if such a redemption is partial, it will affect the most distant maturities and the highest numbers.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, July 2, 1963, at 8:30 o'clock p.m., in the town Hall, 1 Ste-Julie St., Montmagny, county of Montmagny.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montmagny, (County of Montmagny), June 7, 1963.

J.-RENÉ CÔTÉ,  
Town Clerk.

Town Hall, 1, Ste-Julie St., P.O. Box 40,  
Montmagny, (Montmagny), P.Q.  
Telephone: 248-3361. 3189

**Paroisse de Notre-Dame-de-Laterrière**  
Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Normand Girard, secrétaire-trésorier, Laterrière, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 2 juillet 1963, pour l'achat de \$104,000 d'obligations de la paroisse de Notre-Dame-de-Laterrière, comté de Chicoutimi, datées du 1er août 1963 et remboursables par séries du 1er août 1964 au 1er août 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Règlement No. 64 — \$104,000 — travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1963.

Tableau d'amortissement — \$104,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1964	\$ 1,500
1er août 1965	1,500
1er août 1966	1,500
1er août 1967	1,500
1er août 1968	1,500
1er août 1969	2,000
1er août 1970	2,000
1er août 1971	2,000
1er août 1972	2,000
1er août 1973	2,000
1er août 1974	2,500
1er août 1975	2,500
1er août 1976	2,500
1er août 1977	2,500
1er août 1978	3,000
1er août 1979	3,000
1er août 1980	3,000
1er août 1981	3,500
1er août 1982	3,500
1er août 1983	60,500

**Parish of Notre-Dame-de-Laterrière**  
County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Normand Girard, secretary-treasurer, Laterrière, county of Chicoutimi, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, July 2, 1963, for the purchase of an issue of \$104,000 of bonds for the parish of Notre-Dame-de-Laterrière, county of Chicoutimi, dated August 1, 1963, and redeemable serially from August 1, 1964 to August 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 64 — \$104,000 work on aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1963.

Table of redemption — \$104,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1964	\$ 1,500
August 1, 1965	1,500
August 1, 1966	1,500
August 1, 1967	1,500
August 1, 1968	1,500
August 1, 1969	2,000
August 1, 1970	2,000
August 1, 1971	2,000
August 1, 1972	2,000
August 1, 1973	2,000
August 1, 1974	2,500
August 1, 1975	2,500
August 1, 1976	2,500
August 1, 1977	2,500
August 1, 1978	3,000
August 1, 1979	3,000
August 1, 1980	3,000
August 1, 1981	3,500
August 1, 1982	3,500
August 1, 1983	60,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 2 juillet 1963 à 8 heures du soir, en la salle municipale, Laterrière, comté de Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laterrière, (Comté de Chicoutimi), ce 11 juin 1963.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
NORMAND GIRARD.

Laterrière, (Chicoutimi), P.Q.

Téléphone: jour: 549-2940,  
soir: 678-2529.

3217-0

**Cité de Sorel**  
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées en endonnées « Soumissions pour obligation » seront reçues par le sous-signé Théodore Barbier, greffier, Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte, Sorel, comté de Richelieu, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 2 juillet 1963, pour l'achat de \$257,000 d'obligations de la cité de Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er août 1963 et remboursables par séries du 1er août 1964 au 1er août 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 756 — \$257,000 — travaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts, trottoirs, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1963.

Tableau d'amortissement — \$257,000 — 20ans

Année	Capital
1er août 1964.....	\$ 7,000
1er août 1965.....	7,500
1er août 1966.....	8,000
1er août 1967.....	8,500
1er août 1968.....	9,000
1er août 1969.....	9,500
1er août 1970.....	10,000
1er août 1971.....	10,500
1er août 1972.....	11,000
1er août 1973.....	12,000
1er août 1974.....	12,500
1er août 1975.....	13,000
1er août 1976.....	13,500
1er août 1977.....	14,500
1er août 1978.....	15,500
1er août 1979.....	16,500
1er août 1980.....	18,000
1er août 1981.....	19,000
1er août 1982.....	20,000
1er août 1983.....	21,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, July 2, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the municipal hall, Laterrière, county of Chicoutimi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Laterrière, (County of Chicoutimi), June 11, 1963.

*NORMAND GIRARD,*  
Secretary-Treasurer.

Laterrière, (Chicoutimi), P.Q.

Telephone: daytime: 549-2940,  
nighttime: 678-2529.

3217

**City of Sorel**  
County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Théodore Barbier, city clerk, City Hall, 71 Charlotte St., Sorel, county of Richelieu, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, July 2, 1963, for the purchase of an issue of \$257,000 of bonds for the city of Sorel, county of Richelieu, dated August 1, 1963, and redeemable serially from August 1, 1964 to August 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 756 — \$257,000 — roadwork, aqueduct and sewers, sidewalks, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1963.

Table of redemption — \$257,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1964.....	\$ 7,000
August 1, 1965.....	7,500
August 1, 1966.....	8,000
August 1, 1967.....	8,500
August 1, 1968.....	9,000
August 1, 1969.....	9,500
August 1, 1970.....	10,000
August 1, 1971.....	10,500
August 1, 1972.....	11,000
August 1, 1973.....	12,000
August 1, 1974.....	12,500
August 1, 1975.....	13,000
August 1, 1976.....	13,500
August 1, 1977.....	14,500
August 1, 1978.....	15,500
August 1, 1979.....	16,500
August 1, 1980.....	18,000
August 1, 1981.....	19,000
August 1, 1982.....	20,000
August 1, 1983.....	21,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel, comté de Richelieu.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 2 juillet 1963 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte, Sorel, comté de Richelieu.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sorel, (Comté de Richelieu), ce 11 juin 1963.

*Le Greffier,*

THÉODORE BARBIER.

Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte, C.P. 97,

Sorel, (Richelieu), P.Q.

Téléphone: RI 3-5591.

3218-0

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sorel, county of Richelieu.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, July 2, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in the city Hall, 71 Charlotte St., Sorel, county of Richelieu.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sorel, (County of Richelieu) June 11, 1963.

*THÉODORE BARDIER,*

*City Clerk.*

City Hall, 71 Charlotte St., P.O. Box 97,

Sorel, (Richelieu), P.Q.

Telephone: RI 3-5591.

3218

**Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amos**  
Comté d'Abitibi-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Gariépy, Amos, comté d'Abitibi-Est, jusqu'à 8 heures de soir, mercredi, le 3 juillet 1963, pour l'achat de \$78,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amos, comté d'Abitibi-Est, datées du 1er août 1963 et remboursables par séries du 1er août 1964 au 1er août 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 26 mai 1948 — renouvellement d'emprunt.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1963.

**The school commissioners for the municipality of Amos**  
County of Abitibi-East

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Gariépy, Amos, county of Abitibi-East, until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, July 3, 1963, for the purchase of an issue of \$78,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Amos, county of Abitibi-East, dated August 1, 1963, and redeemable serially from August 1, 1964 to August 1, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 26, 1948 — loan renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1963.

Tableau d'amortissement — \$78,000 — 15 ans

Année	Capital
1er août 1964	\$4,000
1er août 1965	4,000
1er août 1966	4,000
1er août 1967	4,500
1er août 1968	4,500
1er août 1969	4,500
1er août 1970	5,000
1er août 1971	5,000
1er août 1972	5,000
1er août 1973	5,500
1er août 1974	5,500
1er août 1975	6,000
1er août 1976	6,500
1er août 1977	7,000
1er août 1978	7,000

Table of redemption — \$78,000 — 15 years

Year	Capital
August 1, 1964	\$4,000
August 1, 1965	4,000
August 1, 1966	4,000
August 1, 1967	4,500
August 1, 1968	4,500
August 1, 1969	4,500
August 1, 1970	5,000
August 1, 1971	5,000
August 1, 1972	5,000
August 1, 1973	5,500
August 1, 1974	5,500
August 1, 1975	6,000
August 1, 1976	6,500
August 1, 1977	7,000
August 1, 1978	7,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à court terme ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Amos, comté d'Abitibi-Est.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 3 juillet 1963, à 8 heures du soir, en l'école Ste-Thérèse, Amos, comté d'Abitibi-Est.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Amos, (Comté d'Abitibi-Est), ce 12 juin 1963.

*Le Secrétaire-trésorier,*

JEAN-PAUL GARIÉPY.

Adresse postale: CP. 335,

Amos, (Abitibi-Est), P.Q.

Téléphone: 732-4341.

3224-o

**Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Chicoutimi**  
Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Bilodeau, secrétaire-trésorier, 477 est, rue Racine, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 3 juillet 1963, pour l'achat de \$140,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, datées du 1er août 1963 et remboursables par séries du 1er août 1964 au 1er août 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement le 1er février et le 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 15 mai 1962 — telle que modifiée — \$140,000 — construction d'une école de 8 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1963.

Tableau d'amortissement — \$140,000 — 15 ans

Année	Capital
1er août 1964	x\$18,000
1er août 1965	x 19,000
1er août 1966	x 20,000
1er août 1967	x 21,000
1er août 1968	x 23,000
1er août 1969	3,000
1er août 1970	3,000
1er août 1971	3,000
1er août 1972	4,000
1er août 1973	4,000
1er août 1974	4,000
1er août 1975	4,000
1er août 1976	4,000
1er août 1977	5,000
1er août 1978	5,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Amos, county of Abitibi-East.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto and Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Wednesday, July 3, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in Ste-Thérèse School, Amos, county of Abitibi-East.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Amos, (County of Abitibi-East) June, 12, 1963.

JEAN-PAUL GARIÉPY,

*Secretary-Treasurer.*

Postal address: P.O. Vox 335,

Amos, (Abitibi-East), P.Q.

Telephone: 732-4341.

3224

**The school commissioners for the municipality of the parish of Chicoutimi**  
County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Laurent Bilodeau, secretary-treasurer, 477 Racine St., East, Chicoutimi, county of Chicoutimi, until 7:30 o'clock p.m. Wednesday, July 3, 1963, for the purchase of an issue of \$140,000 of bonds for the municipality of the parish of Chicoutimi, county of Chicoutimi, dated August 1, 1963, and redeemable serially from August 1, 1964 to August 1, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 15, 1962 — as amended — \$140,000 — construction of an 8-classroom school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1963.

Table of redemption — \$140,000 — 15 years

Year	Capital
August 1, 1964	x\$18,000
August 1, 1965	x 19,000
August 1, 1966	x 20,000
August 1, 1967	x 21,000
August 1, 1968	x 23,000
August 1, 1969	3,000
August 1, 1970	3,000
August 1, 1971	3,000
August 1, 1972	4,000
August 1, 1973	4,000
August 1, 1974	4,000
August 1, 1975	4,000
August 1, 1976	4,000
August 1, 1977	5,000
August 1, 1978	5,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$105,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$21,000 chacun, de 1964 à 1968 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 3 juillet 1963 à 7.30 heures du soir, en la salle publique St-François-Xavier, Chicoutimi, comté de Chicoutimi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, (Comté de Chicoutimi), ce 12 juin 1963.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
LAURENT BILODEAU.

477 est, rue Racine, C. P. 745,  
Chicoutimi, (Chicoutimi), P.Q.  
Téléphone: 543-5240.

3225-0

**Ville de Maniwaki**  
Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations », seront reçues par le soussigné L.-P. Grondin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 106, rue Notre-Dame, Maniwaki, comté de Gatineau, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 3 juillet 1963, pour l'achat de \$135,000 d'obligations de la ville de Maniwaki, comté de Gatineau, datées du 1er août 1963 et remboursables par séries du 1er août 1964 au 1er août 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 205 — \$135,000 — tel que modifié — construction d'un aréna avec centre de loisirs.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1963.

Tableau d'amortissement — \$135,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1964	\$ 4,000
1er août 1965	4,000
1er août 1966	4,500
1er août 1967	4,500
1er août 1968	5,000
1er août 1969	5,000
1er août 1970	5,500
1er août 1971	5,500
1er août 1972	6,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$105,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$21,000 each from 1964 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, July 3, 1963, at 7:30 o'clock p.m., at the public Hall St-François-Xavier, Chicoutimi, county of Chicoutimi.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi, (County of Chicoutimi), June 12, 1963.

LAURENT BILODEAU,  
Secretary-Treasurer.

477 Racine St., East, P.O.B. 745,  
Chicoutimi, (Chicoutimi), P.Q.  
Téléphone: 543-5240.

3225

**Town of Maniwaki**  
County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L.-P. Grondin, secretary-treasurer, Town Hall, 106 Notre-Dame, Maniwaki, county of Gatineau, until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, July 3, 1963, for the purchase of an issue of \$135,000 of bonds for the town of Maniwaki, county of Gatineau, dated August 1, 1963, and redeemable serially from August 1, 1964 to August 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 205 — \$135,000 — as amended — construction of an arena with a recreational center.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1963.

Table of redemption — \$135,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1964	\$ 4,000
August 1, 1965	4,000
August 1, 1966	4,500
August 1, 1967	4,500
August 1, 1968	5,000
August 1, 1969	5,000
August 1, 1970	5,500
August 1, 1971	5,500
August 1, 1972	6,000

1er août 1973.....	\$ 6,500	August 1, 1973.....	\$ 6,500
1er août 1974.....	6,500	August 1, 1974.....	6,500
1er août 1975.....	7,000	August 1, 1975.....	7,000
1er août 1976.....	7,500	August 1, 1976.....	7,500
1er août 1977.....	8,000	August 1, 1977.....	8,000
1er août 1978.....	8,500	August 1, 1978.....	8,500
1er août 1979.....	8,500	August 1, 1979.....	8,500
1er août 1980.....	9,000	August 1, 1980.....	9,000
1er août 1981.....	9,500	August 1, 1981.....	9,500
1er août 1982.....	10,000	August 1, 1982.....	10,000
1er août 1983.....	10,000	August 1, 1983.....	10,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Maniwaki.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Ottawa et Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 3 juillet 1963 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 106, rue Notre-Dame, Maniwaki, comté de Gatineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Maniwaki, (Comté de Gatineau), ce 12 juin 1963.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
L.-P. GRONDIN.

C.P. 1060, Hôtel de Ville, 106, rue Notre-Dame,  
Maniwaki, (Gatineau), P.Q.  
Téléphone: 182. 3226-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Maniwaki.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Ottawa and Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, July 3, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 106 Notre-Dame Street, Maniwaki, county of Gatineau.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Maniwaki, (County of Gatineau), June 12, 1963.

*L.-P. GRONDIN,*  
*Secretary-Treasurer.*

P.O.B., 1060, Town Hall, 106 Notre-Dame Street,  
Maniwaki, (Gatineau), P.Q.  
Telephone: 182. 3226

### Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Rivière-du-Loup Comté de Rivière-du-Loup

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sousigné Lucien Chénard, secrétaire-trésorier, 95 rue Amyot, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 1er juillet 1963, pour l'achat de \$51,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, datées du 1er août 1963 et remboursables par séries du 1er août 1964 au 1er août 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 10 janvier 1947 — renouvellement d'emprunt.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1963.

Tableau d'amortissement — \$51,500 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1964.....	\$1,500
1er août 1965.....	1,500

### The school commissioners for the municipality of the city of Rivière-du-Loup County of Rivière-du-Loup

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lucien Chénard, secretary-treasurer, 95 Amyot St., Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 1, 1963, for the purchase of an issue of \$51,500, of bonds for the school commissioners for the municipality of the city of Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, dated August 1, 1963, and redeemable serially from August 1, 1964 to August 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated January 10, 1947 — loan renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1963.

Table of redemption — \$51,500 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1964.....	\$1,500
August 1, 1965.....	1,500

1er août 1966	\$1,500
1er août 1967	1,500
1er août 1968	2,000
1er août 1969	2,000
1er août 1970	2,000
1er août 1971	2,000
1er août 1972	2,000
1er août 1973	2,500
1er août 1974	2,500
1er août 1975	2,500
1er août 1976	3,000
1er août 1977	3,000
1er août 1978	3,000
1er août 1979	3,500
1er août 1980	3,500
1er août 1981	3,500
1er août 1982	4,000
1er août 1983	4,500

August 1, 1966	\$1,500
August 1, 1967	1,500
August 1, 1968	2,000
August 1, 1969	2,000
August 1, 1970	2,000
August 1, 1971	2,000
August 1, 1972	2,000
August 1, 1973	2,500
August 1, 1974	2,500
August 1, 1975	2,500
August 1, 1976	3,000
August 1, 1977	3,000
August 1, 1978	3,000
August 1, 1979	3,500
August 1, 1980	3,500
August 1, 1981	3,500
August 1, 1982	4,000
August 1, 1983	4,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 1er juillet 1963, à 8 heures du soir, en l'école St-Louis-de-Gonzague, 95 rue Amyot, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-du-Loup, (Comté de Rivière-du-Loup), ce 12 juin 1963.

*Le Secrétaire-Trésorier,*  
LUCIEN CHÉNARD.

Adresse postale: C.P. 236,  
Rivière-du-Loup, (Rivière-du-Loup), P.Q.  
Téléphone: UN 2-2229. 3227-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, July 1, 1963, at 8:00 o'clock p.m. in St-Louis-de-Gonzague school, 95 Amyot St., Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-du-Loup, (County of Rivière-du-Loup), June 12, 1963.

LUCIEN CHÉNARD,  
*Secretary-Treasurer.*

Postal address: P.O. Box 236,  
Rivière-du-Loup, (Rivière-du-Loup), P.Q.  
Telephone: UN 2-2229. 3227

## Syndicat professionnel

### Fraternité des Policiers de Côte St-Luc Inc.

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Fraternité des Policiers de Côte St-Luc Inc. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 6 mai 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 10 juin 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

3206-0

## Professional Syndicate

### Fraternité des Policiers de Côte St-Luc Inc.

*(Professional Syndicates' Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Fraternité des Policiers de Côte St-Luc Inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on May 6, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at Côte-St-Luc judicial district of Montreal.

Quebec, June 10, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

3206

**Vente d'effets non-réclamé****Compagnie des Chemins de Fer Nationaux  
du Canada, Service des Messageries**

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mars 1962, et non réclamés aux bureaux de la « Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, Service des Messageries », à divers endroits de la région de Saint Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, Encanteurs, 708 ouest, rue Notre Dame, Montréal, à midi, le 17 juillet, 1963, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, P.Q., le 13 mai 1963.

Compagnie des Chemins de Fer  
Nationaux du Canada,  
Service des Messageries.

*Le Surintendant Général,*

W. T. RITCHIE.

3003-21-6-o

**Sale of Unclaimed Goods****Canadian National Railway Company,  
Express Department**

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of March 1962, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian National Railway Company, Express Department", at different points in the St. Lawrence Region of the Canadian National Railways, will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company, auctioneers, 708, Notre Dame Street West, Montreal, at twelve noon, July 17, 1963, unless same shall be called for before that date and also charges paid thereon.

Montreal, P.Q. May 13, 1963.

Canadian National  
Railway Company,  
Express Department.

W. T. RITCHIE,

*General Superintendent.*

3003-21-6-o

**Vente par licitation****Larose vs Larose et al**

Cour Supérieure, district de Richelieu, No 15968; Re: Adrien Larose, demandeur, vs Joseph Larose et al, défendeurs.

*Avis de licitation  
(Article 1047 PC)*

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Sorel, dans le district de Richelieu, le 18 mai 1963, dans une cause dans laquelle Adrien Larose, entrepreneur en construction, et demeurant à Contrecoeur, comté de Verchères, P.Q., est demandeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

A.— Un lopin de terre à bois situé en la paroisse de Ste-Théodosie, mesurant un arpent et une perche de largeur sur environ six arpents de longueur, sans garantie de mesure, borné au nord-ouest à la propriété de Xavier Dansereau ou représentants, au nord-est à celle de Joseph Ménard ou représentants, au sud-est à celle de Conrad Benoit ou représentants, au cordon, au sud-ouest à Xavier Dansereau ou représentants, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro trois cent trente-huit (ptie 338) du cadastre officiel de la paroisse de Verchères.

B.— Une terre située en la paroisse de Ste-Théodosie, connue et désignée sous le numéro trois cent soixante-dix-neuf (379) du cadastre de la paroisse de Verchères, avec bâtisses y érigées; sauf et à distraire dudit lot la partie maintenant connue sous le numéro un de la subdivision du lot numéro trois cent soixante-dix-neuf (379-1) dudit cadastre appartenant à Joseph Larose.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le TROISIÈME jour de JUILLET 1963, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Sorel, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler,

**Sale by Licitiation****Larose vs Larose et al**

Superior Court, district of Richelieu, No. 15968; Re: Adrien Larose, plaintiff, vs Joseph Larose et al, defendants.

*Notice of licitation  
(Section 1047 PC)*

Notice is hereby given that under a judgment of the Superior Court, sitting in Sorel, in the district of Richelieu, on May 18, 1963, in a case in which Adrien Larose, building contractor, and living at Contrecoeur, county of Verchères, P.Q., is plaintiff, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit:

A.— A wooded strip of land situated in the parish of Ste-Théodosie, measuring one arpent and one rod in width by approximately six arpents in length, without guarantee of measure, bounded on the north-west by the property of Xavier Dansereau, or representatives, on the north-east by that of Joseph Ménard or representatives, on the south-east by the property of Conrad Benoit or representatives, on the ridge, on the south-west, by Xavier Dansereau or representatives, being a part of the lot known and designated under the number three hundred and thirty-eight (P. 338) in the official cadaster of the parish of Verchères.

B.— A farm situated in the parish of Ste-Théodosie, known and designated under the number three hundred and seventy-nine (379) in the cadaster of the parish of Verchères, with the buildings thereon erected; save and to be withdrawn from said lot is the part now known under the number one of the subdivision of lot number three hundred and seventy-nine (379-1) in the said cadaster belonging to Joseph Larose.

The immoveables designated above will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the THIRD day of JULY 1963, Court in session, in the Court Room of the Court House in Sorel, subject to charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the protonotaire of the said Court; and any opposition to annul, to secure

à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

28 mai 1963.

*Le Procureur du demandeur,*  
DOMINIQUE PAGÉ.

3078-22-2-o

charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale, and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication, and failing the interested parties to file said opposition within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

May 28, 1963.

DOMINIQUE PAGÉ,  
*Attorney for the plaintiff.*

3078-22-2

**Vente — Loi de faillite**

**Émile Éthier**

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure « En faillite » No 4190-1962. Dans l'affaire de la faillite de: Émile Éthier, 1875, 31e Avenue, Pointe-aux-Trembles, cédant autorisé, et Paul Rainville, syndic.

*Avis de vente*

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

*Désignation.*— « Un emplacement situé au No 1875, 31e Avenue, Pointe-aux-Trembles portant les numéros 394, 395 et 396 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 199, (199-394, 395 et 396) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, avec bâtisses dessus construites ». Seront vendus au bureau du Shérif, Palais de Justice, Montréal, à ONZE heures de l'avant-midi. JEUDI, le ONZIÈME jour de JUILLET 1963.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, à Montréal, le 30 mai 1963 et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la Faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédures civiles.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'adjudication, l'acquéreur devra payer les droits de gouvernement 2% conformément à la loi.

Pour autres renseignements, et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 31 mai 1963.

*Le Syndic,*  
PAUL RAINVILLE.

Bureau de:

PAUL RAINVILLE,  
484 McGill, Montréal.

3135-23-2-o

**Sale — Bankruptcy Act**

**Émile Éthier**

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court "in bankruptcy" No. 4190-1962. In the matter of bankruptcy of Émile Éthier, 1875, 31st Ave., Pointe-aux-Trembles, authorized assignor, and Paul Rainville, trustee.

*Notice of sale*

Public notice is hereby given that the following immoveables, to wit:

*Designation.*— "An emplacement situated at No. 1875, 31st Ave., Pointe-aux-Trembles, bearing numbers 394, 395 and 396 of the official subdivision of original lot number 199 (199-394, 395 and 396) in the official plan and book of reference for the parish of Pointe-aux-Trembles, with buildings thereon constructed." Will be sold in the sheriff's Office, Court House, in Montreal, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on THURSDAY, the ELEVENTH day of JULY, 1963.

This sale is made in virtue of a judgment rendered by the Superior Court, in Montreal, on May 30, 1963, and according to the provisions of sections 55 and those following of the 1949 Bankruptcy Act, in order to make this the equivalent of a sheriff's sale according to the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: Cash.

Over and above the adjudication price, the purchaser must pay the 2% government dues in accordance with the law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal on May 31, 1963.

PAUL RAINVILLE,  
*Trustee.*

Office of:

PAUL RAINVILLE,  
484 McGill, Montreal.

3135-23-2

**Ventes par Shérifs**

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

**ARTHABASKA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { PIONER CAFETERIA  
No 15-442. { FEEDS LIMITED, corporation légalement consti-

**Sheriffs' Sales**

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**ARTHABASKA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District of Arthabaska

Superior Court, { PIONER CAFETERIA  
No. 15-442. { FEEDS LIMITED, bodily legally incorporated, hav-

tuée ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse *vs* MOÏSE CHARPENTIER, de la municipalité de l'Avenir, dans le district d'Arthabaska, défendeur.

1° Les lots officiels numéros quarante-cinq et quarante-six du cadastre du canton de Durham:

2° Le lot officiel numéro cinquante du cadastre du canton de Durham, comté de Drummond, lequel lot est sujet, cependant au droit de passage No 116551 de la Compagnie « Southern Canada Power Co. Ltd »;

3° Le lot officiel numéro cent soixante-cinq du cadastre du canton de Durham, comté de Drummond, avec toutes les bâtisses érigées sur les susdits terrains;

4° Une terre située à l'Avenir connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Durham comme étant le lot numéro quarante-neuf, à distance une demie acre de profondeur sur la largeur dudit lot et étant l'extrémité nord-est d'icelui, cette partie du lot 49 présentement décrite et hypothéquée étant bornée au nord-est par le résidu du lot 49, tel résidu du lot 49 appartenant à Laurent Bisaillon, en profondeur, au sud-ouest, par le lot 50, appartenant au débiteur, d'un côté au sud-est, par le lot 51 appartenant à Laurent Bisaillon et de l'autre côté, au nord-ouest par les lots 46 et 47 dudit cadastre;

5° Une portion de terre, de forme irrégulière, à prendre dans la limite sud-est du lot ci-dessous désigné, mesurant en front, au nord-est, au plus un arpent de largeur, et à l'autre extrémité, au sud-ouest, approximativement deux arpents par toute la profondeur du lot, soit une profondeur d'environ seize arpents, bornée en front au nord-est, par le chemin du deuxième rang, en profondeur, au sud-ouest, par Moïse Charpentier (lot 46), d'un côté, au sud-est, par Laurent Bisaillon, (48 et ptie 49), et de l'autre côté jusqu'à la clôture séparant l'emplacement présentement décrit et hypothéqué du résidu dudit lot continuant à appartenir à M. Hervé Morin, la susdite portion de terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Durham comme étant partie du lot numéro quarante-sept (Ptie 47), lequel susdit lot 47 est sujet (a) au droit de passage No 119,044 de la Compagnie « Southern Canada Power Co. Ltd. », pour ses lignes de transmission de l'énergie électrique; (b) aux banes de gravier vendus par actes enregistrés en ce bureau sous les Nos 138696 et 141294.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de L'Avenir, comté de Drummond, SAMEDI, le VINGTIÈME jour de JUILLET 1963 à UNE heure de l'après-midi.

*Le Shérif d'Arthabaska,*

Bureau du Shérif, LÉO FAUCHER.  
Arthabaska, 17 janvier 1963. 3198-24-2-0

## BEAUHARNOIS

*Fieri Facias*

District de Beauharnois

Cour Supérieure, { GILLES GUÉRIN, ca-  
No 6183. { mionneur, des cité et  
district de Montréal, *vs* HEC-  
TOR CHARETTE de Melocheville, comté et  
district de Beauharnois.

À savoir: a) « D'une part, un lot vacant situé au Buisson à Melocheville, comté et district de

ing its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* MOÏSE CHARPENTIER, of the municipality of l'Avenir, in the district of Arthabaska, defendant.

1. The official lots number forty-five and forty-six in the cadaster of the township of Durham;

2. Official lot number fifty in the cadaster of the township of Durham, county of Drummond, which lot is subject, however, to right-of-way No. 116551 in favor of "Southern Canada Power Co. Ltd";

3. Official lot number, one hundred and sixty-five in the cadaster of the township of Durham, county of Drummond, with all the buildings erected on above-mentioned lots;

4. A farm situated in l'Avenir, known and designated in the official plan and book of reference for the cadaster of the township of Durham as being lot number forty-nine; to be withdrawn is one-half acre in depth by the width of said lot and being the north-east extremity of the same; this part of lot 49 presently described and mortgaged, being bounded on the north-east by the remainder of lot 49, such remainder of lot 49 belonging to Laurent Bisaillon, in depth, on the south-west, by lot 50, belonging to the debtor, on one side, on the south-east, by lot 51 belonging to Laurent Bisaillon and on the other side, on the north-west by lots 46 and 47 in said cadaster;

5. A piece of land, irregular in shape, to be taken from within the south-east boundary of the lot designated below, measuring in front on the north-east, not more than an arpent in width, and on the other extremity, on the south-west, approximately two arpents by the entire depth of the lot, that is, a depth of approximately sixteen arpents, bounded in front, on the north-east by the road of the second range, in depth, on the south-west, by the land belonging to Moïse Charpentier (lot 46), on one side, on the south-east, by the land of Laurent Bisaillon (48 and P. 49) and on the other side as far as the fence separating the emplacement presently described and mortgaged from the remainder of said lot, still belonging to Mr. Hervé Morin, the above-mentioned piece of land known and designated in the official plan and book and reference for the cadaster of the township of Durham as being part of lot number forty-seven (P. 47), which above-mentioned lot 47 is subject (a) to a right-of-way No. 119,044 in favor of "Southern Canada Power Co. Ltd", for its lines for the transmission of electric energy; (b) to gravel pits sold by deeds registered in this office under Nos. 138696 and 141294.

To be sold at the parochial church door of L'Avenir, county of Drummond, on SATURDAY, the TWENTIETH day of JULY, 1963, at ONE o'clock in the afternoon.

LÉO FAUCHER,

Sheriff's Office, Sheriff of Arthabaska.  
Arthabaska, January 17, 1963. 3198-24-2-0

## BEAUHARNOIS

*Fieri Facias*

District of Beauharnois

Superior Court, { GILLES GUÉRIN, truck-  
No. 6183. { er, of the city and dis-  
trict of Montreal *vs* HECTOR  
CHARETTE, of Melocheville, county and dis-  
trict of Beauharnois.

To wit: a) "On the one part, a vacant lot situated at Buisson in Melocheville, county and

Beauharnois, connu et désigné sous le numéro 38, de la subdivision du lot originaire numéro 391, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Clément (lot No 391-38), comté et district de Beauharnois, mesurant 50 pieds de largeur, par 90 pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest, et 111 pieds de profondeur dans la ligne nord-est, mesure anglaise;

b) d'autres part, un emplacement situé au Buisson à Melocheville, comté et district de Beauharnois, portant le numéro civique un (1) de la rue Roy, connu et désigné sous le numéro 36, de la subdivision officielle du lot originaire numéro 391 (ptie. No 391-36) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Clément, comté de Beauharnois, mesurant 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel qu'il se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.»

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, Notre-Dame de la Paix, à Melocheville, district de Beauharnois, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.  
Valleyfield, le 10 juin 1963 3219-24-2-o  
[Première insertion, le 15 juin 1963]

district of Beauharnois, known and designated under number 38, of the subdivision of original lot number 391, on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Clément (lot No. 391-38), county and district of Beauharnois, measuring 50 feet in width, by 90 feet in depth in the southwest line and 111 feet in depth in the northeast line, English measure;

b) on the other hand, an emplacement situated at Buisson in Melocheville, county and district of Beauharnois, bearing civic number one (1) on Roy Street, known and designated under number 36 of the official subdivision of the original lot number 391 (Pt. No. 391-36) on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Clément, county of Beauharnois, measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, English measure. With buildings thereon erected circumstances and dependencies, as to be found presently, with the active and passive apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable."

To be sold at the parochial church door, Notre-Dame de la Paix, at Melocheville, district of Beauharnois, on the EIGHTEENTH day of JULY, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Valleyfield, June 10, 1963. 3219-24-2  
[First insertion, June 15, 1963]

HULL

Canada — Province de Québec  
District de Hull

Cour Supérieure, { EMILE PARENT, cultivateur, domicilié à Thurso, district de Hull, demandeur, vs JEAN JACQUES ROBINSON, des mêmes lieux, défendeur.

« Le lot de terre connu et désigné sous le numéro 1-C, rang trois, du Gore du canton de Lochaber, contenant environ 100 acres en superficie tel qu'il existe actuellement avec toutes les bâtisses ».

Pour être vendu à la porte de l'église St. Jean l'Évangéliste, à Thurso, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET, 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.  
ce 10 juin, 1963. 3190-24-2-o

LABELLE

Canada — Province de Québec  
District de Labelle

Cour Supérieure, { FRANÇOIS FORGET, de Ste-Agathe des Monts, district de Terrebonne, demandeur, vs PAUL DESSUREAULT, de Mont-Laurier, district de Labelle, défendeur.

À savoir: Un immeuble situé dans la ville de Mont-Laurier dans les comté et district de Labelle et connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent quarante-six (546) aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre du village de Mont-Laurier, avec toutes bâtisses dessus érigées.

HULL

Canada — Province of Quebec  
District of Hull

Superior Court, { EMILE PARENT, farmer, domiciled at Thurso, district of Hull, plaintiff, vs JEAN JACQUES ROBINSON, of the same place, defendant.

“Lot of land known and designated under number 1-C, range three, of du Gore of the township of Lochaber, containing about 100 acres in area as it presently exists with all the buildings”.

To be sold at the door of the St-Jean l'Évangéliste church, at Thurso, on the EIGHTEENTH day of JULY, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
this June 10, 1963. 3190-24-2

LABELLE

Canada — Province of Quebec  
District of Labelle

Superior Court, { FRANÇOIS FORGET, of Ste-Agathe des Monts, district of Terrebonne, plaintiff, vs PAUL DESSUREAULT, of Mount-Laurier, district of Labelle, defendant.

To wit: An immoveable situated in the town of Mount-Laurier in the county and district of Labelle and known and designated as being lot number five hundred and forty-six (546) on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the village of Mount-Laurier, with all the buildings thereon erected.

Pour être vendu au Bureau du Shérif, au Palais de Justice de Mont-Laurier, dans le district de Labelle, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1963 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Mont-Laurier, 17/5/63.

Le Shérif,  
ADRIEN LAROSE,  
3023-21-2-0

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, of Mount-Laurier, in the district of Labelle, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Mount-Laurier, 17/5/63.

ADRIEN LAROSE,  
Sheriff.  
3023-21-2

## QUÉBEC

### Fieri Facias

Québec, à savoir: { LA SOCIÉTÉ DU CRÉ-  
No 123-356. { DIT AGRICOLE, cor-  
poration légalement consti-  
tuée ayant une place d'affaire en les cité et district de Québec, aux droits de La Commission du Prêt Agricole Canadien, incorporé par la loi Fédérale, contre SUCCESSION ALFRED MORISSETTE, a/s Mlle Thérèse Morissette, domiciliée et résidant à Portneuf, district de Québec.

a) Les lots numéros cent soixante-quatre, cent soixante-dix-neuf, cent quatre-vingts, et cent quatre-vingt-deux, (Nos. 164, 179, 180 et 182) selon le cadastre officiel pour la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf.

Sujet le numéro cent soixante-quatre (164) ci-dessus, à une vente de coupe de bois en faveur de J.-Arthur Frénette, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Portneuf, sous le numéro 108,085.

Sujets les lots numéros cent soixante-quatre et cent quatre-vingt-deux (164 et 182) ci-dessus, à une servitude pour ligne de téléphone en faveur de Bell Telephone Co. of Canada, suivant acte enregistré au susdit Bureau d'enregistrement, sous le numéro 114,819.

À distraire du lot numéro cent quatre-vingt-deux (182) ci-dessus, la partie vendue à Joseph Morissette et Yvanhoe Gaudet, à Alphonse Piché, suivant acte enregistré au susdit bureau d'enregistrement, sous le numéro 87,971.

b) Un lopin de terre à distraire de l'extrémité Nord-Ouest des terres du premier rang, ayant trois arpents de largeur sur environ neuf à dix arpents de profondeur, sans aucune garantie de mesure précise, borné en front au sud-est à un ruisseau bien connu des parties, en profondeur au nord-ouest à la ligne qui sépare les premier et second rangs, joignant au nord-est à Célestin Gauthier et au sud-ouest à l'acheteur (Adolphe Morissette). Ce lopin de terre est une partie à prendre à l'extrémité nord-ouest du numéro cent soixante-deux (162), selon le cadastre officiel pour la paroisse de Cap Santé, comté de Portneuf.

c.1) Un lot de terre situé au premier rang de Cap-Santé, ayant un demi arpent de front, sur environ trente-quatre arpents de profondeur, borné au sud au chemin, au nord à la profondeur, au nord-est à Jean Morissette, et au lot ci-après décrit, et au sud-ouest à Victor Thibaudeau;

c.2) Deux lots de terre situés au premier rang de Cap Santé, ayant deux arpents de front sur cinq arpents de profondeur, non comprise la côte, et au bout de quatre cent cinquante pas, ce lot reprend sa largeur de deux arpents sur encore cinq de profondeur, bornés au sud au chemin public, au nord à J. Bte Morissette, et

## QUEBEC

### Fieri Facias

Quebec, to wit: { LA SOCIÉTÉ DU CRÉ-  
No. 123-356. { DIT AGRICOLE, body  
legally incorporated, having a  
place of business in the city and district of Quebec, in the rights of La Commission du Prêt Agricole Canadien, incorporated by Federal law, versus THE ESTATE OF ALFRED MORISSETTE, c/o Miss Thérèse Morissette, domiciled and residing at Portneuf, district of Quebec.

a) Lots numbers one hundred and sixty-four, one hundred and seventy-nine, one hundred and eighty, one hundred and eighty-two (Nos. 164, 179, 180 and 182) according to the official cadaster for the parish of Cap-Santé, county of Portneuf.

Number one hundred and sixty-four (164) mentioned above, subject to a sale of timber-cutting rights in favour of J.-Arthur Frénette, according to a deed registered in the Registry Office of the county of Portneuf, under number 108,085.

Lots numbers one hundred and sixty-four and one hundred and eighty-two (164 and 182) mentioned above, subject to a servitude for a telephone line in favour of the Bell Telephone Co. of Canada, according to a deed registered in the aforementioned Registry Office, under number 114,819.

To be withdrawn from lot one hundred and eighty-two (182) mentioned above, is the part sold to Joseph Morissette and Yvanhoe Gaudet, to Alphonse Piché, according to a deed registered in the aforementioned Registry Office under number 87,971.

b) A strip of land to be withdrawn from the northwest extremity of the farms on the first range, measuring three arpents in width by approximately nine to ten arpents in depth, without any guarantee of exact measure, bounded in front on the southeast by a brook well-known in these parts, in depth, on the northwest, by the line which separates the first and second ranges, joining, on the northeast, the land of Célestin Gauthier and on the southwest to that of the purchaser (Adolphe Morissette). This strip of land is a part to be taken from the northwest end of number one hundred and sixty-two (162), according to the official cadaster for the parish of Cap Santé, county of Portneuf.

c. 1) A lot of land situated on range one in Cap-Santé, measuring one-half arpent in front, by approximately thirty-four arpents in depth, bounded on the south by a road, on the north, by the depth, on the northeast by Jean Morissette, and by the lot hereinafter described, and on the southwest by Victor Thibaudeau;

c. 2) Two lots of land situated on range one in Cap-Santé, measuring two arpents in front by five arpents in depth, not including the hill, and at the end of four hundred and fifty steps, regains its width of two arpents by five in depth, bounded on the south by the public road, on the north by J. Bte Morissette, and on the north-

au nord-est à Victor Thibeau et au sud-ouest au lot en premier lieu décrit et à F. X. Marcotte. L'immeuble décrit au paragraphe c.1., ci-dessus, est une partie du lot numéro cent soixante-dix (P. 170), et celui décrit en second lieu, soit, dans c.2., est une partie du lot numéro cent soixante-neuf (P. 169) selon le cadastre officiel pour la paroisse de Cap Santé, comté de Portneuf.

Sujets lesdits lots cent soixante-neuf et cent soixante-dix (169 et 170) aux servitudes pour la ligne de transmission électrique en faveur de The Shawinigan Water & Power Co., suivant actes enregistrés.

Sujets les susdits lots cent soixante-neuf et cent soixante-dix (169 et 170) à une servitude pour ligne de téléphone en faveur de Bell Telephone Co. of Canada, suivant acte enregistré au susdit bureau d'enregistrement, sous le numéro 114-819.

Sujets, encore les mêmes susdits lots, à une servitude de passage en faveur de Ph. Frenette, suivant acte enregistré au susdit bureau d'enregistrement, sous le numéro 130-741.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Cap-Santé, comté de Portneuf, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.  
Québec, le 17 mai 1963. 3011-21-2-0

[Première insertion: 25 mai 1963.]  
[Deuxième insertion: 15 juin 1963]

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: { L A MUTUELLE DES EMPLOYÉS CIVILS, corporation légale ayant son siège social à Québec, contre ROBERT PAQUET, 796, rue des Frères Est, Québec.

1° Les lots numéros trois cent soixante-sept et trois cent soixante-huit (367 et 368) subdivisions du lot originaire cinq cent soixante-six (566) au cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot numéro cent cinquante-six (156) subdivision du lot originaire sept cent vingt-deux (722) au cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg.

Pour être vendus à mon bureau au Palais de Justice, à Québec, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.  
Québec, le 12 juin 1963. 3220-24-2-0

[Première insertion: 15 juin 1963]  
[Deuxième insertion: 6 juillet 1963]

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Rimouski

Cour de Magistrat, { HERVÉ FORTIN, marchand, du village de Mont-Joli, No 13,017. { Price, district de Rimouski, demandeur, vs CYPRIEN NADEAU, manoeuvre, du village de Ste-Jeanne d'Arc, district de Rimouski, défendeur.

east by Victor Thibeau, and on the southwest by the lot described in the first place, and by F. X. Marcotte. The immoveable described in paragraph c.1, above, is a part of lot number one hundred and seventy (P. 170), and the one described in the second place, that is, in paragraph c.2, is a part of lot number one hundred and sixty-nine (P. 169), according to the official cadaster for the parish of Cap Santé, county of Portneuf.

The said lots one hundred and sixty-nine and one hundred and seventy (169 and 170) are subject to servitudes for electric transmission lines in favour of The Shawinigan Water & Power Co., according to deeds registered.

The said lots one hundred and sixty-nine and one hundred and seventy (169 and 170) are subject to a servitude for a telephone line in favour of the Bell Telephone Co. of Canada, according to a deed registered in the above-mentioned Registry Office, under number 114-819.

The same above-mentioned lots are also subject to a servitude of right of way in favour of Ph. Frenette, according to a deed registered in the above-mentioned Registry Office, under number 130-741.

The whole with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies. »

To be sold at the church door of Cap-Santé, county of Portneuf, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon.

*Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,*

Sheriff's Office, *Sheriff.*  
Quebec, May 17, 1963. 3011-21-2

[First insertion: May 25, 1963]  
[Second insertion: June 15, 1963]

*Fieri Facias*

Québec, to wit: { L A MUTUELLE DES EMPLOYÉS CIVILS, legal corporation having its head office in Québec, versus ROBERT PAQUET, 796 Des Frères St., East, Québec.

1. Lots numbers three hundred and sixty-seven and three hundred and sixty-eight (367 and 368) subdivisions of original lot five hundred and sixty-six (566) in the official cadaster of the parish of St-Roch North. With buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

2. Lot number one hundred and fifty-six (156) subdivision of original lot seven hundred and twenty-two (722) in the official cadaster of the parish of Charlesbourg.

To be sold at my office in the Court House, in Québec, on the NINETEENTH day of JULY next at TEN o'clock in the forenoon.

*Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,*

Sheriff's Office, *Sheriff.*  
Quebec, June 12, 1963. 3220-24-2

[First insertion: June 15, 1963]  
[Second insertion: July 6, 1963]

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Québec  
District of Rimouski

Magistrate's Court { HERVÉ FORTIN, merchant, of the village of Mont-Joli, No. 13,017. { of Price, district of Rimouski, plaintiff, vs CYPRIEN NADEAU, laborer, of the village of Ste-Jeanne d'Arc, district of Rimouski, defendant.

Les droits de préemption, les défrichements, les améliorations et les impecnes sur la partie nord-est, du lot trente-deux P.- nord-est, 32), rang un (1), canton Cabot, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tous droits que le défendeur a ou peut avoir sur ledit lot 32, partie nord-est.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Jeanne d'Arc, le TROISIÈME jour de JUILLET, 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Député-Shérif,*

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.  
Rimouski, 21 mai 1963. 3020-21-2-o

The rights of preemption, clearing of land, improvements and upkeep on the northeast part of lot thirty-two (northeast Part, 32), range one (1), township of Cabot, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, all rights that the defendant has or may have on the said lot 32, northeast part.

To be sold at the church door of the parish of Ste. Jeanne d'Arc, on the THIRD day of JULY, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,

Deputy-Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Rimouski, May 21, 1963. 3020-21-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Rimouski

Cour Supérieure, { **BENOIT JONCAS**, indus-  
No 27-11. { trislist, domicilié en la ville  
de Matane, district de Rimouski, demandeur, *vs* **CLÉMENT LAPIERRE & AL**, de la ville de Matane, district de Rimouski, défendeur.

Une bâtisse (restaurant) érigée sur un terrain faisant partie de la subdivision cent quatre-vingt-seize du lot cent quatre-vingt-onze. (P.-196-191) du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, mesurant soixante-onze pieds (71') de front par cent vingt-deux pieds et cinq dixièmes (122.5') de profondeur, mesure anglaise, borné au nord, à la Route No. 6, au sud à la propriété de Canada & Gulf Terminal Railway, à l'est à la subdivision cent quatre-vingt-dix-sept du lot cent quatre-vingt-onze (197-191), à l'ouest au reste de la propriété de Wellie Bélanger, lequel terrain est tenu à bail de Wellie Bélanger et à charge par l'acquéreur de payer audit Wellie Bélanger un loyer mensuel de \$80.00 pour ledit terrain, pour un terme de cinq (5) ans à compter du premier juin 1961, en vertu d'un bail fait devant R. Côté, notaire, le trente juin 1961, enregistré à Matane sous le No. 61,305.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Jérôme de Matane, le TROISIÈME jour de JUILLET, 1963, à DEUX heures de l'après-midi.

*Le Député-Shérif,*

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.  
Rimouski, 21 mai 1963. 3021-21-2-o

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Rimouski

Superior Court, { **BENOIT JONCAS**, indus-  
No. 27-11. { trislist, residing in the  
town of Matane, district of  
Rimouski, plaintiff, *vs* **CLÉMENT LAPIERRE & AL**, of the town of Matane, district of Rimouski, defendant.

A building (restaurant) erected on a lot of land forming part of subdivision one hundred and ninety-six of lot one hundred and ninety-one (P.-196-191) of the official cadaster of the parish of St-Jérôme of Matane, measuring seventy-one feet (71') in front by one hundred and twenty-two feet and five-tenths (122.5') in depth, English measure, bounded on the north, by route No. 6, on the south, by the property of the Canada & Gulf Terminal Railway, on the east by subdivision one hundred and ninety-seven of lot one hundred and ninety-one (197-191) on the west by the remainder of the property of Wellie Bélanger, which lot of land is held by lease from Wellie Bélanger and to be paid by the purchaser to the said Wellie Bélanger a monthly rental of \$80.00 for the said lot of land, for a term of five (5) years from the first of June, 1961, under a lease made before R. Côté, notary, on June thirtieth, 1961, registered at Matane under No. 61,305.

To be sold at the church door of the parish of St-Jérôme de Matane, on the THIRD day of JULY, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Deputy-Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Rimouski, May 21, 1963. 3021-21-2

## ROUYN-NORANDA

*Fieri Facias de Terris*  
District de Rouyn-Noranda

Cour de Magistrat, { **PENNY UP MER-**  
No 8515. { **CHANDISE CO.**  
**LIMITED**, corps politi-  
que et incorporé ayant sa principale place  
d'affaire dans les cité et district de Montréal,  
et faisant affaires aussi sous le nom de «*Guaran-*  
*tee Sales Co.*», demandeur, *vs* **ARTHUR LAMI-**  
**RANDE**, cultivateur et journalier d'Évain  
dans le district de Rouyn-Noranda, mais actuel-  
lement à Ottawa, dans la province d'Ontario,  
mais ayant des biens à Évain susdit; défendeur.

Les droits de ce peut avoir et prétendre le  
défendeur Arthur Lamirande sur le lot de terre  
connu et désigné aux plan et livre de renvoi  
officiel du cadastre pour le canton de Boischatel,  
comme étant le No 46 dans le rang 10, canton de  
Boischatel, dans le district de Rouyn-Noranda,

## ROUYN-NORANDA

*Fieri Facias de Terris*  
District of Rouyn-Noranda

Magistrate's Court, { **PENNY UP MER-**  
No. 8515. { **CHANDISE CO.**  
**LIMITED**, body politi-  
c and corporate, having its head office in the city  
and district of Montreal, and also carrying on  
business under the name of "*Guarantee Sales*  
*Co.*", plaintiff, *vs* **ARTHUR LAMIRANDE**,  
farmer and labourer of Évain in the district of  
Rouyn-Noranda, but presently in Ottawa, in the  
Province of Ontario, but having property in  
above-mentioned Évain, defendant.

The rights which the defendant, Arthur Lami-  
rande, may have or claims to have on lot of land  
known and designated in the official plan and  
book of reference for the cadaster of the township  
of Boischatel, as being No. 46 on range 10,  
township of Boischatel, in the district of Rouyn-

avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, lot ayant une superficie de 98 acres plus ou moins ».

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Bernard de Boischatel à Évain, LUNDI, le QUINZIÈME jour de JUILLET 1963 à TROIS heures de l'après-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, DIANIS LAFRENIÈRE.  
Rouyn, le 8 juin 1963. 3191-24-2-0

Noranda, with the buildings thereon constructed, appurtenances and dependencies; the lot has an area of 98 acres more or less."

To be sold at the Church door of St-Bernard de Boischatel in Évain, on MONDAY, the FIFTEENTH day of JULY, 1963, at THREE o'clock in the forenoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Rouyn, June 8, 1963. 3191-24-2

**SAINT-HYACINTHE**

Province de Québec — District de St-Hyacinthe  
Cour Supérieure, { **RAOUL BEAUDRY**, entrepreneur, de La Providence, district de St-Hyacinthe, sous le nom et la raison sociale de « Beaudry Construction », demandeur, *vs* **ROGER QUINTAL**, de St-Liboire, district de St-Hyacinthe, défendeur, et **J. ISIDORE DENIS**, de St-Liboire, registraire, division de Bagot, mis-en-cause.

« Un terrain de forme trapézoïdale, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Liboire, comme étant le lot No 273, subdivision No 8, borné au nord-est par le lot No 273-9, au sud-est par le lot No 273-24 (rue projetée), au sud-ouest, par le lot No 273-7 (rue projetée), au nord-ouest, par une partie non-subdivisée du lot No 273, mesurant 112 pieds de largeur par 105.4 pieds au nord-est et de 106 pieds au sud-ouest, contenant une superficie totale de 11,838 pieds carrés, mesure anglaise, avec bâtisses y érigées ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Liboire, district de St-Hyacinthe, le VINGT-SIXIÈME jour de JUNE 1963 le MERCREDI, à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, GÉRARD BEAUDET.  
St-Hyacinthe, le 15 mai 1963. 3004-21-2-0

**SAINT-HYACINTHE**

Province of Quebec — District of St-Hyacinthe  
Superior Court, { **RAOUL BEAUDRY**, contractor, of La Providence, district of St-Hyacinthe, under the name and social reason of "Beaudry Construction", plaintiff, *vs* **ROGER QUINTAL**, of St-Liboire, district of St-Hyacinthe, defendant, et **J. ISIDORE DENIS**, registraire, division de Bagot, à St-Liboire, mis-en-cause.

"A lot of land of trapezoidal form, known and designated as lot No. 273, subdivision No. 8, bounded as follows, on the northeast by lot No. 273-9, on the southeast by lot No. 273-24 (prospected street), on southwest, by lot No. 273-7 (prospected street), on northwest, by a part non-subdivided of lot No. 273, measuring 112 feet in width by 105.4 feet on northeast and 106 feet on southwest, containing a superficie of 11,838 square feet, English measure, with buildings thereon erected."

To be sold at parochial church door of St-Liboire, district of St-Hyacinthe, WEDNESDAY the TWENTY-SIXTH day of JUNE, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GÉRARD BEAUDET,

Sheriff's Office, Sheriff.  
St-Hyacinthe, May 15, 1963. 3004-21-2-0

Canada — Province de Québec  
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { **RAOUL BEAUDRY**, entrepreneur, La Providence, district de St-Hyacinthe, demandeur, *vs* **ROGER QUINTAL**, de St-Liboire, défendeur, **J. ISIDORE DENIS**, registraire, St-Liboire, mis-en-cause.

« Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause, qui devait avoir lieu MARDI, VINGT-SIXIÈME jour de JUNE 1963, à ONZE heures a.m., à la porte de l'église de St-Liboire, Bagot, district de St-Hyacinthe aura lieu le MARDI, le NEUF JUILLET 1963 à ONZE heures a.m., à la place sus-mentionnée.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, GÉRARD BEAUDET.  
St-Hyacinthe, 11 mai 1963. 3221-24-2-0

Canada — Province of Quebec  
District of St-Hyacinthe

Superior Court, { **RAOUL BEAUDRY**, contractor, La Providence, district of St-Hyacinthe, plaintiff *vs* **ROGER QUINTAL**, of St-Liboire, defendant, **J. ISIDORE DENIS**, registrar, St-Liboire, mis-en-cause.

"Notice is by the present given that the property and land seized in this case to be sold the WEDNESDAY, MAY TWENTY-SIXTH, 1963, will now be sold TUESDAY, JULY NINTH, 1963 at ELEVEN o'clock a.m., at the parochial church door of St-Liboire, Bagot, district of St-Hyacinthe.

GÉRARD BEAUDET,

Sheriff's Office, Sheriff.  
St-Hyacinthe, May 11, 1963. 3221-24-2-0

**TERREBONNE**

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **D. NEPVEU INC.**, corps politique dûment incorporé selon la loi, ayant sa principale place d'affaires à St-Hermas, district

**TERREBONNE**

Canada — Province of Quebec  
District of Terrebonne

Superior Court, { **D. NEPVEU INC.**, body politic duly incorporated according to law, having its head office in St-Hermas, district of Terre-

de Terrebonne; demanderesse; et GÉRARD ROY, journalier demeurant à Carillon, district de Terrebonne, défendeur.

bonne, plaintiff; and GÉRARD ROY, day-labourer, residing at Carillon, district of Terrebonne, defendant.

*Avis de vente*

Les immeubles ci-après désignés et en la possession du défendeur;

« Un certain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-André d'Argenteuil, comme faisant partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-quatre (ptie 284) mesurant cinquante pieds (50') de largeur sur cent pieds (100') de profondeur, (50' x 100') mesures anglaises et plus ou moins; borné en front, au nord-ouest par le chemin public, conduisant à l'Ile aux Chats, au sud-ouest par partie du même lot appartenant à Jacques Chaput ou représentants, au sud-est et au nord-est par le résidu dudit lot 284 appartenant à M. Albert Fournier ou représentants. Avec bâtisses. »

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Carillon, comté d'Argenteuil, JEUDI le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN 1963 à TROIS heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.  
St-Jérôme, 15 mai 1963. 2992-21-2-0

*Notice of sale*

"The immoveables hereinafter designated and in the possession of the defendant;

"A certain emplacement known and designated in the official plan and book of reference for the parish of St-André d'Argenteuil, as forming part of lot number two hundred and eighty-four (P. 284) measuring fifty feet (50') in width by one hundred feet (100') in depth, (50' x 100') English measure, and more or less; bounded in front, on the northwest by the public road, leading to Ile aux Chats, on the southwest by the part of the same lot belonging to Jacques Chaput or representatives, on the southeast and on the northeast by the remainder of said lot 284 belonging to Mr. Albert Fournier or representatives. With buildings."

To be sold at the Catholic church door of Carillon, county of Argenteuil, on THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of JUNE, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
St-Jérôme, May 15, 1963. 2992-21-2

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 36 013. { NORMANDIE ENTERPRISES INC., corps légalement constitué, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité de St-Jérôme, district de Terrebonne, demanderesse, vs QUEBEC ACCEPTANCE CORPORATION LTD, corps légalement constitué ayant son siège social en la cité de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, défenderesse.

Canada — Province of Quebec  
District of Terrebonne

Superior Court, No. 36 013. { NORMANDIE ENTERPRISES INC., body legally incorporated, having its head office and main place of business in the city of St-Jérôme, district of Terrebonne, plaintiff, vs QUEBEC ACCEPTANCE CORPORATION LTD, body legally incorporated, having its head office in the city of Saint-Jérôme, district of Terrebonne, defendant.

*Avis de vente*

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause et ci-après désignés, qui devait avoir lieu à deux heures de l'après-midi, le vingt-troisième jour de janvier 1963, à la porte de l'église de Ste-Thérèse de Blainville, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN 1963, à la porte de l'église de Ste Thérèse de Blainville (rue de l'Église).

« Un emplacement situé à l'angle des rues Blainville et Turgeon de la ville de Ste-Thérèse, et composé comme suit:

1° Du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-neuf (89-1) des plan et livre de renvoi officiels du village de Ste Thérèse de Blainville.

2° Du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-dix (90-1) des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

3° Du lot numéro deux et du lot numéro quatre de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-onze (91-2 et 4) des mêmes plan et livre de renvoi officiels. »

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble et avec toutes les bâtisses dessus construites.

Conditions; comptant.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.  
Saint-Jérôme, le 15 mai 1963. 2993-21-2-0

*Notice of sale*

Notice is hereby given that the sale of immoveables seized in the present cause, and hereinafter designated, which was to have taken place at two o'clock in the afternoon on the twenty-third day of January, 1963, at the church door of Ste-Thérèse de Blainville, will take place at TEN o'clock in the forenoon, on the TWENTY-SEVENTH day of JUNE, 1963, at the Church door of Ste-Thérèse de Blainville (Church St.).

"An emplacement situated at the corner of Blainville and Turgeon Streets in the town of Ste-Thérèse, and composed as follows:

1. Of lot number one of the official subdivision of lot number eighty-nine (89-1) in the official plan and book of reference for the village of Ste-Thérèse de Blainville.

2. Of lot number one of the official subdivision of lot number ninety (90-1) in the same official plan and book of reference.

3. Of lot number two and of lot number four of the official subdivision of lot number ninety-one (91-2 and 4) in the same official plan and book of reference."

The whole as it is presently to be found with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immoveable, and with all the buildings thereon constructed.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint-Jérôme, May 15, 1963. 2993-21-2-0

**Ventes pour taxes**

**Sales for Taxes**

**Ville de Port-Alfred**

**Town of Port-Alfred**

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus aux enchères à l'hôtel de ville de Port-Alfred, LUNDI, le VINGT-DEUX JUILLET en l'année mil neuf cent soixante-trois à DIX heures du matin pour les taxes municipales et scolaires, avec les intérêts et frais tels que mentionnés ci-après, à moins que les taxes municipales, ainsi que les frais, ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère, à savoir:

Public notice is hereby given by the undersigned, Town Clerk of the above said municipality, that the immoveables hereinafter described shall be sold by public auction at the Town Hall of the town of Port-Alfred, MONDAY, JULY the TWENTY-TWO, in the year one thousand nine hundred and sixty-three, at TEN o'clock in the forenoon for the municipal and school taxes, with interests and costs as mentioned hereinafter, unless the municipal taxes as well as the costs be paid before the date of the sale for auction, to wit:

Propriétaires Owners	Numéros du cadastre Cadastral numbers	Taxes scol. School taxes	Taxes munic. Munic. taxes
Mme-Mrs. Herman Asselin	P. 69 (Cad. Village de-of St-Alexis de la-of Grande-Baie)	\$ 91.67	\$169.80
Pierre-Eugène Bergeron	85-13-2, 85-14-4, 85-17-6, 85-19-1, 85-20-1, 85-21-2	212.96	306.32
Mme-Mrs. Charles Eugène Bérubé	P. 98-62	214.18	299.46
Bertrand Bluteau	98-71	35.00	282.04
Ernest Boily	97-54, 103-31	65.92	97.21
Elisée Bouchard	95-90	139.99	271.71
Jean-Joseph Bouchard	111-40, 112-6	37.87	200.77
Jos. Bouchard (Azarias)	97-78	148.32	241.40
Jos. Edmond Bouchard	98-78	186.56	175.02
Roland Bouchard	P. 1, P. 68-1 (Cad. Village de-of St-Alexis de la-of Grande-Baie)	137.84	234.21
Gérard Brunet	93-205	1.50	19.44
William Claveau	98-A-24	289.08	295.67
Simon Côté	P. 62-1	446.24	265.02
Jos.-Arthur Desgagné	P. 46, P. 48 (Cad. Village de-of St-Alexis de la-of Grande-Baie)	100.94	183.12
Zémilda Drolet	114-4, 115-29	98.32	119.50
Roland Duchaine	135-1, 172 (Cad. Village de-of St-Alexis, de la-of Grande-Baie)	61.84	144.30
Jean-Yves Émond	96-41	269.86	700.71
Félix Fleury	P. 95-211, P. 95-213, P. 95-214	373.89	816.30
Mme-Mrs. Félix Fleury	89-11-2, 89-12-2, 89-14-1, 89-12-3	174.07	256.95
Almas Gagnon	P. 94-184	96.24	157.64
Élie Gagnon	P. 94-236	87.55	334.40
Daniel Genest	P. 98-109		18.49
Albert Gilbert	98-63, P. 98-45, P. 97-76, P. 479-38	270.89	761.90
Jean-Charles Gobeil	P. 94-116	15.32	202.96
Mme-Mrs. Jean-Eudes Hachey	P. 95-222, 94-114	130.81	292.63
Hôtel Godmaire Inc.	P. 95-73	686.15	417.93
Jean-Benoit Lapointe	110-106, 111-37	132.32	233.72
Alphonse Lemieux	114-5, 115-30		119.42
Albéric Lévesque	P. 91	113.30	321.28
Mme-Mrs. Idola Martel	95-202, 96-77	143.14	180.34
Ls.-Philippe Martel	P. 76-2	44.85	12.10
Roger Martin	P. 98-98	569.59	526.40
Jean Joseph Perron	P. 78 (Cad. Village de-of St-Alexis de la-of Grande-Baie)	187.32	325.12
Mme-Mrs. Édouard Potvin	95-82	158.16	208.84
Alfred Thibeault	P. 93-58, P. 93-56	49.00	324.17
Laurent Simard	93-208	303.07	604.31
Mme-Mrs. Laurent Simard	93-209	5.15	5.96

Les immeubles susdits sont tous du cadastre, à moins d'indication contraire, de la paroisse de St-Alexis de Grande-Baie, canton de Bagot.

The above mentioned immoveables, unless otherwise described, are all in the plan and book of reference of the parish of St-Alexis de Grande-Baie, Bagot Township.

Donné à Port-Alfred, ce 10e jour de juin 1963.

Given at Port-Alfred, this 10th day of June 1963.

*Le Greffier,*

**WILLIE TREMBLAY,**

3197-24-2-o

**WILLIE TREMBLAY.**

3197-24-2-o

*Town Clerk.*

**Cité de Montréal-Nord**

**City of Montreal-North**

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, MERCREDI, le DIX (10) JUILLET, mil neuf cent soixante-trois (1963), à DIX (10) heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the office of the council of the city of Montreal North, on WEDNESDAY the TENTH (10) of JULY, nineteen hundred and sixty-three (1963) at TEN (10) o'clock in the forenoon, daylight

paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 21 mai 1963, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Georges V, chapitre 33, section 3.

saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated May 21, 1963, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550, of Cities and Town Act, as amended by 24, George V, chapter 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Jean Simoneau	28	55-3.
Alphée Aubin & Charles Gaudreault	31	898.
Jérôme Martel (Avec bâtisse dessus érigée).	31	77, 78-1. (With building thereon erected).
Paul Drouin	31	78-2.
Ernest Lebel	31	79.
E. Jalbert	31	653 P.

Partie du lot No six cent cinquante-trois (653P) subdivision du lot originaire numéro trente et un (31) du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal, en la municipalité de Montréal-Nord, sans bâtisse dessus érigée, de figure rectangulaire bornée en front vers le nord-ouest par le lot 31-652-2, vers le nord-est par le résidu dudit lot 31-653, vers le sud-est par partie du lot 31-654 et vers le sud-ouest par partie du No 31-669, mesurant quarante pieds et cinq dixièmes de pied (40.5') de largeur par une profondeur de vingt-cinq (25') pieds et contenant une superficie de mille douze pieds carrés et cinq dixièmes, mesure anglaise (1012.5 p.c. m.a.).

Part of lot No. six hundred and fifty-three (653P) subdivision of original lot No. thirty-one (31) of the cadastre of the parish of Sault au Récollet, registration division of Montreal, in the municipality of the city of Montreal-North, without any building thereon erected, of rectangular form, bounded in front towards the northwest by lot No. 31-652-2, towards the northeast by the remaining part of said lot 31-653, towards the southeast by part of lot 31-654 and towards the southwest by part of lot 31-669, measuring forty feet and five tenths of a foot (40.5') in width by twenty-five (25') feet in depth and containing an area of one thousand and twelve square feet and five tenths, English measure (1012.5 s.f. e.m.).

Dame Marie-Paule Meloche épouse de-wife of Lucien Vadeboncoeur et al.	35	10.
Giovani Supino	35	795, 796.
	36	712, 713.
Savaria Bulldozer Ltd.	51	20.
	59	46P.
	50	1009, 1010.

Une partie du lot quarante-six (46 P) subdivision du lot originaire No cinquante-neuf (59) du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal, en la municipalité de la cité de Montréal-Nord, de figure rectangulaire, bornée en front vers le sud-ouest par le résidu dudit lot 59-46, vers le nord-ouest par partie du lot 59-45, vers le nord-est par le lot No 51-20 et vers le sud-est par partie du lot No 56-47, mesurant cinquante (50') pieds de largeur par une profondeur de quatre (4') pieds et contenant une superficie de deux cents pieds carrés, mesure anglaise (200' p.c. m.a.).

Part of lot No. forty-six (46 P) subdivision of original lot No. fifty-nine (59) of the cadastre of the parish of Sault au Récollet, registration division of Montreal, in the municipality of Montreal North, of rectangular form, bounded in front towards the southwest by the remaining part of said lot No. 59-46, towards the northwest by part of lot No. 59-45, towards the northeast by lot No. 51-20 and towards the southeast by part of lot No. 56-47, measuring fifty (50') feet in width by a depth of four (4') feet and containing an area of two hundred square feet, English measure (200' s.f. e.m.).

Aldeo Dupuis	54	5, 6P.
--------------	----	--------

Une partie du lot No six (6 P.) subdivision du lot originaire No cinquante-quatre (54) du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal, en la municipalité de Montréal-Nord, sans bâtisse dessus érigée, de figure rectangulaire, bornée en front vers le sud-ouest par partie non subdivisée du lot originaire 54 (ave. Savard), vers le nord-ouest par le résidu dudit lot 54-6, vers le nord-est par partie du lot 53-23 et vers le sud-est par le lot No 54-5, mesurant trois (3') pieds de largeur par quatre-vingt (80') pieds de profondeur et contenant une superficie de deux cent quarante pieds carrés, mesure anglaise, (240 p.c. m.a.).

Part of lot No. six (6 P.) subdivision of original lot No. fifty-four (54) of the cadastre of the parish of Sault au Récollet, registration division of Montreal, in the municipality of Montreal North, without building thereon erected, of rectangular form, bounded in front towards the southwest by an unsubdivided part of original lot No. 54 (Savard Ave), towards the northwest by the remaining part of said lot No. 54-6, towards the northeast by part of lot No. 53-23 and towards the southeast by lot No. 54-5, measuring three (3') feet in width by a depth of eighty (80') feet and containing an area of two hundred and forty-square feet, English measure (240 s.f. e.m.).

Antonio Lapenna	76	375.
-----------------	----	------

(Avec bâtisse dessus érigée).

(With building thereon erected).

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la cité de Montréal-Nord.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet and situated in the city of Montreal-North.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Donné en la cité de Montréal-Nord, ce onzième (11) jour du mois de juin, mil neuf cent soixante-trois (1963).

Given at the city of Montreal North, this eleventh (11) day of June, nineteen hundred and sixty-three (1963).

Le Secrétaire-trésorier,  
RENÉ BERGERON, C.A.

RENÉ BERGERON, C.A.,  
Secretary-Treasurer.

# INDEX No 24

**ACTIONS**  
en séparation de biens

Gamelin vs Jutras .....	2835
Salonen vs Atamanik .....	2835

**ACTIONS**  
for Separation as to Property

**ARRÊTÉS en Conseil**

902 — Classement de la maison Delisle à Deschambault .....	2844
902 — Classification of "Maison Delisle" at Deschambault .....	2844
903-A — Confection pour dames, Province .....	2835
903-A — Ladies cloak and suit, Province .....	2835
903-B — Construction, Joliette, Berthier et al. ....	2837
903-C — Postes de service et débits d'essence, Chicoutimi .....	2842
903-C — Service and gasoline stations, Chicoutimi .....	2842
903-D — Imprimerie, Montréal .....	2843
903-D — Printing, Montreal .....	2843
904-C — Alimentation au détail, Québec .....	2843
904-C — Retail food, Quebec .....	2843

**ORDERS in Council**

**AVIS**

**NOTICES**

Chevaliers de Colomb de Contrecoeur (Les) (Conseil 2848) (S.S.) .....	2844
Knights of Columbus of Contrecoeur (Council 2848) (H.O.) .....	2844
Les Saules, ville-town (Règl.-By-law 57) .....	2844
Société Saint-Jean-Baptiste Locale de Les Vieilles Forges (Const.-Inc.) .....	2844

**COMPAGNIES**

**COMPANIES**

Avis relatifs  
à la loi des

Notices relative  
to the Act of

Chartes —  
Abandon de

Charters —  
Surrender of

Allyson (Joseph), Limitée .....	2845
F.D.R. Inc. ....	2846
G.B.S. Realties Inc. ....	2845
St-Jacques Automobile Limitée .....	2845

Bohémier Néon Inc. ....	2788
Bomil Clothing Ltd. ....	2789
Bonavista Construction Co. Ltd. ....	2789
Boulevard Furniture Show Room Inc. ....	2790
Branord Inc. ....	2790
Bromere Company Limited .....	2790
Camclair Inc. ....	2791
Cameo Ladies Wear Co. ....	2791
Carrières Montmagny, Inc. ....	2791
Cartierville Roofing Co. Ltd. ....	2792
Century Food Products Inc. ....	2792
Cie de Gestion Universelle Ltée .....	2792
Corporation de Construction Viger (La) .....	2821
Courchesne, Larose Transport Inc. ....	2793
Cowansville Country Club Inc. ....	2793
Crown Leather Garment Mfg. Inc. ....	2793
Daigle Furniture Ltd. ....	2794
Darwin Paintings Ltd. ....	2794
Date-Line Juniors Inc. ....	2794
Diazo Reproduction Inc. ....	2795
Diormica Placage Inc. ....	2795

**Divers**

**Miscellaneous**

Amis de l'Esprit Nouveau (Les) (Dir.) ..	2849
Amis de l'Esprit Nouveau (Les) (Règl.-By-laws) .....	2849
Association des Anciens et Nouveaux Élèves de l'Institut Français Évan- gélisme de la Pointe-aux-Trembles Inc. (L') (Règl.-By-laws) .....	2846
Best Ever Food Products Ltd. (Dir.) ..	2849
Chalifour (O.), Incorporée (Dir.) .....	2850
Éditions Bel-Aire Inc. (Les) (Dir.) .....	2849
Elite Business Investment Corp. (Dir.) ..	2846
Grands Ballets Canadiens (Les) (Dir.) ..	2847
Grands Ballets Canadiens (Les) (Règl.-By-laws) .....	2847
Institut St-Michel La Chesnaie Inc. (Dir.) .....	2847
Institut St-Michel La Chesnaie Inc. (Règl.-By-laws) .....	2847
L'Anglais (Paul) Inc. (Dir.) .....	2847
Marclab Limitée (Dir.) .....	2848
Martinique Motor Inn Ltd. (The) (Dir.) .....	2849
Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Boni- face de Shawinigan (L') (Règl.-By- laws) .....	2846
St-Jérôme Auto Électric Limitée (Dir.) ..	2848
Walsh-Quebec-Construction Company Limited (Dir.) .....	2848

**Lettres patentes**

**Letters Patent**

A. H. Construction Corp. ....	2786
A-I-Rent-A-Tool Inc. ....	2787
All-Con Precast Products Ltd. ....	2787
Andersen Lake Mines Limited .....	2787
Applicateurs Généraux en Bâtiment Ltée (Les) .....	2799
Barclay Bowling and Billiard Ltd. ....	2788
Best Value Merchandising Co. Ltd. ....	2788

École de Haute Coiffure André & Joseph Inc. ....	2795
Édifices Champlain Inc. (Les) .....	2796
Electrophysical Instruments Ltd. ....	2796
Evoy Investments Inc. ....	2796
Fashion-Plate Manufacturing Co. Ltd. ..	2797
Fortin Service Station Inc. ....	2716
Fred's Trailers Inc. ....	2797
G. G. Holdings Limited .....	2798
Gabe (Samuel) Inc. ....	2798
Gala Inc. ....	2798
General Building Applicators Ltd. ....	2799
Gianni and Gino Construction Company Ltd. ....	2799
Gilbern Sales Ltd. ....	2799
Gloria Hosiery Mills (1963) Ltd. ....	2800
Guaranteed Laundry & Dry Cleaning Equipment Inc. ....	2800
Gueymard et Fils Inc. ....	2801
Importations Eldorado Inc. ....	2801
Industrial Site Maintenance Ltd. ....	2801
Inscoor Limited .....	2802
Institut Mary & Normand Inc. ....	2804
Janet's Originals (1963) Inc. ....	2802
Laiterie St-Jovite Ltée .....	2802
Laurentian-Ungava Outfitters Ltd. ....	2803
Leewill Caterers Ltd. ....	2803
Leslie Cut Glass Co. Ltd. ....	2803
Maison André Legault Ameublement Inc. (La) .....	2804

**Lettres patentes**  
(suite)**Letters Patent**  
(continued)

Marché Gingras Ltée	2804
Mary's & Normand's Institute Inc.	2804
Mericco Limited	2805
Metropolitan Import Co. Ltd.	2805
Miller (I.) Shirts Inc.	2806
Montemurro (J.) (1963) Inc.	2806
Montreal-Nord Flush Door Inc.	2806
Motel de la Source Argentée Inc.	2807
Motel Jacques Cartier (1963) Ltée	2807
National Coffee Club Inc.	2807
Nielsen Research Corp.	2808
Normandie Construction Inc.	2808
North Star Engineering Products Ltd.	2808
Papineau Development Corp.	2809
Pâtisserie Rialto Ltée	2809
Perfect Enterprises Ltd.	2809
Perl's & Friedman Photos Inc.	2810
Plomberie Antoine St-Onge Inc.	2810
Printemps Chaussures Inc. (Au)	2810
Provincial Chemicals Ltd.	2811
Provincial Landscape Ltd.	2811
Publico Inc.	2812
Quarry Hill Orchids Inc.	2812
Quebec Quality Food Service Co. Ltd.	2812
Rama Realty Co.	2813
Restaurant Belle-Ville Inc.	2813
Rite Twenty Inc. (The)	2813
Riverway Park of Quebec Ltd.	2814
Roxana Lingerie Mfg. Ltd.	2814
St. Jacques (J. & R.) Inc.	2814
St-Jovite Dairy Ltd.	2802
Saradan Holding Corp.	2815
Silver Springs Motel Inc.	2807
Société de Construction R. M. Inc.	2815
Soro Investment Corp.	2815
Sqworms Limited	2816
Stanley's Bargain Store Inc.	2816
Station de Service Fortin Inc.	2816
Stemic Ltd.	2817
Sutwin Investment Corp.	2817
Sylviana Holdings Limited	2817
T.S. Furniture Mfg. Ltd.	2818
Taman Realities Inc.	2818
Techno-Sales Inc.	2819
To-To Pizzeria (Lachine) Inc.	2819
Tremblay (Albéric) Inc.	2819
U.M. & M. Financial of Canada Ltd.	2820
Unitex Watch Ltd.	2820
Universal Cooler (Montreal) Inc.	2820
Universal Import Co. Ltd.	2821
Viger Construction Corp.	2821
Waterloo Holding Corp.	2822

**Lettres patentes**  
**supplémentaires****Supplementary**  
**Letters Patent**

ABC Advisers Ltd.	2822
Association des Constructeurs de Routes du Québec	2822
Balaton Club	2822
Boisclair (Jacques) Inc.	2823
Canadian Hoechst Ltd.	2823
Capital Consultant Associates Limited	2823
Chantiers Gagnon, Limitée (Les)	2823
Columbia Electric Limited	2824
Compagnie Price Limitée (La)	2832
Consolidated Plywood Corporation	2824
Cook Construction Ltée	2824
Custom Built Homes Corporation	2824
Développements Frontenac Ltée (Les)	2825
Dor-Steve Wood Products Inc.	2825
Édifice Sirois & Couture Ltée	2825
Éditions Viking Ltée (Les)	2825
Excelsior Auto Ltée	2826
Fedor-Bernier Associates Inc.	2826
Fedor-Bernier Associés Inc.	2826

Fraid's Inc.	2826
Fraid's Inc.	2826
Frontenac Paving Ltd.	2832
Gauthier Drive Yourself Ltée	2827
Holt, Renfrew & Co. Limited	2827
Holt, Renfrew & Cie, Limitée	2827
Hôtel Central Chomedey Inc.	2827
Hydraulic Machinery Company, Limited	2827
Immeubles Grenier Ltée	2828
Industrial Fasteners Ltd.	2828
Industries de Placage de Québec Limitée (Les)	2833
Industries Tréco Inc. (Les)	2828
Key Mortgage Corporation Ltd.	2828
Laboratoires Ville Marie Inc.	2829
Laboratory Furniture Incorporated	2830
Lafortune & Gagné Limitée	2829
Lecompte (Georges) Incorporé	2829
Lex Investment Co. Ltd.	2829
Librairie Leméac Inc.	2829
Mobilier de Laboratoire Incorporée	2830
Mont-Bruno Excavation Limitée	2830
Montcalm Terrace Inc.	2835
Montreal Phono Co. Ltd.	3830
Moro Investments Ltd.	2831
Nash Equipment Corp.	2831
Nesbitt, Thomson and Company, Limited	2831
Nesbitt, Thomson et Compagnie, Limited	2831
Nesbitt, Thomson and Company, Limited	2831
Pavage Frontenac Ltée	2832
Price Brothers & Company, Limited	2832
Québec Aviation Ltée	2832
Québec Road Builders Association	2822
Québec Veneer Industries Company Limited (The)	2833
Ricard Confection Inc.	2833
Sherbrooke Auto Lavage Trois Minutes Inc.	2833
Sherbrooke Three Minute Car Wash Inc.	2833
Siegmund Werner Limited	2833
Sigouin (Conrad) Limitée	2834
Sonier Service Ltée	2834
Stephens Estate Realities, Limited (The)	2834
Tamont Inc.	2834
Terrasse Montcalm Inc.	2835

**Sièges sociaux****Head Offices**

Advanced Food Products Ltd.	2853
Arnaud Acceptance Corporation	2851
Centre Jacques Pâquet Inc.	2853
Fortier (Hermann) Inc.	2853
Girard & Fils Ltée	2852
Girard & Sons Ltd.	2852
Hôtel de la Roche Pleureuse Ltée	2850
Kredl Roofing Corporation	2850
Langelier-Valiquette Ltée	2852
Omark Industries (Eastern) Ltd.	2851
Seven Up Valleyfield Limitée	2852
Shefford Finance Inc.	2853
Snowdon Mining and Explorations Limited	2851
Stephens Estate Realities Ltd.	2851
Stephens Estate Securities Ltd.	2854
U.M. & M. Financial of Canada Ltd.	2852
Uniformes Québécois Inc. (Les)	2850
Walsh-Quebec-Construction Company Limited	2852

**Curatelle publique****Public Curatorship**

<i>Succession vacante:</i>	<i>Vacant Estate:</i>
Lévesque, Roland	2854

<b>DEMANDE</b>	<b>APPLICATION</b>	Rivière-du-Loup, cité - city .....	2876
<b>à la Législature</b>	<b>to Legislature</b>	Sorel, cité-city .....	2872
Candiac, ville - town .....	2854	Terrebonne, ville-town .....	2868
<b>EXAMEN</b>	<b>EXAMINATION</b>	<b>SYNDICAT</b>	<b>SYNDICATE</b>
<b>du Barreau</b>	<b>Bar</b>	<b>professionnel</b>	<b>Professional</b>
Abitibi-Témiscamingue - pratique-prac-	2854	Fraternité des Policiers de Côte St-Luc	
tice .....		Inc. (Const.-Inc.) .....	2877
<b>MINISTÈRES</b>	<b>DEPARTMENTAL</b>	<b>VENTES</b>	<b>SALES</b>
<b>Agriculture</b>	<b>Agriculture</b>	<b>Effets non-réclamés</b>	<b>Unclaimed Goods</b>
Cercle agricole de la paroisse de St-	2855	Canadian National Railway Company,	
Amable (Form.) .....		Express Department .....	2878
<b>Agriculture</b>	<b>Agriculture</b>	Compagnie des Chemins de Fer Natio-	
<b>Industrie laitière:</b>	<b>Dairy Industry:</b>	naux du Canada, Services des Messa-	
Ord. 3-63 (Mauricie) .....	2866	geries .....	2878
<b>Finances</b>	<b>Finance</b>	<b>Licitation</b>	<b>Licitation</b>
<b>Assurances:</b>	<b>Insurance:</b>	Larose vs Larose et al. ....	2878
Belair Insurance Company .....	2855	<b>Loi de faillite</b>	<b>Bankruptcy Act</b>
<b>Instruction publique</b>	<b>Education</b>	Éthier, Émile .....	2879
<b>Municipalité scolaire de:</b>	<b>School Municipality of:</b>	<b>SHÉRIFS</b>	<b>SHERIFFS</b>
Belcourt et Lac Tiblemont (Dem.) .....	2855	<b>Arthabaska</b>	<b>Arthabaska</b>
Belcourt and Lake Tiblemont (Appl.) ..	2855	Pioner Cafeteria Feeds Limited vs Char-	
Boyer, canton - township (Dem.- Appl.)	2855	pentier .....	2879
Norton Creek (Dem.- Appl.) .....	2856	<b>Beauharnois</b>	<b>Beauharnois</b>
St-Sixte (Dem.- Appl.) .....	2856	Guérin vs Charette .....	2880
St-Urbain (Dem.- Appl.) .....	2856	<b>Hull</b>	<b>Hull</b>
Sutton (Dem.- Appl.) .....	2856	Parent vs Robinson .....	2881
<b>Terres et Forêts</b>	<b>Lands and Forests</b>	<b>Labelle</b>	<b>Labelle</b>
<b>Cadastre:</b>	<b>Cadastre:</b>	Forget vs Dessureault .....	2881
Gendreau, canton-township .....	2856	<b>Québec</b>	<b>Quebec</b>
Leslie, canton-township .....	2857	Mutuelle des Employés Civils (La) vs	
Nouveau-Québec, territoire .....	2857	Paquet .....	2883
Rouyn, canton-township .....	2857	Société du Crédit Agricole (La) vs	
St-Joseph de Chambly, par. ....	2857	Morissette .....	2882
Terrebonne, ville .....	2857	<b>Rimouski</b>	<b>Rimouski</b>
Verchères, par. ....	2858	Fortin vs Nadeau .....	2883
<b>Travail</b>	<b>Labour</b>	Joncas vs Lapiere et al. ....	2884
<b>Industrie ou métiers de:</b>	<b>Industry or Trades of:</b>	<b>Rouyn-Noranda</b>	<b>Rouyn-Noranda</b>
Automobile, Joliette (Appr.) .....	2858	Penny up Merchandise Co. Limited vs	
Automobile, Joliette (Prél.-Levy) .....	2862	Lamirande .....	2884
Coiffeurs pour dames, Hull (Prél.) .....	2864	<b>Saint-Hyacinthe</b>	<b>Saint Hyacinthe</b>
Construction, Montréal (Mod.-Amend.)	2858	Beaudry vs Quintal .....	2885
Ladies' hairdressers, Hull (Levy) .....	2864	Beaudry vs Quintal .....	2885
<b>NOMINATIONS</b>	<b>APPOINTMENTS</b>	<b>Terrebonne</b>	<b>Terrebonne</b>
Conseils en loi de la Reine .....	2865	Nepveu (D.) Inc. vs Roy .....	2885
Queen's Counsel .....	2865	Normandie Enterprises Inc. vs Quebec	
<b>SOUSSIONS</b>	<b>TENDERS</b>	Acceptance Corporation Ltd. ....	2886
Amos, munic. ....	2873	<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>
Chicoutimi, par. ....	2874	Montréal-Nord-North, cité-city .....	2887
Maniwaki, ville-town .....	2875	Port-Alfred, ville-town .....	2887
Montmagny, ville-town .....	2870		
Notre-Dame-de-Laterrière, par. ....	2871		
Orsainville, ville-town .....	2869		

